

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie monétaire et bancaire

L'INTITULE DU MEMOIRE

Diagnostic financier d'une entreprise établie par le banquier
Cas de la BADR agence Akbou N° 358

Préparé par :

- Ait Ouali Assia
- Maafa Assia

Dirigé par :

Mr Ait-Atmane Foudil

Jury :

Examineur 1 :

Examineur 2 :

Rapporteur :

Année universitaire : 2020/2021

REMERCIEMENTS

Au terme de ce modeste travail, on tient tout d'abord à remercier le « bon Dieu » tout puissant de nous avoir accordé le courage, la patience, la volonté et surtout la santé pour le réaliser et le mener à bien.

On tient à exprimer toute notre reconnaissance pour notre encadreur, Monsieur Ait – Athmane Foudil, d'avoir accepté de nous prendre en charge au dernier moment, c'était très courtois de sa part de nous avoir donné la chance d'accomplir notre travail, et son assistance très importante, orientation, et conseils, c'est grâce à lui qu'on a pu déposer ce mémoire, on le remerciera jamais assez pour tout ce qu'il avait fait pour nous, et nous lui présentant respect et gratitude.

Nos remerciements les plus chaleureux et les plus vifs vont à M^{me} Hamidouche Afaf et à notre promoteur M. Djeddou Salah pour l'honneur qu'il nous a fait en acceptant de nous promouvoir ainsi pour les conseils précieux, les orientations et le temps qu'il nous a consacré afin de réaliser ce travail sans oublier l'ensemble du personnel de la BADR

Enfin, un grand merci à toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

DEDICACES

Je dédie ce mémoire à mes parents :

Ma mère, qui a œuvré pour ma réussite, de par son amour, son soutien, tous les sacrifices consentis et ses précieux conseils, pour toute son assistance et sa présence dans ma vie, reçois à travers ce travail aussi modeste soit-il, l'expression de mes sentiments et de mon éternelle gratitude.

Mon père, qui peut être fier et trouver ici le résultat de longues années de sacrifices et de privations pour m'aider à avancer dans la vie. Puisse Dieu faire en sorte que ce travail porte son fruit ; Merci pour les valeurs nobles, l'éducation et le soutien permanent venu de toi.

A mon cher fiancé Loris qui m'a toujours aidé et soutenu que ce soit dans la vie ou mes études.

A mes chers frères Saïd, Yanis et a ma chère sœur Laetitia que dieu vous protèges.

A mes chères amies, Baboul, rahma, Loulou, Anissa et Daouia qui ont étaient toujours la pour moi de prés ou de loin.

A mon binôme Assia pour son aide et sa présence.

De ce fait, je ne saurais exprimer ma gratitude seulement par des mots. Que dieu vous protège et vous garde pour moi.

ASSIA AIT-OUALI

DEDICACES

Je dédie ce travail aux êtres les plus chers à mon cœur,

A la meilleure de toutes les mamans, ma mère ;

Qui m'a soutenu durant toute ma vie, qui m'a aidé durant mes années d'études, qui m'as appris à aimer le travail et le bon comportement, pour son amour infini et sa bienveillance jour et nuit

Au meilleur de tout les papas, mon père ;

Pour être le meilleur exemple à suivre dans la vie, pour son soutien, ses encouragements de mes premiers pas jusqu'à ce jour.

Qu'ils y trouvent l'expression de ma gratitude filiale.

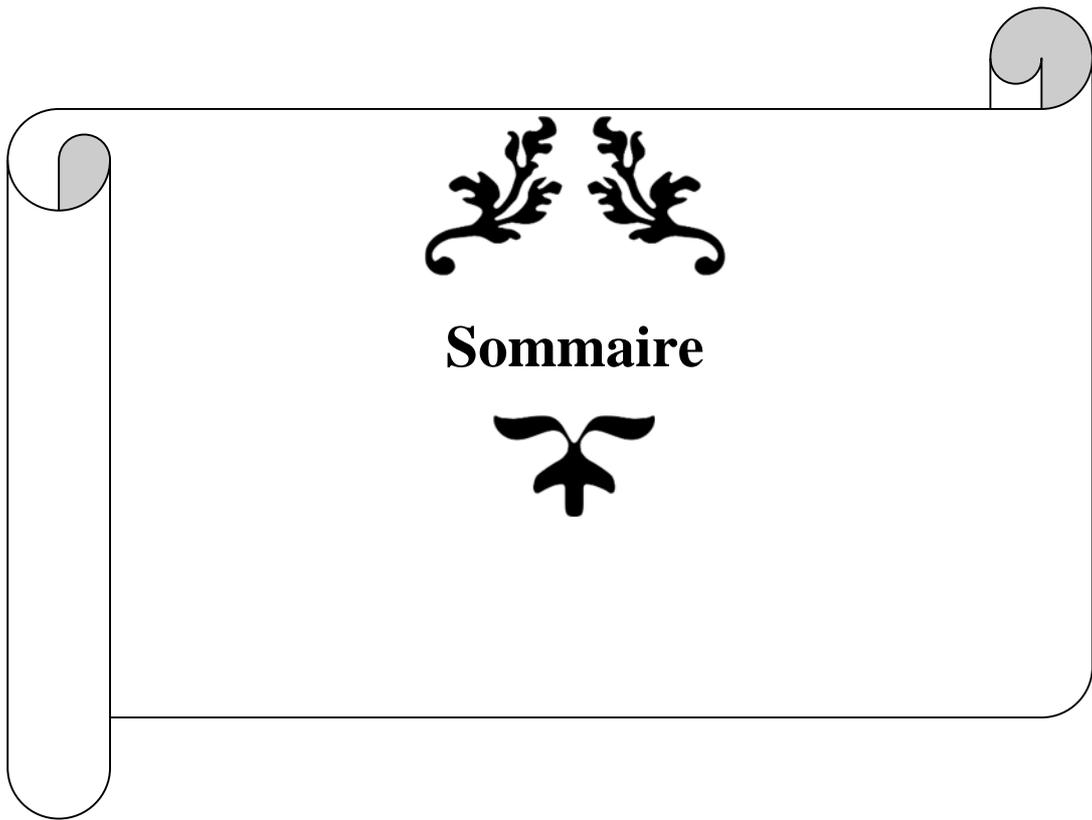
A mon cher fiancé Jugurtha qui m'a toujours aidé et soutenu que ce soit dans la vie ou les études.

A mes frères et sœurs Amar, Yazid, Lyes, Nadjim, Meriem, et a mes petits trésors Moucha, Alilou, Imen pour leurs présences à mes cotés et leurs encouragements.

A mon binôme Assia pour son dévouement et sa présence.

Que tous trouvent ici mes sincères sentiments d'amour, de fraternité et d'amitié.

ASSIA MAAFA



Sommaire

Sommaire

Remerciements

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des schémas

Sommaire

Introduction générale01

Chapitre I : approche théorique de la situation financière

Introduction au chapitre I06

Section I : Diagnostic de l'analyse financière06

Section II : présentation des principaux états financiers.....10

Conclusion au chapitre I.....18

Chapitre II : Analyse des indicateurs de l'équilibre financier

Introduction au chapitre II.....20

Section I : les différents outils de l'analyse financière.....20

Section II : L'analyse par la méthode des ratios.....39

Section III : l'octroi du crédit.....47

Conclusion au chapitre II.....54

**Chapitre III cas pratique « étude du diagnostic financier d'une entreprise établie par le
banquier »**

Introduction au chapitre III.....57

Section I : présentation du cas d'étude.....	57
SECTION II : Étude et l'analyse de la situation financière d'une entreprise agroalimentaire.....	62
Conclusion au chapitre III.....	107
Conclusion générale.....	109
Bibliographie.....	112
Annexes.....	117
Table des matières	
Résumé	



LISTE DES ABREVIATIONS

MC : Marge commerciale

VA : Valeur ajoutée

EBE : Excédent brut d'exploitation

RO : Résultat opérationnel

RF : Résultat financier

ROAI : Résultat net avant impôt

RNAO : Résultat net des activités ordinaires

RE : Résultat extraordinaire

RNE : Résultat net de l'exercice

CAF : Capacité d'autofinancement

EVCP : Etat de variations des capitaux propres

FRN : Fonds de roulement net

BFR : Besoin en fonds de roulement

CP : Capitaux propres

PNC : Passifs non courants

ANC : Actifs non courants

TN : Trésorerie nette

ACHTA : Actif circulant hors trésorerie active

PCHTP : Passif circulant hors trésorerie passive

ACE : Actif circulant d'exploitation

ACHE : Actif circulant hors exploitation

PCE : Passif circulant d'exploitation

PCHE : Passif circulant hors exploitation

BFRE : Besoin en fonds de roulement d'exploitation

BFRHE : Besoin en fonds de roulement hors exploitation

TA : Trésorerie active

TP: Trésorerie passive

CA: Chiffre d'affaires

CAHT: Chiffre d'affaires hors taxes

M.ses : Marchandises

MP : Matière première

TTC: Toutes taxes comprises

Créances à CT: Créances à court terme

CMT : Crédit à moyen terme

CLT : Crédit à long terme

BADR : Banque de l'agriculture et du développement rural

PDG : Président directeur général



Introduction générale



Introduction générale

Les banques ne financent pas hasardeusement les entreprises qui viennent lui demander des crédits. Elles ont développé une véritable expertise dans l'évaluation et le suivi durisque de crédit qu'elles mettent au service des agents à capacité de financement¹.Elles maîtrisent tous les outils d'analyse du risque de crédit, elles savent rédiger des contrats de crédit avec des clauses incitant les emprunteurs à honorer leurs engagements et assortis de prises de garantie, elles assurent le suivi quotidien des dossiers de crédit et prennent les mesures nécessaires en cas de défaillance de la contrepartie.

Nous devons rappeler que l'évaluation d'une entreprise est avant tout une analyse des déterminants fondamentaux de la santé financière et des perspectives de sa performance future telles que la dotation de ses ressources, la qualité de son management, etc. Elle est menée par les investisseurs qui souhaitent déterminer la valeur intrinsèque d'une action à partir d'informations comme l'analyse financière. Le principal objectif de l'analyse financière est l'élaboration d'un diagnostic complet de la politique financière suivie par une entreprise et une évaluation de ses performances au cours des derniers exercices. Elle comprend, mais elle ne se limite pas à l'analyse des documents comptables publiés: elle peut et doit être enrichie par l'utilisation d'informations internes (connaissance des prix de revient par produit ou de ses stocks moyens, évolution des parts de marché, etc.). Elle peut être menée tant à l'extérieur de l'entreprise (investisseur, créiteurs, compétiteurs) qu'à l'intérieur à des fins de contrôle et de prise de décisions².

Force est de rappeler que de nombreuses méthodes d'analyse et de diagnostic ont été proposées dans la littérature sur le management. L'analyse verticale (analyse des composantes de l'état financier), l'analyse horizontale (analyse de l'historique de la situation financière) et l'analyse des fonctions clés (Robidoux, 1978) en sont quelques exemples. L'analyse discriminante, fondée sur une combinaison linéaire de plusieurs ratios financiers et utilisée pour la prédiction des cas de faillite (Altman, 1968 ; Altman et Lavallé, 1980 ; Legeault et Véronneau, 1987) est un autre exemple.

¹Sylvie de COUSSERGUES, Gautier BOURDEAUX et Thomas PÉРАН, « Gestion de la banque ». DUNOD, 2017, page 07.

²NB : dans notre cas il s'agit d'une approche par l'extérieur qui sera faite par le banquier.

Il faut indiquer que le bilan et le compte de résultat demeurent pour le banquier les documents privilégiés pour analyser la santé financière d'une entreprise. À travers l'étude du bilan et du compte de résultat, de nombreux éléments d'appréciations sur la solidité financière de l'entreprise et sur sa solvabilité seront critiqués par le banquier. De même, à travers l'étude de son compte de résultats, le banquier appréciera la capacité de l'entreprise à dégager des résultats et à financer sa croissance. En outre, il s'attachera à veiller à ce que tous les aspects de l'analyse financière d'une entreprise soient effectués avec la plus grande rigueur et qu'aucun détail ne soit omis.

Le diagnostic est l'une des méthodes qui permettent aux dirigeants d'entreprise d'analyser le passé, de planifier et de prévoir l'avenir à court, à moyen ou à long terme. « Parmi ces approches, l'analyse financière du prêteur dont le risque est le non-remboursement de la créance qu'il possède sur l'entreprise. Cette analyse est indispensable dans les établissements de crédits ou sur les marchés financiers lorsque se prend la décision de prêt ». ³ Toutefois, la banque qui est elle-même une entreprise dont la préoccupation majeure est de faire des profits, ne peut consentir à répondre aux besoins de financement d'une entité quelconque, sans s'assurer de sa solvabilité et sous certaines conditions de garanties. C'est là qu'intervient l'analyse financière que le banquier est tenu de faire pour évaluer l'entreprise en question.

De ce que nous avons développé précédemment, une relation importante se dégage entre le travail du banquier dans l'évaluation des emprunteurs et l'entreprise qui souhaite présenter une situation financière acceptable pour accéder au crédit bancaire. En effet, le diagnostic financier établi par le banquier est un enjeu majeur dans l'opération du crédit d'où l'importance d'aborder ce thème dans le présent mémoire. A titre de rappel, pour le banquier l'analyse financière lui permet d'effectuer un diagnostic de la situation d'une entreprise afin d'apprécier la capacité de cette dernière à pouvoir rembourser les fonds, et minimiser les risques d'insolvabilité.

La question de recherche :

³Hubert de la Bruslerie, « Information financière et diagnostic », Dunod, Paris, 2002, p01.

L'observation des situations réelles montre que même les experts peuvent se tromper en matière d'évaluation. La vraie question est de savoir si l'évaluation est raisonnable compte tenu des informations disponibles. Ainsi, pour clarifier la problématique de notre mémoire nous allons poser la question principale dans les termes suivants : **Comment le banquier mobilise et conduit son diagnostic financier afin d'évaluer la solvabilité de l'entreprise ?**

Afin de mieux cerner l'objet de notre recherche, nous allons émettre des questions secondaires qui vont servir à délimiter notre champ de recherche :

- Quels sont les déterminants fondamentaux qui permettent au banquier d'évaluer la santé financière d'une entreprise ?
- Quelles sont les pratiques d'évaluation que le banquier algérien utilise afin de cerner la réalité financière de l'emprunteur ?

Hypothèse de recherche :

L'hypothèse est une réponse provisoire à la question de départ et qui sera confirmée ou infirmée par notre étude. Nous estimons suffisant d'émettre une seule hypothèse dans les termes suivants :

- Le banquier algérien mène un diagnostic financier sur l'entreprise sur la base de documents comptables afin d'apprécier les différents risques et mesurer l'étendue des garanties.

Démarche méthodologique :

Nous allons mener ce travail de recherche en nous focalisant sur des connaissances théoriques qui vont clarifier comment on mène un diagnostic financier, comment l'analyse financière permet d'évaluer la solvabilité des entreprises, et quels indicateurs permettent au banquier de trancher dans sa décision de financer ou non l'entreprise. Ce corpus théorique sera complété par une étude auprès d'une banque, laquelle va nous fournir des données comptables exploitables afin d'évaluer une entreprise désireuse de trouver des fonds pour ses projets.

Structure du mémoire : le présent mémoire sera organisé dans trois chapitres qui synthétisent l'objectif d'évaluation financière et économique, les méthodes, l'appréciation des projets d'entreprises et leur performance. Le premier chapitre va traiter l'objet de l'analyse financière et son rôle dans l'évaluation d'une entreprise. Le deuxième chapitre sera consacré à

Introduction Générale

l'analyse des indicateurs d'équilibre financier. Enfin, le troisième chapitre va aborder notre cas pratique, où nous allons mobiliser les indicateurs fournis par le banquier afin d'évaluer la situation financière de l'entreprise.



**Chapitre I : Approche théorique de
la situation financière**



Introduction au chapitre I

Comme toute activité humaine, la logique impose d'analyser d'abord la situation avant d'agir ; dans l'entreprise cet état des lieux constitue l'analyse financière.

Aujourd'hui avec la complexité et la difficulté qui accompagnent le processus de prise de décisions dans un monde de forte concurrence et d'incertitude, les décisions administratives dans le domaine de l'investissement ou de financement n'est plus une tâche facile pour le décideur en se basant uniquement sur son expérience sans l'appui des résultats de l'analyse financière et ses prévisions. C'est pour cela qu'il est indispensable pour le banquier de réaliser une étude approfondie de la situation financière de l'entreprise avant de prendre les décisions de manière à ce que le décideur puisse connaître les points forts afin de les exploiter pour une meilleure performance, et de déterminer les points faibles afin de prendre des mesures correctives.

Section I : Diagnostic de l'analyse financière

I.1. Définition du diagnostic financier

Selon THIBAUT Jean-Pierre le mot diagnostic « il est utilisé dans le domaine médical, il consiste à déterminer la nature de la maladie...analyse, identification des causes vont aider le praticien à proposer des solutions visant à obtenir la guérison, ...dans le domaine de la gestion des entreprise, on peut établir un parallèle, en particulier lorsque l'entreprise connaît des difficultés ». ¹

THIBAUT Jean-Pierre décrit le diagnostic comme suit : « c'est un outil de direction susceptible de l'aider à comprendre le passé, le présent et à agir au présent, dans le futur ». ²

Dans le cas dysfonctionnements de l'entreprise à partir d'un diagnostic, on repère en premier lieu les signes et les symptômes qui révèlent les difficultés, par la suite, on identifie les causes de ces problèmes. Enfin, on propose des solutions et recommandation envie de mieux exploiter les points forts afin de prendre de bonnes décisions.

OGIEN DOV décrit le rapport du diagnostic financier comme suit : « le diagnostic financier est communiqué aux intéressés sous forme d'une note de synthèse qui met en évidence les points faibles et les points fort de l'entreprise... » ³

¹THIBAUT J., (1993), le diagnostic d'entreprise, SEIFOR, France, p.14

² THIBAUT J., op.cit., p.15

On peut dire que le diagnostic financier d'une entreprise est un outil de direction qui consiste à cerner d'une part, les points forts et les opportunités et représenter des recommandations qui permettent à la gestion de l'entreprise de les améliorer, d'autre part d'identifier les problèmes des dysfonctionnement financiers (points faibles et menaces) qui entrave l'efficacité et l'efficience de la gestion de l'entreprise, ainsi de proposer des recommandation adéquates susceptibles de régler ces problèmes.

I.2. les objectifs de l'analyse financière

L'objectif d'une analyse financière est de faire le point sur la situation financière et économique de l'entreprise afin de⁴ :

- ✓ Comprendre l'évolution et la croissance des structures financières de l'entreprise ;
- ✓ Localiser les points forts et les points faibles de l'entreprise ;
- ✓ Assurer le maintien de l'équilibre financier de l'entreprise ;
- ✓ Procéder à l'examen global des états financiers, cet examen porte généralement sur les emplois (actif), des ressources (passif), les ventes et les bénéfices ;
- ✓ Appliquer les techniques d'analyse comme les ratios, l'étude du bilan en masse et autres ;
- ✓ Faciliter la prise de décision (décision d'investissement, de financement, de distribution de dividendes, etc.
- ✓ Identifier les causes de difficultés présentes et futures de l'entreprise ;
- ✓ Mettre en lumière les éléments défavorables ou les dysfonctionnements dans la situation financière et les performances de l'entreprise ;
- ✓ Permettre à intervalle régulier de porter un jugement sur la gestion passée, sur la rentabilité, sur la solvabilité, la liquidité et le risque financier de l'entreprise, etc.
- ✓ Constituer la base des prévisions financières, plan d'investissement, budget de trésorerie, etc.
- ✓ En fin, prendre un jugement sur la situation, formuler des recommandations et prendre des conclusions

I.3. la différence entre, diagnostic financier, audit financier et analyse financière

I.3.1. Audit financier

L'audit financier s'intéresse à la qualité des informations que contiennent les documents comptables et financiers. Il peut être défini comme «un examen auquel précédent des

³ OGIEN D., (2008), Gestion financière de l'entreprise, Dunod, Paris, p.5.

⁴ DOV Ogien, MAXI FICHES de gestion financière de l'entreprise, Edition DUNOD, Paris, 2008, p1.

professionnels afin d'exprimer une opinion motivée, très généralement contenue dans un rapport écrit, sur la fidélité avec laquelle les documents comptables et financiers d'une entité traduisent sa situation financière et ses résultats, compte tenu du droit, de la réglementation et des usages du pays dans lequel est dans lequel est situé l'entité »⁵.

Sachant que la fiabilité et sincérité de l'information comptable et financière dépendent directement du respect des règles : à cet effet, le rôle de l'auditeur va consister à s'assurer que ses règles et procédures d'enregistrement ont bien été respectées. Dans la situation où l'auditeur constate des anomalies ou des différences par rapport aux normes comptables, il pourra selon le cas, de formuler des observations et des recommandations d'améliorations.

L'audit financier peut aller plus loin que la seule révisions et certification d'escomptes, car il peut vérifier si les réalisations sont issues d'une bonne utilisation des ressources de l'entreprise, par exemple, de vérifier si le budget est respecté et que le montant des investissements réalisés correspond-t-il au plan de financement.

I.3.2. L'analyse financière

L'analyse financière est un ensemble d'outils et de méthodes permettant d'élaborer un diagnostic sur l'entreprise. Elle vise à interpréter les performances financières et économiques de l'entreprise sur une période donnée en s'appuyant sur des informations économiques fournies par des documents comptables récents relatifs à l'entreprise ou à son secteur d'activité.

D'après Jean-Pierre LAHILLE, L'analyse financière est dans sa définition la plus simple, un ensemble de techniques visant à connaître la santé financière de l'entreprise. Elle est aussi définie comme une démarche qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par une entreprise à destination des tiers et ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique. (Rentabilité, pertinence des choix de gestion...), sa solvabilité (risque potentiel qu'elle présente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements...) et enfin son patrimoine.⁶

Armand DAYAN dit que, L'analyse financière est un ensemble de concepts, méthodes et outils qui permettent de traiter des informations internes et externes, en vue de formuler des recommandations pertinentes concernant la situation d'un agent économique spécifique, le

⁵ GILLET R. et al, (2003), France : finance d'entreprise, finance de marché, diagnostic financier, DALLOZ, Paris, p.426.

⁶Analyse financière éditions SIREY 2004

niveau et la qualité de ses performances, ainsi que le degré de risque dans un environnement fortement concurrentiel⁷

I.1.3. Diagnostic financier

Le diagnostic peut être défini comme étant une démarche, qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par les dirigeants de l'entreprise à destination des tiers.

Le diagnostic s'intéresse à toutes les entreprises soit celles qui sont saines, et qui souhaitent améliorer leurs performances, ou celles qui sont en difficultés, pour lesquelles le diagnostic devient obligatoire, dans le but de les redresser.

I.4. à qui sert l'analyse financière

L'analyse financière qui est un outil à la disposition de toutes les parties prenantes de l'entreprise, leur permet d'obtenir un éclairage sur la situation financière de l'entité afin de faciliter leur prise de décision, tout en sachant que pour chacune de ces parties il existe des approches et des objectifs différents, par exemple :

- ✓ L'investisseur potentiel qui souhaite entrer dans le capital de l'entreprise, mènera une analyse sur l'évolution de l'entreprise dans une optique de placement ;
- ✓ Les prêteurs et les banques sollicités pour l'octroi d'un prêt chercheront à vérifier la capacité de remboursement de l'entreprise et les chances de réussite de l'investissement ;
- ✓ Le chef d'entreprise ou les actionnaires dans une optique liquidative ou spéculative chercheront à savoir combien vaut leur entreprise aujourd'hui ;
- ✓ Les fournisseurs qui veulent s'assurer d'être payés ;
- ✓ Les salariés et les collaborateurs qui s'interrogent sur l'avenir et le devenir de l'entreprise avec laquelle ils travaillent...

I.5. les types d'analyse financière

Il existe deux types d'analyses complémentaires et indissociables dans le cadre d'un diagnostic financier :

⁷Manuel de gestion financière, ED. Marketing, volume 2, 1999, p.59

I.5.1. L'analyse statique⁸ : qui se base sur les données fournies par un seul exercice comptable et selon le point de vue où l'on se place (interne ou externe) et à partir d'un seul bilan deux approches peuvent être utilisées :

- Une analyse fonctionnelle du bilan se basant sur les valeurs d'origines pour privilégier les notions de ressources et d'emplois et en distinguant le cycle d'exploitation du cycle d'investissement. Cette approche intéresse plus les dirigeants de l'entreprise ;
- L'analyse patrimoniale (appelée par extension analyse financière) et qui se base sur les valeurs nettes du bilan et privilégie les notions de liquidités et d'exigibilité et intéresse les pourvoyeurs de fonds en particulier les banques en cas de liquidation.

I.5.2. L'analyse dynamique⁹ : qui se bases sur les données fournies par plusieurs exercices et permet d'affiner le diagnostic en faisant des comparaisons périodiques afin d'apprécier l'évolution de la situation financière et économique de l'entreprise dans le temps.

L'analyse financière permet de porter un jugement sur la santé d'une entreprise, elle poursuit plusieurs objectifs, qui peuvent être différents en fonction du destinataire. L'analyse financière reste un instrument de suivi, d'évaluation et de contrôle de gestion. Elle est donc considérée comme une technique très pratique que ce soit à l'intérieure ou à l'extérieur de l'entreprise.

Section II : Présentation des principaux états financiers

L'analyse financière est indispensable dans la gestion de l'entreprise car elle consiste à collecter, traiter et interpréter les informations comptables ou autres informations de gestion afin de porter un jugement sur la santé financière de l'entreprise ; notamment en manière de solvabilité et de rentabilité et d'apporter un éclairage sur la réalité économique et financière de l'entreprise et de son évolution, dans le but de faciliter la prise de décisions.

L'analyse financière de l'entreprise s'effectue en étudiant ses états financiers, entre autres et principalement, les derniers bilans et comptes de résultats.

Le bilan et le compte de résultat demeurent pour le banquier les documents privilégiés pour analyser la santé financière d'une entreprise.

⁸ TAIROU Akim A., analyse et décisions financières, Edition L'Harmattan, paris, 2006, p59

⁹ TAIROU Akim A., op.cit., p77.

A travers l'étude du bilan et du compte de résultat, de nombreux éléments d'appréciations sur la solidité financière de l'entreprise et sur la solvabilité seront critiqués par le banquier.

De même, à travers l'étude de son compte de résultats, le banquier appréciera la capacité de l'entreprise à dégager des résultats et à financer sa croissance.

En outre, il s'attachera à veiller à ce que tous les aspects de l'analyse financière d'une entreprise soient effectués avec la plus grande rigueur et qu'aucun détail ne soit omis.

II.1. L'analyse financière et ses sources d'information

L'information est la manière première de base de l'analyse financière. Pour mener à bien l'analyse financière de l'entreprise, l'analyse doit connaître l'ensemble des sources d'information dont il peut disposer, les comprendre, savoir les interpréter et les exploiter. L'analyse financière s'effectue essentiellement à partir de l'information comptable en plus particulièrement à l'aide des comptes annuels comprenant : Le bilan comptable, le compte de résultat et les annexes.

II.1.1. Le bilan comptable :

En amont de la production que matérialisent les documents, il y a la référence à des principes comptables, qui conditionnent le système d'information qu'est la comptabilité de l'entreprise. L'objectif ultime assigné par la loi d'information comptable est de projeter une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

II.1.1.1. Définition du bilan comptable

Le bilan établi par une entreprise se définit comme étant « un compte de capital destiné à mesurer à un moment donné l'état du patrimoine d'une entité »¹⁰

Il décrit séparément les éléments de l'actif et les éléments du passif. La présentation des actifs et des passifs dans le corps du bilan fait ressortir la distinction entre les éléments courants et les éléments non courants.

II.1.1.2. Les postes du bilan

Il contient l'actif et le passif dans chacun figurent les informations de l'actif du bilan qui comprend deux parties (actif immobilisé et l'actif circulant) et les éléments du passif du bilan comprend trois parties (les capitaux propres, les dettes à long terme et les dettes à court terme).

¹⁰ EVRAERT S., PRAT DIT HAURET C., (2002), Les documents de synthèse : bilan, compte de résultat, annexe e-thèque, France, p15.

a) L'actif ¹¹

Un actif est une ressource contrôlée par l'entité du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs.

Les éléments de l'actif destinés à servir de façon durable l'activité de l'entité constituent l'actif non courant dit aussi l'actif immobilisé. Ceux qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas cette vocation constituent l'actif courant (AC).

- **L'actif non courant comprend :**

« L'actif immobilisé correspond à l'ensemble des biens et des créances figurant dans le patrimoine de l'entreprise et destiné à être utilisés de façon durable »¹². Cette définition fait ressortir la fonction économique que remplissent les éléments de l'actif immobilisé au-delà de leur différenciation par nature : immobilisation corporelles, incorporelle ou financière.

- **Ecart d'acquisition ou goodwill :** résultat d'un regroupement d'entreprise dans le cadre d'une acquisition, d'une fusion ou d'une consolidation.

L'écart d'acquisition est un actif non identifiable, et par conséquent doit être distingué des immobilisations incorporelles, qui par définition, sont des actifs identifiables.

- **Les immobilisations incorporelles :** sont des actifs identifiables, non monétaires et immatériels, contrôlés et utilisés par l'entité dans le cadre de ses activités ordinaires. Il s'agit par exemple de fonds commerciaux acquis, de marques, de logiciels informatiques ou autres licences d'exploitation, de franchises, de frais de développement d'un gisement minier destiné à une exploitation commerciale.

- **Les immobilisations corporelles :** sont des actifs corporels détenus par une entité pour la production, la fourniture de biens ou de services, la location ou l'utilisation à des fins administratives et dont la durée d'utilisation est censée se prolonger au-delà de la durée d'un exercice.

- **Les immobilisations en concession :** la concession de service public est définie comme un contrat par lequel une personne publique (concedant) confie à une personne physique ou à une personne morale (concessionnaire) l'exécution d'un service public, à ses risques et périls, pour une durée déterminée et généralement longue, et moyennant le droit de percevoir des redevances sur les usagers du service public.

- **Les immobilisations en cours :** ces comptes ont pour objectif de faire apparaître la valeur des immobilisations non encore en service à la fin de chaque exercice, ainsi que les avances et acomptes versés par l'entreprise des tiers en vue de l'acquisition d'une

¹¹ Béatrice et Francis Grandguillot, 4^{ème} édition, Paris, p81.

¹² Hubert de la Bruslerie, 2^{ème} édition, information financière et diagnostic, Dunod, Paris, 2002, p21

immobilisation. Ces comptes sont soldés lorsque l'immobilisation est mise en services, avec pour contrepartie des comptes d'immobilisation.

- **Les immobilisations financières :** sont des créances dont le règlement doit intervenir dans un délai supérieur à un an, ou un titre ou une valeur assimilée que l'entité a décidé de conserver sur plus d'un exercice.

Les immobilisations financières correspondent aux actifs monétaires de l'entreprise.

- **L'actif courant comprend (L'actif circulant)**

Il contient tous les éléments possédés par l'entreprise qui sont destinés à être transformés rapidement en liquidités. L'actif circulant regroupe les éléments liés au cycle d'exploitation de l'entreprise et qui, à ce titre, vont être consommés au cours de l'exercice. Trois rubriques peuvent être distinguées :

- **Stocks et en cours :** correspondent à des actifs détenus par l'entité et destinés à être vendus dans le cadre de l'exploitation courantes, en cours de production en vue d'une telle vente ; correspondant à des matières ou fournitures devant être consommées au cours du processus de production ou de présentation de services.

Dans le cadre d'une opération de présentation de services, les stocks correspondent au coût des services pour lequel l'entité n'a pas encore comptabilisé les produits correspondants.

- **Créances et emplois assimilés (comptes de tiers) :** retrace les relations de l'entreprise avec les tiers. Ils servent donc à comptabiliser les dettes et les créances de l'entreprise à l'exclusion de celles inscrites respectivement dans les comptes de ressources stables et les comptes d'actifs immobilisés.

- **Trésorerie et équivalents de trésorerie :** enregistre les opérations relatives aux valeurs en espèces, aux chèques, aux effets de commerce, aux titres de placement, aux coupons ainsi qu'aux opérations faites avec les établissements de crédit.

b) Les passifs¹³

Les passifs sont constitués des obligations actuelles de l'entité résultant d'évènements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entité par une sortie de ressource représentative d'avantage économique.

Ils comprennent les éléments suivants :

¹³ Béatrice et Francis Grandguillot, op.cit., p.85.

- **Capitaux propres** : sont des intérêts résiduels des participants aux capitaux propres de l'entité dans ses actifs après déduction de ses passifs (externe).
- **Passif non courant (DLMT)** : il comprend tous les éléments de passif qui ne constituent pas des passifs courants.
- **Passif courant (DCT)** : c'est un passif que l'entité s'attend à éteindre dans le cadre de son cycle d'exploitation normal, ou dont le règlement doit intervenir dans les douze mois suivants la date de clôture de son exercice.

II 1.2. Le compte de résultat

Le compte de résultat est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entité au cours de l'exercice. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement. Il fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice : bénéfice / profit ou perte.

Selon Elie Cohen¹⁴, le compte de résultat constitue un des états comptables de synthèse prévus par tous les plans comptables, ce document présente une récapitulation de tous les produits engendrés par l'activité de l'entreprise au cours d'une période comptable ou exercice, toutes les charges suscitées par cette activité au cours de la même période.

Le compte de résultat est un document comptable présentant l'ensemble des opérations effectuées dans le cadre de l'entreprise pendant une période donnée dite exercice (en général une année pleine). En effet, le compte de résultat montre les mouvements qui ont eu lieu au sein de l'entreprise durant l'exercice. On présente généralement ce document en séparant deux colonnes principales par un trait vertical.

A gauche se trouve tout ce qui vient appauvrir l'entreprise. On regroupe en effet à gauche les charges de l'entreprise.

A l'inverse, on rassemble à droite les produits de l'entreprise, soit tout ce qui vient enrichir celle-ci.

II.1.2.1. Le compte de résultat par nature

Le compte de résultats est un état récapitulatif des charges et des produits réalisés par l'entité au cours de l'exercice. Il ne tient pas compte de la date d'encaissement ou de décaissement et fait apparaître, par différence, le résultat net de l'exercice.

Le contenu, le modèle et la présentation du compte de résultats sont fixés par arrêté du ministre chargé des finances.

¹⁴Dictionnaire de gestion d'Elie Cohen (3^{ème} édition), p21.

Le compte de résultat a pour vocation d'informer sur les performances réalisées par une entreprise. En se focalisant sur ses variations de patrimoine (gain et pertes), il permet de dégager son résultat net (bénéfice ou perte). Le compte de résultat revêt un caractère important pour deux types de public. D'une part, il permet à l'administration fiscale de prendre connaissance du bénéfice réalisé par une entreprise.¹⁵

D'autre part, il permet à des financeurs potentiels d'en connaître les performances et la rentabilité.

Les informations minimales présentées au compte de résultat sont les suivantes :

- Analyse des charges par nature, permettent de déterminer les principaux agrégats de gestion suivants : marge brute, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation ;
- Produits des activités ordinaires ;
- Produits financier et charges financière ;
- Charges personnel ;
- Impôt, taxes et versements assimilés ;
- Dotation aux amortissements et pertes de valeur concernant les immobilisations corporelles ;
- Dotation aux amortissement et pertes de valeur concernant les immobilisations incorporelles ;
- Résultat des activités ordinaires ;
- Élément extraordinaires (produit et charges) ;
- Résultat net de la période avant distribution ;
- Pour les sociétés par action, résultat net par action.
- Dans le cas de compte de résultat consolidé :
- Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence ;
- La part des intérêts minoritaires dans le résultat net.

II.1.2.2. Les annexes comptables

L'annexe comptable est le troisième document comptable de synthèse, l'objet de l'annexe est de permettre aux destinataires des comptes annuels de mieux juger la situation financière et les résultats de l'entreprise.¹⁶

¹⁵ Collectif EPBI, nouveau système comptable financier, Edition Pages bleues internationales, Algérie, 2010, p71.

¹⁶ Hubert de la Bruslerie, op.cit. p.124

Les annexes englobent une série d'informations supplémentaires concernant les différents postes du bilan et du compte de résultats. En effet, elles servent à détailler les chiffres que ces deux documents contiennent, ainsi qu'à commenter leurs rubriques.

Elle contient des informations extracomptables ou non telles que les règles et méthodes comptables exploitées par l'entreprise, les engagements, ainsi que diverses explications sur les charges et les produits.

En résumé, l'annexe permet de détailler les informations comptables non explicitées par le bilan et le compte de résultat, et ce, afin de fournir une image fidèle de la situation financière de la société aux tiers.

Deux critères essentiels permettent de déterminer les informations à faire figurer dans l'annexe :

- Le caractère pertinent de l'information ;
- Son importance relative.

En effet, l'annexe ne doit comprendre que les informations significatives, susceptibles d'influencer le jugement que le destinataire des documents peut porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entreprise.

Parmi les tableaux pouvant figurer dans l'annexe, on trouve :

- Tableau des provisions ;
- Tableau des échéances des dettes et des créances.

II.1.3. Elaboration du bilan financier

Si les comptes annuels constituent une part importante de l'analyse financière, ils ne peuvent pas être utilisés directement et nécessitent certains retraitements, notamment en ce qui concerne la répartition des résultats, la répartition des risques et des dépenses, et l'impact. La préparation des états financiers nécessite également certains reclassements.

II.1.3.1. Les retraitements

✓ Répartition du résultat :

- Réserves légales : affectation de 5 % du bénéfice à la réserve légale dans la limite de 10% du capital.

- Réserves statutaires : elles sont prévues lors de la constitution de la société. les statuts de chaque société définissent des règles de calcul qui leur sont propres.
- Réserves facultatives : la dotation d'autres réserves est libre et dépend de la décision de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Ces réserves prennent le nom de réserves facultatives.
- Dividendes : le montant des dividendes est fixé par l'assemblée générale et se décompose en : premier dividende calculé selon un taux fixé par les statuts sur la valeur nominale des actions libérées et en superdividendes déterminé par l'assemblée générale.

✓ **Provision pour risques et charges (PRC)¹⁷:**

- Si la provision correspond à un risque ou une charge réelle, l'entreprise aura à payer le montant du risque ou de la charge. On peut donc assimiler le montant de la provision à une dette, qu'on classera à long terme ou à court terme selon l'échéance à laquelle on aura à payer la charge en question.
- Si la provision ne correspond pas à un risque ou à une charge réelle, l'entreprise aura à réintégrer la provision dans le compte de résultat (annulation de la provision par une "reprise sur provision"); le résultat fiscal augmentera, ce qui aura pour effet, pour une part d'augmenter l'impôt sur le bénéfice et pour une autre part d'augmenter les capitaux propres.

Ainsi, la provision pour risque et charge non réelle doit être partagée en deux :

- La part de l'impôt latent sur la provision doit être reclassée en dettes (à court terme ou à long terme selon l'échéance) ;
- Le reste (provision nette de l'impôt latent) doit être reclassé dans les capitaux propres.
- Les effets escomptés non échus : sont des effets de commerce que l'entreprise a escompté auprès de sa banque pour obtenir des liquidités, mais pour lesquels la date d'échéance n'est pas encore passée.¹⁸

Il convient d'une part de réintégrer le montant des EENE aux créances, puis d'augmenter les dettes financières de court terme du même montant (l'escompte est alors considéré comme une avance de trésorerie).

II.1.3.2. Les reclassements :

Pour élaborer le bilan financier, il convient de reclasser les actifs en fonction de leur degré de liquidité et les passifs selon leur degré d'exigibilité.

- ✓ Aux emplois, on trouve :

¹⁷ AMELON Jean-Louis, Gestion financière, 4eme éd, Edition MAXIMA, Paris, 2004, p79

¹⁸ DUPLAT Claude-Annie, Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise, Edition Vuibert, Paris, 2004, p80

Chapitre I Approche théorique de la situation financière

- Valeur immobilisées (VI) : elles regroupent les immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et les immobilisations financières ;
 - Valeur d'exploitation (VE) : elles regroupent les stocks et encours ;
 - Valeur réalisables (VR) : elles contiennent les créances et emplois assimilés ;
 - Valeur disponibles (VD) : elles comportent les placements et autres actifs financiers courant et la trésorerie (caisse, banque).
- ✓ Aux ressources, on trouve :
- Les fonds propres qui regroupent le capital émis et les réserves ;
 - Les dettes à long et moyen terme (DLMT), regroupant les emprunts et dettes à long terme ;
 - Les dettes à court terme (DCT) qui regroupent les fournisseurs et la trésorerie passive.

Conclusion au chapitre I :

Les états financiers présentent de manière fidèle la situation financière de l'entité, ses performances et tout changement de sa situation financière. Ils reflètent également l'ensemble des opérations et événements découlant des transactions de l'entité et des effets des événements liés à son activité.



Chapitre II : présentation des principaux états financiers



Introduction au chapitre II

Après avoir passé en revue les concepts qui ont clarifié les éléments clés de notre thème de recherche, nous pouvons dire que l'information comptable joue un rôle déterminant dans l'analyse financière. De nos jours, l'analyse financière est considéré comme une technique très pratique tant à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise.

Dans ce chapitre, nous verrons une analyse de la structure financière, des activités et de la rentabilité de l'entreprise pour nous aider à diagnostiquer sa situation financière.

Section I : les différents outils de l'analyse financière

Il existe différent outils d'analyse financière pour aider les chefs d'entreprise à prendre des décisions :

I.1. L'analyse par l'équilibre financier :

L'équilibre financier d'une entreprise résulte de l'ajustement entre la liquidité des actifs et l'exigibilité du passif, pour permettre de faire face à ses engagements envers ses créanciers et avoir un bon cycle d'exploitation. Les éléments permettant d'apprécier l'équilibre financier sont :

- ✓ L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins d'investissement est déterminée par l'indicateur de besoin de fonds de roulement (FRN).
- ✓ L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins d'exploitation est déterminée par l'indicateur de besoin en fonds de roulement (BFR).
- ✓ L'aptitude de l'entreprise à financer ses besoins immédiats est déterminée par l'indicateur de trésorerie (TN).

I.1.1. le fonds de roulement

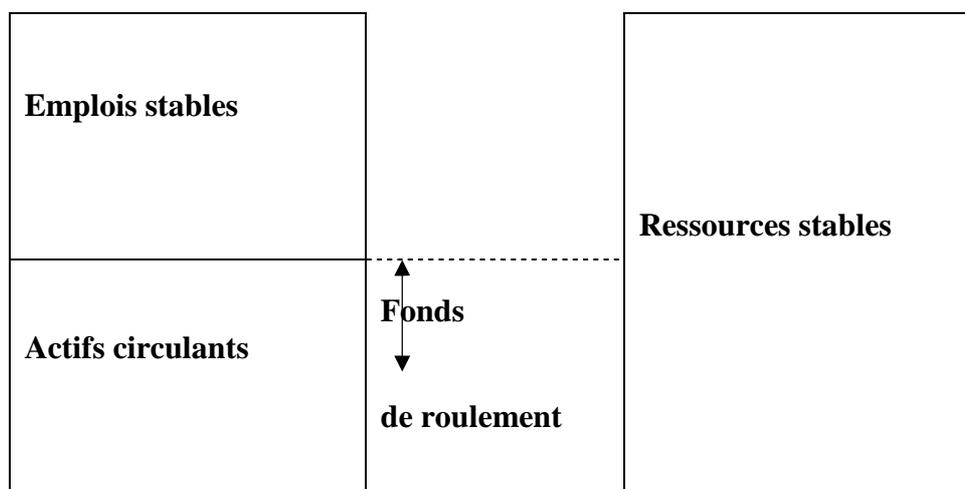
I.1.1.1. Définitions

Le Fonds de Roulement est « la part des capitaux permanents qui n'est pas absorbée par le financement des valeurs immobilisées et qui reste par la suite disponible pour financer les besoins liés au cycle d'exploitation ».¹

Il est donc l'ensemble des ressources non immobilisées dont dispose une entreprise pour travailler (rouler).

Le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'entreprise pour une durée assez longue par ses associés, des organismes de financement, des investisseurs ou créés grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer, dans un premier temps, les investissements en biens durables.

Par différence, le fonds de roulement mesure la quantité de ressources non utilisées par les actifs immobilisés qui permettra de couvrir les dépenses d'exploitation de l'entreprise nettes des encaissements clients.



¹ MENIER, H « science de gestion, la trésorerie des entreprises » ED. BORDAS, Paris1984, P. 15



✓ Lien entre le FRN et le BFR

L'excédent de **fonds de roulement** pourra éventuellement servir à financer le besoin en fonds de roulement (BFR) généré par le cycle d'exploitation de l'entreprise.

✓ Lien entre le FRN et la trésorerie nette

Le reliquat du fonds de roulement sur le BFR contribuera, s'il existe, à alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.

I.1.1.2. Calcul du fonds de roulement

Le fonds de roulement peut se calculer par deux méthodes soit par le haut soit par le bas du bilan :²

✓ Formule de calcul par le haut du bilan :

$$\text{Fonds de roulement (FRN)} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actifs immobilisés}$$

Dans la pratique, on retrouve couramment la formule de calcul du fonds de roulement suivante :

$$\text{Fonds de roulement (FRN)} = \text{Ressources stables} - \text{Emplois durables}$$

Ou

² COHEN Elie, Gestion financière de l'entreprise et développement financier, Edition EDICEF, Paris, 1991, p117-118

$$\text{Fonds de roulement (FRN)} = (\text{CP} + \text{PNC}) - \text{ANC}$$

- ✓ Formule de calcul par le bas du bilan :

$$\text{Fonds de roulement (FRN)} = \text{Actif circulant} - \text{Passif circulant}$$

Dans la pratique, on retrouve couramment la formule de calcul du fonds de roulement suivante :

$$\text{Fonds de roulement (FRN)} = \text{Actif courant} - \text{Passif courant}$$

I.1.1.3 Interprétation du fonds de roulement

Afin d'interpréter le fond de roulement, trois cas de figures peuvent se présenter³

- ✓ Interpréter un FRN positif ($\text{FRN} > 0$)

Un fonds de roulement est positif lorsque les ressources stables excèdent les emplois durables. Dans ce cas, les ressources stables financent en intégralité les emplois durables. L'excédent va financer le BFR (en totalité ou partiellement) et le solde va contribuer à former la trésorerie nette de l'entreprise. Celle-ci dispose d'un « matelas financier ».

- ✓ Interpréter un FRN nul ($\text{FRN} = 0$)

Un fonds de roulement est nul lorsque les ressources stables et les emplois durables sont égaux. Ici, les ressources couvrent les emplois sans qu'un excédent ne soit généré. L'entreprise devra financer son BFR avec un découvert bancaire par exemple.

- ✓ Interpréter un FRN négatif ($\text{FRN} < 0$)

C'est la situation la plus critique pour l'entreprise : les investissements durables ne sont pas intégralement financés par des ressources de la même nature. La structure des financements

³ LASARY « Le bilan », Edition El dar el Othmania, 2004, p77.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

est déséquilibrée et, si le BFR ne se traduit pas par une ressources en fonds de roulement, cela impacte la trésorerie nette et la solvabilité de l'entreprise. L'entreprise est sous-capitalisée.

En bref :

- ✓ Un fond de roulement positif : bonne santé
- ✓ Un fond de roulement négatif : alerte.

I.1.1.4. Besoin en fonds de roulement (BFR) :

Pendant son activité l'entreprise se retrouve face à des décalages temporels dû à :

- ✓ Des achats et des ventes, ce qui entraîne la constitution des stocks ;
- ✓ Des ventes et des règlements, ce qui donne naissance à des créances ;
- ✓ Des achats et des règlements, ce qui donne naissances à des dettes.

Tous ces décalages créent un besoin en fonds de roulement/

Le besoin en fonds de roulement est la part de l'actif circulant hors trésorerie, non financée par le passif circulant hors trésorerie et qui doit être financée par des ressources supplémentaires. Il représente « les capitaux permanents nécessaires pour couvrir les éléments permanent de l'actif autre que les immobilisations »⁴

En d'autres termes il s'agit du besoin de financement à court terme que l'entreprise doit financer par des ressources stables.

✓ Calcul du BFR :

$\text{BFR} = \text{Actif circulant hors trésorerie active} - \text{Passif circulant hors trésorerie passive}$
--

On peut aussi formuler comme suit le besoin en fond de roulement (BFR) :

⁴ RAIMBAULT G., (1996), comptabilité générale et Analyse financière « outil de gestion », CHIHAB-EYROLLES, Alger, p157.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

Sachant que le besoin de fond de roulement représente « les capitaux permanents nécessaires pour couvrir les éléments permanant de l'actif autre que les immobilisations ».

Il s'obtient par la formule suivante :

$$\text{BFR} = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à court terme}^5$$

Sachant que l'actif circulant = stocks + créances clients.⁶

$$\text{BFR} = \text{stocks en cours} + \text{clients et compte rattachés} - \text{fournisseurs et comptes rattachés} - \text{dettes fiscales et sociales}$$

- **Besoin de fonds de roulement d'exploitation (BFRE) :** ils sont issus du cycle d'exploitation et proviennent de la différence entre les besoins de financement d'exploitation (actif circulants d'exploitation) et les ressources d'exploitation (passif circulants d'exploitation).

$$\text{BFRE} = \text{Besoin d'exploitation} - \text{ressources d'exploitation}$$

- **Le besoin de fonds de roulement hors exploitation (BFRHE) :** ce sont les autres composantes des créances et des dettes non financières. En distinguant les besoins (actifs circulant hors exploitation) des ressources (passifs circulant hors exploitation).

$$\text{BFRHE} = \text{Besoins hors exploitation} - \text{ressources hors exploitation}$$

⁵ HONORE L., ROYER Y., (2003), Dictionnaire de la finance d'entreprise, Belin, Paris, p36.

⁶ HONOR L., ROYER Y., op.cit, p10.

Donc le BFRE est la partie du BFR liée à l'activité normale de l'entreprise et le BFRHE est la partie non liée à cette activité.

✓ **Interprétation de besoin en fonds de roulement :**

On peut ressortir 3 cas différents⁷ :

- **Un BFR positif :** cette situation indique que l'entreprise est en déséquilibre financier, il montre un besoin de financement à court terme. Cela signifie que les créances client et les stocks sont plus importants que les dettes fournisseurs, c'est-à-dire que vous payez vos fournisseurs avant d'être vous-même payé par vos clients.

Un BFR positif n'est pas forcément grave, mais il vous alerte sur le fonctionnement de votre activité. Il vous faut alors revoir votre modèle pour diminuer au maximum votre BFR. :

- ✓ Augmenter les délais de paiement fournisseurs / raccourcir les délais de règlement client ;
 - ✓ Ou exiger un acompte à la conclusion de la vente ;
 - ✓ Revoir les dépenses courantes pour baisser certaine charge d'exploitation superflue ;
 - ✓ Augmenter le découvert autorisé auprès de votre banque ;
 - ✓ Disposer de suffisamment de fond de roulement, c'est-à-dire des ressources autres que le chiffre d'affaires pour assurer votre cycle d'exploitation.
- **Un BFR négatif :** Dans ce cas l'entreprise est en équilibre financier, il montre une ressource de financement. Le cycle d'exploitation fonctionne bien. En bref, vous réglez vos fournisseurs après avoir été payé par vos clients.

⁷ ETIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid, MURAT Philippe, Finance, édition DUNOD, 2014, p69.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

- **Un BFR nul = 0** : Dans ce cas l'entreprise a réalisé un équilibre financier minimum à court terme. Les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois en intégralité. L'entreprise n'a aucun besoin à financer mais elle ne dispose d'aucun excédent financier

En bref :

- ✓ Un BFR positif : alerte
- ✓ Un BFR négatif : bonne santé financière.

I.1.1.5. La trésorerie nette (TN) :

En termes d'analyse financière, la trésorerie d'une entreprise apparait comme étant le solde de sa situation financière global. Elle peut être calculé soit à partir du bilan, ou bien à partir du fond de roulement.

On peut calculer la TN selon deux formules⁸

D'une part la trésorerie nette constitue la différence entre la trésorerie de l'actif et celle du passif :

$$\text{TN} = \text{TA} - \text{TP}$$

Et de l'autre, il s'agit de l'excédent du FRN sur le BFR où la trésorerie joue un rôle fondamental, car elle réalise l'équilibre financier à court terme (l'ajustement entre le FRN et le BFR se réalise par la trésorerie).

$$\text{TN} = \text{FRN} - \text{BFR}$$

⁸ COHEN Elie, gestion financière de l'entreprise et développement financier, Edition EDIICEF, Paris, 1991, p134

Remarque :

- ✓ Lorsqu'on constate un excédent de trésorerie active ($TN > 0$) cela implique que le FRN couvre les besoins de financement à court terme ($FRN > BFR$), et que l'entreprise est en situation d'équilibre financier à court terme ;
- ✓ Lorsque on constate un excédent de la trésorerie passive ($TN < 0$) et donc insuffisance, le FRN ne peut couvrir les besoins de financement à court terme ($BFR > FRN$), l'entreprise est en situation de déséquilibre financier à court terme.
- ✓ Lorsque on constate que la trésorerie nette est nulle ($TN = 0$) dans ce cas, l'entreprise réalise un équilibre financier idéal, c'est le cas le plus favorable dont l'entreprise doit s'assurer que le fond de roulement couvre complètement le besoin en fond de roulement.⁹

I.2. L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'autofinancement (CAF)

Les soldes intermédiaires de gestion, ou SIG, constituent la succession articulée des flux issus du compte de résultat. Cet ensemble complet de variables se justifie car le diagnostic financier ne peut se satisfaire du simple solde global du compte de résultat. Le bénéfice net, ou la perte nette, sont le fruit de toutes les charges et de tous les produits de l'exercice. Ce solde net est la somme d'éléments hétérogènes qui révèlent de types d'opérations différents. Il serait délicat de s'y arrêter car rien a priori ne permet de justifier une comparaison dans le temps dont les éléments sont hétérogènes. Le PCG, dans son système développé, met en évidence sept soldes intermédiaires dont l'objectif est de

Monter la genèse du résultat de l'entreprise et d'analyser sa composition en procédant à un calcul en cascade.

⁹ LASARY. Op.cit., p 90

I.2.1. Les soldes intermédiaires de gestion (les SIG)

Le solde intermédiaire de gestion est une transcription directe du compte de résultat. Ce sont des indicateurs synthétiques de l'activité de l'entreprise, qui servent généralement de base à l'analyse financière.¹⁰

Pour fournir certaines informations financières plus précises et détaillées, et pour un souci de normalisation, l'entreprise doit présenter le compte de résultat par nature. Ce dernier décrit l'activité de l'entreprise sur un exercice comptable et par analyse des charges par nature, il fait ressortir les agrégats suivants :

I.2.1.1. Chiffre d'affaire :

Le chiffre d'affaire constitue un élément essentiel d'appréciation de performance à moyen terme de l'entreprise.

Il se compose des ventes de marchandise de la production vendue :

$$\text{C.H (hors taxes)} = \text{vente de marchandise} + \text{production vendue} + \text{prestations fournies}$$

I.2.1.2. La marge commerciale

La marge commerciale est un indicateur fondamental pour les entreprises commerciales. Les ressources d'exploitation de l'entreprise de distribution proviennent principalement de l'excédent des ventes de marchandises sur le coût d'achat des marchandises vendues.

$$\text{Marge commerciale} = \text{Ventes de marchandises} - \text{coût d'achat des marchandises vendus}$$

¹⁰ GEORGE Legros, « gestion, finance » l'évaluation de l'entreprise, 2eme édition, Dunod , p15.

I.2.1.3. La production de l'exercice :

Le concept de production de l'exercice permet de comparer les consommations de l'exercice à la base d'activité.¹¹

Production de l'exercice = production vendue + production stockée + production de l'entreprise pour elle-même

Ce concept représente à la fois :

- ✓ La production vendue ou le chiffre d'affaire évalué aux prix de vente.
- ✓ La production stockée soit positive ou négative selon la variation des stocks en cours, évaluée aux prix de revient.
- ✓ La production immobilisée représentée par les travaux faits par l'entreprise pour elle-même, évaluée aux prix de revient.

I.2.1.4. La valeur ajoutée d'exploitation (VA)

La valeur ajoutée est un indicateur économique qui mesure la richesse créée par l'entité après déduction des consommations intermédiaires sur une période donnée. Ces consommations sont des destructions de richesses qu'il faut imputer, dans le cadre d'un processus de transformation, sur la production de l'exercice et sur la marge commerciale.

Valeur ajoutée = Production de l'exercice – Consommation de l'exercice

¹¹ MANCHON, E, « Analyse bancaire de l'entreprise » 5eme Edition, ECONOMICA, 2001, p88.

I.2.1.5. L'excédent brut d'exploitation (L'EBE)

C'est la ressource d'exploitation dégagée au cours d'une période par l'activité principale de l'entreprise après paiement des impôts et charges de personnel mais avant amortissements. Il mesure les performances commerciales et industrielles de l'entreprise.

$$\text{EBE} = \text{Valeurs ajoutée d'exploitation} - (\text{charges du personnel} + \text{impôts et taxes})$$

I.2.1.6 Résultat opérationnel (RO) ou résultat d'exploitation

Le résultat opérationnel ou résultat d'exploitation exprime le résultat réalisé par une entreprise à travers l'exploitation habituelle de ses seuls facteurs de production. Il ne prend pas en compte ni les produits et charges financières, ni les produits et charges extraordinaires.

$$\text{R.O} = \text{Produits opérationnels} - \text{Charges opérationnelles}$$

$$\text{R.O} = \text{EBE} + \text{Autres produits opérationnels} - \text{Autres charges opérationnelles}$$

I.2.1.7. Résultat courant :

Le résultat courant prend en compte l'aspect financier, et tout particulièrement la structure de financement de l'entreprise. Les charges et les produits financiers sont intégrés dans leur globalité. Il mesure le poids de l'endettement de l'entreprise en le comportant avec le résultat d'exploitation.¹²

¹² Hubert de la Bruslerie, Op.cit., p147, 148.

$$\text{RC} = \text{Résultat d'exploitation} + \text{Produits financier} - \text{Charges financières}$$

I.2.1.8. Résultat ordinaire avant impôt (ROAI)

Le résultat ordinaire avant impôt est la somme de résultat opérationnel et du résultat financier.

$$\text{ROAI} = \text{Résultat opérationnel} + \text{Résultat financier}$$

I.2.1.9. Résultat net des activités ordinaires (RNAO)

Le résultat net des activités ordinaires est le résultat ordinaire avant impôt déduction faite de l'impôt sur les résultats (sur les bénéfices).

$$\text{RNAO} = \text{Résultat ordinaire avant impôt} - \text{Impôt sur les bénéfices}$$

I.2.1.10. Résultat extraordinaire (RE) ¹³

Il exprime le résultat exceptionnel réalisé par une entreprise en raison des événements non récurrents (répétitifs) et ne prend en charge que les produits et les charges extraordinaires.

$$\text{RE} = \text{Produits extraordinaires} - \text{Charges extraordinaires}$$

I.2.1.11. Résultat net de l'exercice (RNE)

Il s'agit de la différence entre tous les produits et les charges de l'entreprise en d'autres termes il s'agit de la somme du résultat ordinaire et du résultat extraordinaire.

¹³ Béatrice et Francis Grandguillot, op.cit., p 65.

$$\text{RNE} = \sum \text{Produits} - \sum \text{Charges}$$

$$\text{RNE} = \text{Résultat ordinaire} + \text{Résultat extraordinaire}$$

I 2.2. Les défauts du compte de résultat pour le banquier ¹⁴

Pour le banquier, le compte de résultat présente quelques insuffisances car il ne fait pas ressortir certains éléments de références qui lui sont indispensables pour apprécier la performance de l'entreprise :

- ✓ La décomposition du chiffre d'affaires ;
- ✓ La marge commerciale ;
- ✓ La capacité d'autofinancement.

Ces insuffisances, et la nécessaire adéquation à la clientèle de professionnels, nous conduit à adopté le tableau qui suit.

Grace à une organisation différente du compte de résultat dont il reprend les éléments, ce tableau fait apparaitre huit (08) soldes qui constituent autant de résultats intermédiaires.

La banque mène une analyse successive de ses soldes afin de connaître l'origine des résultats.

C'est un tableau à lire :

¹⁴ Etude critique des états financiers et analyse financière de l'entreprise, Alger 2011/2012.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

✓ Verticalement : Comment se forme le résultat ? D'où vient le bénéfice ? D'où vient la perte ?

✓ Horizontalement : il s'agit ici de savoir élaborer un tableau des soldes intermédiaires de gestion et d'être capable de les interpréter. Bien entendu l'analyse de la banque est une analyse dynamique qui passe par l'étude de l'évolution dans le temps des différents soldes.

Cette analyse est aussi prévisionnelle.

L'étude d'un tableau des soldes intermédiaires de gestion permet de répondre à ces questions :

- ✓ La rentabilité opérationnelle est-elle suffisante ?
- ✓ D'où vient le bénéfice ?
- ✓ D'où vient la perte ?

I.2.3. La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement représente l'aptitude de l'entreprise à générer, par son activité, des ressources, pendant une période.

Elle représente le flux potentiel de trésorerie dégagé par son activité, au cours d'un exercice et destiné à son financement propre et à la rémunération de ses associés et actionnaires. (Expressions voisines : « cash flow » (flux de trésorerie) et « M B A » (Marge Brute d'Autofinancement)).

C'est une ressource interne obtenue à l'issue des opérations de gestion de l'entreprise, hors opérations de cession, par différence entre :

- Encaissements de produits et décaissements de charges,
- Ou produits encaissables et charges décaissables.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

La capacité d'autofinancement (CAF) représente la totalité des ressources internes que l'entreprise pourrait consacrer à l'autofinancement. Ces ressources sont constituées par l'encaissement des produits diminués du paiement des charges.

I.2.3.1. L'autofinancement¹⁵

Il s'agit des ressources internes de l'entreprise destinées à son financement après distribution des bénéfices sur les associés (dividendes).

Pour Pierre VERNIMMEN, l'autofinancement représente le potentiel de capitaux que l'entreprise peut réinvestir dans son activité, à partir des excédents dégagés par son exploitation et ses calculs. Donc, en déduisant de la marge brute d'autofinancement les bénéficiaires mis en distribution. Dans ses idées, P. VERNIMMEN montre ou présente l'intérêt de cette capacité d'autofinancement qui prend tout son sens pour les investissements qui ne doivent pas être renouvelés immédiatement. Elle constitue alors pour l'entreprise, un véritable volant des ressources qu'elle peut librement utiliser. Le résultat des investissements passés (capacité d'autofinancement) est ainsi une ressource qui permet par ailleurs de financer les investissements actuels, ou tout autre emploi des fonds.

L'autofinancement = la capacité d'autofinancement – dividendes distribués
--

✓ Les besoins de financement de l'entreprise

Au cours de son existence une entreprise doit :

- Acquérir des immobilisations afin de développer sa capacité de production ou simplement pour renouveler les équipements obsolètes ou hors d'usage ;

¹⁵Pierre VERNIMMEN, *Finance d'entreprise : Analyse et gestion*, ED. Dalloz, Paris, 1988, P672.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

- Couvrir les dépréciations probables des stocks, des créances, des risques et charges encourus ;
- Couvrir ses besoins d'exploitation en augmentant son fonds de roulement dans la mesure où la croissance du chiffre d'affaires induit une augmentation du besoin en fonds de roulement.

✓ L'origine du financement

Les ressources de l'entreprise peuvent avoir une origine interne et externe :

- **Les ressources externes** : elles peuvent provenir notamment :
 - Des augmentations de capital par voie d'apport ;
 - Des subventions d'investissement ;
 - Des emprunts.
- **Les ressources internes** : elles sont dues à l'activité de l'entreprise et sont constituées par les recettes provenant essentiellement des ventes et accessoirement des produits diminuées des dépenses entraînées par les charges.

I.2.3.2. Calcul de la CAF

$$\text{CAF} = \text{Produits encaissables} - \text{Charges décaissables}$$

✓ Détermination de la CAF

Afin de calculer la CAF, on doit distinguer entre deux types de charges et de produits :

- Les charges et les produits encaissables ;
- Les charges et les produits non décaissables qualifiés de calculés.

<p><u>Charges décaissables :</u></p> <p><u>Exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Charges de personnel ; • Services extérieurs ; • Impôts et taxes... 	<p><u>Produits encaissables :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ventes de marchandises ; • Ventes de travaux ...
<p><u>Produits calculs :</u></p> <p>Amortissements et provisions...</p>	<p><u>Charges calculées :</u></p> <p>Reprises sur pertes de valeur...</p>

- **Méthode de calcul descendante ou soustractive (à partir de l'EBE)¹⁶**

L'EBE contribue à la CAF car il est entièrement constitué de produits encaissables et de charges décaissables, on peut donc prendre l'EBE comme point de départ du calcul :

Excédent brut d'exploitation :

Éléments	Montant
EBE	
+ transfert de charges (d'exploitation)	
- autres produits (d'exploitation)	
- autre charges (d'exploitation)	
+/- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	
+ Produits financiers (sauf reprise de provision)	

¹⁶ Béatrice et Francis Granguillot, op.cit., p65.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

<p>– Charge financière (sauf dotation aux amortissements et aux provisions)</p> <p>+ Produit exceptionnels (sauf produits de cession d'immobilisations, subventions d'investissement virée au compte de résultat et reprises sur provisions)</p> <p>–Charges exceptionnelles (sauf valeur nette comptable des immobilisations cédées et dotations exceptionnelles)</p> <p>–Participation des salariés aux fruits de l'exercice</p> <p>–Impôt sur les bénéfices</p> <p>= Capacité d'autofinancement (CAF)</p>	
--	--

- Méthode de calcul ascendante ou additive (à partir du RNE) ¹⁷

La CAF peut être également calculé à partir du résultat net de l'exercice :

Eléments	Montant
Résultat net de l'exercice	
+ Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	
– Reprise sur amortissements dépréciation et provisions	
+ Valeur comptables des éléments d'actif cédés	
– Produits des cessions d'éléments d'actifs immobilisés	
– Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	

¹⁷Hubert de la Bruslerie, op.cit., p155.

= Capacité d'autofinancement (CAF)	
------------------------------------	--

Le but principal de l'analyse financière statique est d'étudier le bilan à la fin de chaque exercice, ainsi on peut voir que l'analyse de l'entreprise passe par l'étude des principaux éléments clés du bilan, dont trois soldes importants. FR, BFR, et TN. En effet, le fond de roulement net peut combler tout écart entre ces deux montants de besoin en fond de roulement, ce qui conduira à un déséquilibre entre le bilan et la trésorerie de l'entreprise (positif ou négatif), ce qui rend le rétablissement de l'équilibre du bilan devenu peut-être. D'autre part, l'analyse dynamique est un complément important à l'analyse statique.

SECTION II : L'analyse par la méthode des ratios ¹⁸

A l'aide des grandes masses du bilan et de ses composantes, il est possible de calculer des ratios afin de les analyser et affiner le diagnostic de la situation financier de l'entreprise.

II.1. Définition d'un ratio :

Un ratio est une comparaison entre deux grandes grandeurs caractéristiques de l'activité, de la situation économique ou des performances d'une entreprise, il est généralement exprimé en pourcentage

Un ratio isolé n'est pas significatif, les ratios doivent être utilisé pour des comparaisons entre situation actuelle de l'entreprise étudiée, soit avec les situations passées de la même entreprise, soit avec la situation actuelle d'autres entreprise.

Il existe plusieurs ratios et peuvent varier d'une banque a une autre, les plus utilisés sont :

- Les ratios de structure financière.
- Les ratios de gestion.

¹⁸ Patrice VIZZANOVA, « Gestion financière », 9ème édition, BERTI édition, Alger, 2004, p83.

- Les ratios de rentabilité.

II.2. L'intérêt de l'analyse par ratios :

- ✓ Permettre aux responsables financiers de suivre les progrès de leur entreprise et de es fournir aux tiers intéressés (tels que les actionnaires, les banquiers les clients, les fournisseurs et les employés) pour le positionnement de l'image.
- ✓ L'objectif fondamental de la méthode des ratios consiste à mieux connaître l'entreprise et à évaluer précisément l'importance de ses qualités et ses défauts.

II.2.1. Ratio de structure financière :

La centrale des bilans définit trois ratios de structure financière :

II.2.1.1. Ratio de financement permanent :

Ce ratio compare la valeur du capital économique au capital financier. Ce ratio doit dans la majorité des cas être supérieur à 1. Dans le cas contraire, le fonds de roulement ne pourrait être financé convenablement. Il convient de méfier de ce ratio car l'homogénéité numérateur et le dénominateur est faussée pas l'érosion monétaire.

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{capitaux permanents}}{\text{valeurs immobilisées}}$$

II.2.1.2. Ratio des fonds de roulement :

Ce ratio met en valeur la part du besoin de fond de roulement total brut rapporté au fond de roulement existe. Ce ratio présente toutefois le grand inconvénient de comparer un élément statique (fond de roulement net) à un élément fluctuant (actif circulant).

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{fond de roulement net}}{\text{actif circulant (hors trésorerie)}}$$

II.2.2. Ratio de solvabilité générale :

La solvabilité s'apprécie dans l'optique d'une liquidation de l'entreprise. L'entreprise solvable lorsque le total de l'actif permet de couvrir l'ensemble des dettes.¹⁹

Il se calcule comme suit :

Ce ratio doit être supérieur à 1 pour que l'entreprise soit jugée capable d'honorer ses engagements.

II.2.2.1. Ratio d'autonomie financière :

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{capitaux propre}}{\text{total des dettes}}$$

Ce ratio exprime le degré d'indépendance financière de l'entreprise.

En raison mode de calcul, il doit être supérieur 1.²⁰

II.2.2.2. Ratio de la capacité d'endettement :

Il se calcule comme suit

$$\frac{\text{ressources propres}}{DLMT}$$

Ce ratio mesure le poids du financement assuré par les associés par rapport aux DLMT.

Autrement dit, la part des ressources stables assurée par les associés.

II.2.3. Les ratios de liquidité :

Ce ratio est exprimé en pourcentage, qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses engagements à court terme (avances et acomptes reçus, fournisseurs, dettes fiscales et

¹⁹ GRANDGUILLLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 13ème édition GUALINO, Paris, 2006, p146

²⁰ GRANDGUILLLOT Béatrice et Francis, 13ème éd, op.cit., p129

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

sociales, autres dettes et concours bancaires de trésorerie) avec les créances à court terme dont elle est détentrice et ses disponibilités.

On distingue trois ratios²¹ qui permettent d'apprécier la liquidité de l'entreprise : le ratio de liquidité générale, le ratio de liquidité restreinte, et le ratio de liquidité réduite.

II.2.3.1. Ratio de liquidité générale :

Mesure la capacité d'une entreprise à régler ses dettes à court terme (ses dettes fournisseurs, dettes fiscale et dettes sociale....) par l'ensemble de ses liquidités à court terme (créances, stocks, VMP et disponibilité).

$$\frac{\text{actif circulant}}{\text{dettes à court terme}}$$

Plus le ratio est supérieur à 1, plus le besoin en fonds de roulement est élevé et plus les actifs circulant sont susceptibles de couvrir les dettes d'exploitation.

II.2.3.2. Ratio de liquidité restreinte (relative) :

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{creances à moins d'un an} + \text{disponibilités}}{\text{dettes à court terme}}$$

Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les créances et les disponibilités.

II.2.3.3. Ratio de liquidité immédiate :

$$\frac{\text{Disponibilités} + \text{Valeurs mobilière de placement}}{\text{à court terme}}$$

²¹ CABANE Pierre, L'essentiel de la finance à l'usage des managers, édition EYROLLES, Paris, 2008, p335.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

Il mesure la capacité de l'entreprise à payer ses dettes à court terme en utilisant les disponibilités.

II.2.4. Les ratios de gestion :²²

Les ratios de gestion sont indifféremment appelés ratios de rotation ou ratios de délai d'écoulement. Un ratio de rotation mesure le nombre de fois qu'un élément de stock d'actif ou de passif est renouvelé au cours d'un exercice.

II.2.4.1. Le ratio de stocks :

Les stocks constituent un encours dont le renouvellement est assuré grâce :

- ✓ À des « entrée » correspondant aux approvisionnements (matières premières, en-cours, marchandises...).
- ✓ À des « sortie » correspondant soit à l'absorption des consommations intermédiaires dans la production (matières première, en-cours, produits semi-finis), soit à des ventes (produit finis, marchandises).

Le ratio de rotation des stocks se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Achat hors taxes}}{\text{stock moyen}}$$

II.2.4.2. le ratio de rotation des créances commerciales :²³

Il mesure la durée moyenne de crédit accordé par l'entreprise à ses clients.

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Chiffre d'affaires}}{\text{clients} + \text{Effet à recouvrir}}$$

²² Elie COHEN, « Analyse financière » 5eme édition, ECONOMA, paris, 2004, p308.

²³ Elie COHEN « Analyse financière », 5eme, éd, op.cit., p310.

II.2.4.3. ratio de rotation du crédit fournisseurs :

Il représente la durée moyenne de remboursement de ses dettes fournisseurs.

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\text{Achat ttc}}{\text{Effet à payer aux fournisseurs} * 360}$$

$$\frac{\text{fournisseur d'exploitation et compte rattachés}}{\text{Achats consommé TTC}} * 360$$

II.2.5. Ratios de rentabilité ²⁴

Un ratio de rentabilité établit une relation entre le résultat d'une action ou d'une activité et les moyens mis en œuvre.

Généralement la rentabilité exprime la capacité d'un capital à produire un revenu.

La rentabilité peut s'appréhender de trois manières : rentabilité économique, rentabilité financière, rentabilité d'exploitation.

Les ratios de rentabilité mesurent les résultats par rapport à l'activité (rentabilité d'exploitation) par rapport aux moyen économique (rentabilité économique), ou aux moyens financiers (rentabilité financière).

II.2.5.1. Rentabilité d'exploitation

Elle dépend de la structure d'exploitation de l'entreprise et de son secteur d'activité.

²⁴ J-Y. EGLÉM – A. PHILIPPS-C. et C. RAULET, « Analyse comptable et financière », 8eme édition, paris, 2000, p310.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

Il existe plusieurs ratios de mesure de la rentabilité d'exploitation parmi lesquels on a pris le ratio de rentabilité globale d'exploitation.

✓ Rentabilité globale d'exploitation

$$\frac{\textit{capacité d'autofinancement}}{\textit{production}}$$

Ce ratio mesure la rentabilité totale de l'entreprise par rapport à son activité.

II.2.5. Rentabilité  conomique

La rentabilité économique rapproche le résultat des ressources stables, elles comprennent les capitaux propres à long à moyen terme mises à la disposition de l'entreprise.

Deux mesures de soldes sont concevables : l'exc dent brut d'exploitation ou le résultat d'exploitation.

Il se calcule comme suit :

$$\frac{\textit{Excédent brut d'exploitation}}{\textit{Ressource stable}}$$

$$\frac{\textit{Résultat d'exploitation}}{\textit{Ressource stable}}$$

Ce ratio mesure l'aptitude de l'entreprise à rentabiliser ses ressources stables.

II.2.5.3. Rentabilité financière :

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

« La rentabilité financière est un indicateur de mesure et de création de valeur pour l'actionnaire »²⁵

Elle Rapproche le résultat des capitaux propre qui ont été apportés soit directement par les associés (participation au capital social, prime d'émission), soit indirectement (lorsqu'ils ont renoncé à se distribuer des dividendes).

$$\frac{\textit{resultat net}}{\textit{capitaux propre}}$$

$$\frac{\textit{resultat courant avant impot}}{\textit{capitaux propre}}$$

Ce ratio mesure la rentabilité nette des moyens mis à la disposition de l'entreprise par les actionnaires.

Pour conclure la méthode des ratios est un outil de diagnostic qui se révèle parfaitement adapté. On analysera leur évolution dans le temps, en tendance, ou dans l'espace, par rapport à d'autre entreprise.

Les ratios de rentabilité économique et financière se situent à différent niveaux du compte de résultat, selon que l'objectif est d'obtenir la rentabilité générée par le développement des actifs économiques ou de mesurer le rendement sur fonds propres comptables de l'investissement de l'actionnaire.

²⁵ RIVET, Alain. Gestion financière. Paris : Ellipses.2003. p.100.

Section III : l'octroi du crédit

III.1. Définition du crédit

Selon l'article 68 de l'ordonnance 03-11 du 26/08/2003 relative à la monnaie et au crédit, le crédit se définit comme :²⁶

« Tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature et qu'un aval, cautionnement ou garantie ».

« Sont assimilées à des opérations de crédit, les opérations de location assorties d'options d'achat, notamment le crédit-bail ».

III. 2. Présentation du service crédit

Le service crédit est le compartiment le plus important dans l'organisation d'une agence, il entretient des relations étroites avec les autres services de l'agence, les structures de la banque et les confrères, ces relations sont soit fonctionnelles soit hiérarchiques.

III.2.1. Relations fonctionnelles

Le service crédit entretient des relations fonctionnelles avec l'ensemble des services de l'agence à savoir :

- ✓ Le service « caisse et portefeuille » pour ce qui est retrait, virement, versement, encaissement et escompte de chèque et effets. La mobilisation des crédits par caisse et leur remboursement ;
- ✓ Le service « étranger » pour ce qui est des transactions en devise, des crédits externes et des opérations du commerce extérieur.

²⁶ Mehdi Berbagui, « Monopole bancaire sur les opérations de crédit », Article 68.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

Ce service entretient aussi des relations avec les structures de la banque qui sont les suivantes :

- ✓ Le groupe régional d'exploitation du rattachement auxquels sont transmis les dossiers de crédit pour prise de décision dans la limite de ses prorogatives ;
- ✓ La direction des crédits pour assistances, évaluations et mise en place des crédits ;
- ✓ La direction financière en matière de mobilisation des crédits et de besoins financiers ;
- ✓ La direction des affaires juridiques et contentieuses pour orientation juridique et gestion des affaires précontentieuses et contentieuses ;
- ✓ La direction de la comptabilité.

De plus ce service consulte d'autres organismes tel que ; les centrales de la banque d'Algérie et les administrations fiscales, douanière et conservation foncière.

III.2.2. Relations hiérarchiques ²⁷

Le comité de crédit est composé des chargés d'étude, du chef de service engagement (superviseur back office) et du directeur d'agence qui en assure la présidence et la médiation entre le service et les structures hiérarchiques placé sous l'autorité de la direction du groupe régional d'exploitation, le service crédit ne dispose pas d'une entière autonomie en matière de décision quant à l'octroi du crédit que dans la limite de la cote de délégation qui lui est attribuée.

- ✓ Pour ce qui est de moins de 5 000 000 ,00 DA, pouvoir agence.
- ✓ Pour moins ou égal à 20 000 000,00 DA, pouvoir groupe régional d'exploitation (GRE).
- ✓ Pour plus de 20 000 000,00 DA, la banque centrale.

²⁷Manuel Général des Procédure de Crédit « Document de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) »

III.3. Typologies de crédits

On distingue deux types de crédits :

- ✓ Crédit à moyen et à long terme ;
- ✓ Crédit à court terme.

III .3.1. Le crédit à moyen et à long terme : est un crédit accordé pour une durée de deux(02) ans au plus, on distingue :

III.3.1.1. Le crédit d'investissement : c'est un crédit destiné à financer les entreprises pour leurs projets de création, d'extension et d'acquisition ou de renouvellement des moyens de production. Il peut être à moyen terme de deux (02) à sept (07) ans ou à long terme au-delà de sept (07) ans. On citera à titre d'exemple :

- ✓ **Un crédit INVEST-VAN :** qui est un crédit d'investissement à moyen terme destiné pour l'acquisition des véhicules utilitaires de catégorie B et ne dépassant pas le poids total en charge de 3500 Kg.
- ✓ **Un crédit INVEST-SANTE :** est un crédit d'investissement à moyen terme destiné à l'achèvement d'infrastructure sanitaire et/ou à l'acquisition d'équipement spécialisé, importés ou produits localement.
- ✓ **Un crédit ETTAHADI :** est un crédit d'investissement bonifié selon les modalités reprises ci-dessous pas le ministre de l'agriculture et du développement rural, il est octroyé dans le cadre de la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevages ou d'exploitations existantes sur les terres agricoles non exploitées relevant de la propriété privée et du domaine privé de l'Etat.
- ✓ **Un crédit LEASING (crédit-bail) :** est une opération financière et commerciale mettant en relation la banque avec des opérateurs économiques dans le cadre d'un contrat de location des biens rentrant directement dans la réalisation de projets d'investissement.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

La banque est le crédit bailleur et le client est le crédit-preneur. Le contrat de crédit prévoit le transfert au locataire de tous les droits, obligations, avantages, inconvénients et risques liés à la propriété du bien financé.

✓ **(FNDIA) :** est un crédit à moyen terme destiné à l'acquisition du matériel et équipement agricole et dont la réalisation est soutenue par un financement partiel par le fonds national et de développement de l'investissement agricole.

✓ **Un crédit dans le cadre dispositif :** l'agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM), agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), caisse nationale d'assurance chômage (CNAC).

✓ **Le crédit immobilier :** c'est un crédit à long terme d'une durée de quinze (15) ans qui est destiné à l'auto-construction d'une habitation, extension d'une habitation existante, aménagement d'une habitation, rénovation d'une habitation. L'objet du crédit doit être situé en zone rural.

III.3.1.2. Le crédit d'exploitation : est un crédit à court terme allant de trois (03) à vingt-quatre (24) mois maximum, accordé habituellement aux entreprises permettant de financer leurs besoins d'exploitation (stocks, travaux en cours, créances sur clients...), on trouve :

✓ **Crédit RFIG** est un crédit à court terme bénéficiant de la bonification totale du taux d'intérêt pris en charge par le (MADR) ministère de l'agriculture et du développement rural (référence : convention du 05/08/2008), octroyé aux agriculteurs, éleveurs à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements, associations ou fédérations, unités de services agricoles, entreposeurs de produits agricoles de large consommation.

✓ **Avance sur marchandises :** avance consentie aux entreprises publiques et privés, destinées aux financements d'un stock de matière première ou de produits finis commerciales dont le produit doit être dessaisi conformément à la procédure en la matière, le montant de l'avance ne doit pas être supérieur à 70% de la valeur des stockages.

✓ **Avance sur facture** : avance consentie aux entreprises privées contre remises de factures visées par les administrations et les entreprises publique et domicilier à nos caisses, il demeure entendu que celle-ci doit être d'une solvabilité incontestée.

Le montant de l'avance ne doit en aucun cas dépasser 70% du montant de la facture.

Découvert : est un crédit à court terme octroyé aux entreprises privées et destiné à faire face à des décaissements qui dépassent leur possibilité de trésorerie ou exceptionnellement à compléter temporairement un fonds de roulement insuffisant.

✓ **Avance sur créance** : consentie aux exportateurs privés contre présentation des documents d'expédition. Le montant de l'avance ne doit en aucun cas dépassé 80% du montant de la facture.

III.3.1.3. Le crédit par signature : ²⁸

Est un engagement donné par une banque pour le compte de son client auprès d'un ou de plusieurs tiers. La banque s'engage à satisfaire, moyennant commissions, aux obligations contractées par son client si celui-ci ne satisfait pas. Le crédit par signature est sans décaissement immédiat pour la banque qui prend néanmoins le risque de se faire actionner par un tiers en cas de défaillance de son client.

III.3.1.4. Le crédit à la consommation : le crédit à la consommation est la catégorie de crédit accordée à des particuliers par des banques pour financer les achats de biens et services, comme les grosses dépenses en biens d'équipement (automobile, équipement de la maison) produit localement.

²⁸ Manuel Général des Procédure de Crédit « Document de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) »

III.4. Les garanties ²⁹

Sont des suretés exigées par la banque en contre partie des crédits accordés aux demandeurs, les différentes garanties que peut recueillir le banquier peuvent être réelles ou personnelles :

III.4.1. Les garanties réelles : sont constituées par l'affectation d'un bien meubles ou immeubles jusqu'au paiement de la créance. Les suretés réelles se subdivisent en deux (02) formes :

✓ L'hypothèque : c'est la sureté réelle immobilière par excellence, elle s'applique sur les biens immobiliers. C'est un contrat par lequel le créancier acquière sur l'immeuble affecté en paiement de sa créance au droit réel qui lui permet de se faire rembourser en priorité le montant de sa créance, quel que soit le détenteur de l'immeuble hypothéqué, au moment de la réalisation de l'hypothèque ;

✓ Le nantissement : c'est un contrat par lequel une personne s'oblige pour la garantie de sa dette ou celle d'une tierce personne choisit par les parties, un objet sur lequel elle constitue au profit du créancier un droit réel en vertu duquel celui-ci peut retenir l'objet jusqu'au paiement de sa créance. C'est un acte par lequel le débiteur remet au créancier un bien en garantie de sa dette.

III.4.2. Les garanties personnelles : elles concernent tous les engagements pris par une tierce personne, autre que le débiteur principal, d'honorer les engagements de celui-ci, s'il ne satisfait pas à ses obligations. Les créanciers disposent ainsi d'un droit de poursuite contre cette personne autre que le principal obligé. On distingue dans les garanties personnelles :

²⁹ Manuel Général des Procédure de Crédit « Document de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) »

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

✓ Le cautionnement : c'est l'acte par lequel une tierce personne appelée caution s'engage envers la banque à rembourser le montant de crédit si à l'échéance l'emprunteur ne peut ou ne veut pas le faire lui-même ;

✓ L'aval : est une sureté personnelle propre aux effets de commerce. il se définit comme étant un engagement par une tierce personne appelée (donneur d'aval ou avaliste) en faveur d'un signataire cautionné. Le donneur d'ordre s'engage par signature, à poser sur l'effet de commerce à payer cette effet à l'échéance si le débiteur principal qui a précédemment apposé sur sa signature sur le titre se trouvant défaillant.

III.5 Les démarches à suivre pour solliciter un crédit ³⁰

Pour solliciter un crédit au près d'une banque, le banquier demande au client (demandeur) de lui fournir les documents suivants :

✓ La demande : comporte l'objet du crédit, le montant demandé et la durée du crédit ;

✓ Le registre de commerce pour les commerçants morales et physiques :

Carte d'artisan ;

Carte fellah ;

Agrément.

✓ Les documents fiscaux et parafiscaux :

CNAS ;

CASNOS ;

Extrait de rôle.

✓ Le statut (personne morale) ;

✓ La carte fiscale ;

✓ Le PV de délibération autorisant la société à contracté des crédits ;

³⁰ Manuel Général des Procédure de Crédit « Document de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) »

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

- ✓ Le bilan et Le TCR des trois derniers exercices ;
- ✓ Le plan de financement ;
- ✓ Le plan de trésorerie ;
- ✓ Le plan de production ;
- ✓ L'étude technico-économique ;
- ✓ L'acte de propriété ou le bail de location ;
- ✓ Le rapport du commissaire aux comptes du dernier exercice (N-1).

Tout client sollicitant un crédit bancaire doit au préalable constituer auprès de sa banque un dossier de crédit.

Sur la base de ce dossier, le banquier procédera une analyse critique de l'entreprise pour apprécier les risques encourus et décider s'il répond favorablement à la demande de son client.

Conclusion au chapitre II

Le financier vise à formuler un diagnostic sur l'entreprise, mesurer sa rentabilité, son niveau d'endettement, sa solvabilité, et apprécier l'équilibre des masses présentes dans le bilan.

L'analyse financière apparaît ainsi comme un ensemble de démarches et d'outils spécialisée qui apportent une contribution décisive au diagnostic d'entreprise. Ces démarches et ces outils s'appliquent à des sources d'information interne ou externe, fournies par la comptabilité ou par d'autres sources. Ils permettent l'appréciation de la situation financière de l'entreprise à une date donnée ou à des dates successives, grâce à l'étude du bilan dans une perspective d'analyse.

Chapitre II analyse des indicateurs de l'équilibre financier

L'analyse doit utiliser toutes les sources d'information susceptible d'éclairer les caractéristiques générales, demeurent la matière essentielle utilisée dans des démarches financière.



Chapitre III

**Cas pratique « étude du diagnostic
financier d'une entreprise établie
par le banquier »**



Introduction au chapitre III

La banque est un intermédiaire financier agréé. Elle distribue des crédits sur la base des fonds collectés. Sa vocation essentielle, prise dans sa globalité est sa fonction de pourvoyeur de fonds. D'où l'intérêt que revêt la fonction crédit et l'importance du rôle que joue le compartiment chargé d'assurer cette fonction.

Ainsi, si la collecte des ressources relève de la compétence du service « caisse portefeuille », la redistribution de ces mêmes ressources sous forme de crédits est l'attribution du service « crédit ».

Ce service crédit, au niveau duquel nous avons effectué notre stage pratique est structuré de manière à jouer au mieux le rôle qui lui est attribué. Il se décompose en compartiment étroitement attachés, lesquels se partagent les tâches, de la réception de la clientèle au suivi de l'utilisation des crédits octroyés, en passant par l'étude des dossiers.

Dans ce chapitre et un premier temps nous allons donner une brève présentation sur le cas

D'étude (section I), nous détaillerons ensuite (section II) l'analyse de la situation financière du cas étudié.

Section I : présentation du cas d'étude

Cette section est consacrée à la présentation de l'organisme d'accueil, qui se fera à travers son historique, son organisation.

I.1 présentation de la banque BADR³¹

بنك الفلاحة و التنمية الريفية
BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

I.1.1 historique

³¹ Documents fournis par l'agence

La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural⁵⁶

La BADR est une institution financière nationale issue du démembrement de la BNA.

Elle a été créée le 13 mars 1982 sous la forme juridique de société par actions

Constitué initialement de 140 agences cédées par la BNA, son réseau compte actuellement 290 agences.

Son capital social est de 33 000 000 000 de DA, Elle a pour missions principales le développement du secteur agricole et la promotion du monde rural, Son Siège social se trouve à 17, Bd Colonel Amirouche, Alger.

Elle dispose actuellement de plusieurs filiales qui activent dans différents domaines à savoir : la formation bancaire, la garantie du crédit immobilier, l'automatisation des transactions interbancaires, des instruments et techniques d'accompagnement du programme de développement et de modernisation des banques, et le financement des prêts aux logements consentis par les intermédiaires financiers agréés notamment El Djazair Istithmar, Société de placement des valeurs Mobilières (S P D M), Société de Crédit-Bail EL Djazair Idjar, Banque Al Baraka, Algérie Clearing... etc

I.1.2 Les trois grandes étapes qui caractérisent l'évolution de la BADR :

1982-1990

Au cours de cette période la banque a acquis une notoriété et expérience dans le financement de l'agro-alimentaire et l'industrie mécanique agricole.

1991-1999

La banque a pu élargir ses champs d'intervention vers d'autres secteurs d'activités, notamment, les PME/PMI en restant partenaire privilégié du secteur agricole.

2000-avril2002

Cette période se caractérise par la nécessité d'impliquer les banques publiques dans la relance des investissements productifs et la mise en adéquation de leurs activités avec le principe de l'économie de marché.

I.2 présentation de l'agence BADR 358 d'Akbou57

I.2.1 L'organisation de l'agence BADR 358 d'Akbou

L'agence est une cellule polyvalente de base de l'exploitation de la banque, elle est conçue de sorte à satisfaire la clientèle à travers des structures d'accueil et de traitement efficient, elle se trouve en contact direct avec ces clients.

L'agence ALE BADR d'AKBOU « 358 » a commencé son activité en 1982, elle a pour mission d'offrir des services répondant aux attentes de ces clients. Son personnel est constitué de 24 éléments.

En effet la banque est répartie en deux cellules principales, à savoir :

✓ **Le back-office** : représente l'organisation interne de l'agence, il regroupe les potentialités humaines et techniques (comptable, analyste financier, Contrôleur de gestion...), sa mission principale est d'assurer un lien entre les différents services de l'agence ainsi que les organismes extérieurs.

- **Le chargé de crédit** : il s'occupe principalement des études et analyse des dossiers de crédits, et suivi les conditions d'octroi du crédit.

- **Le chargé du commerce extérieur** : il est chargé de réaliser, de gérer et de superviser les opérations qui matérialise la relation du banquier avec le client, et ou correspondant essentiellement dans le cadre du commerce extérieur.

- **Chargé de comptabilité et du contrôle** : il a pour mission d'assurer le contrôle des situations extracomptables, d'assurer le suivi, et de veiller à la régulation de toutes les anomalies comptables.

✓ **Le FrontOffice** : constitué de l'ensemble du personnel en contact, le chargé de clientèle a pour mission, la prise en charge et le traitement de l'ensemble des transactions bancaires, mais aussi d'offrir un espace adapté garantissant un service de qualité, en y trouve les services suivants :

- **L'agent d'accueil (l'hôtesse)** : L'accueil de l'agence bancaire est visible dès l'entrée dans la banque et est tenu par un agent d'accueil ou l'hôtesse qui :

- Prend en charge certaines des opérations bancaires ;
- Vous remet les documents mis à disposition par votre banque ;
- Prend note des demandes de rendez-vous avec un conseiller financier
- Conseils et orientation

- **La caisse principale** : traite les opérations de mouvements de fonds reçu ou octroyés à la clientèle, la prise en charge d'opérations courantes telles que : remise chèques, effets, retrait, versements, ordre de virement...etc. Assistance de la clientèle, animation du guichet et vulgarisation des produits de la banque, Traitement des opérations de caisses dinars au profit de la clientèle.

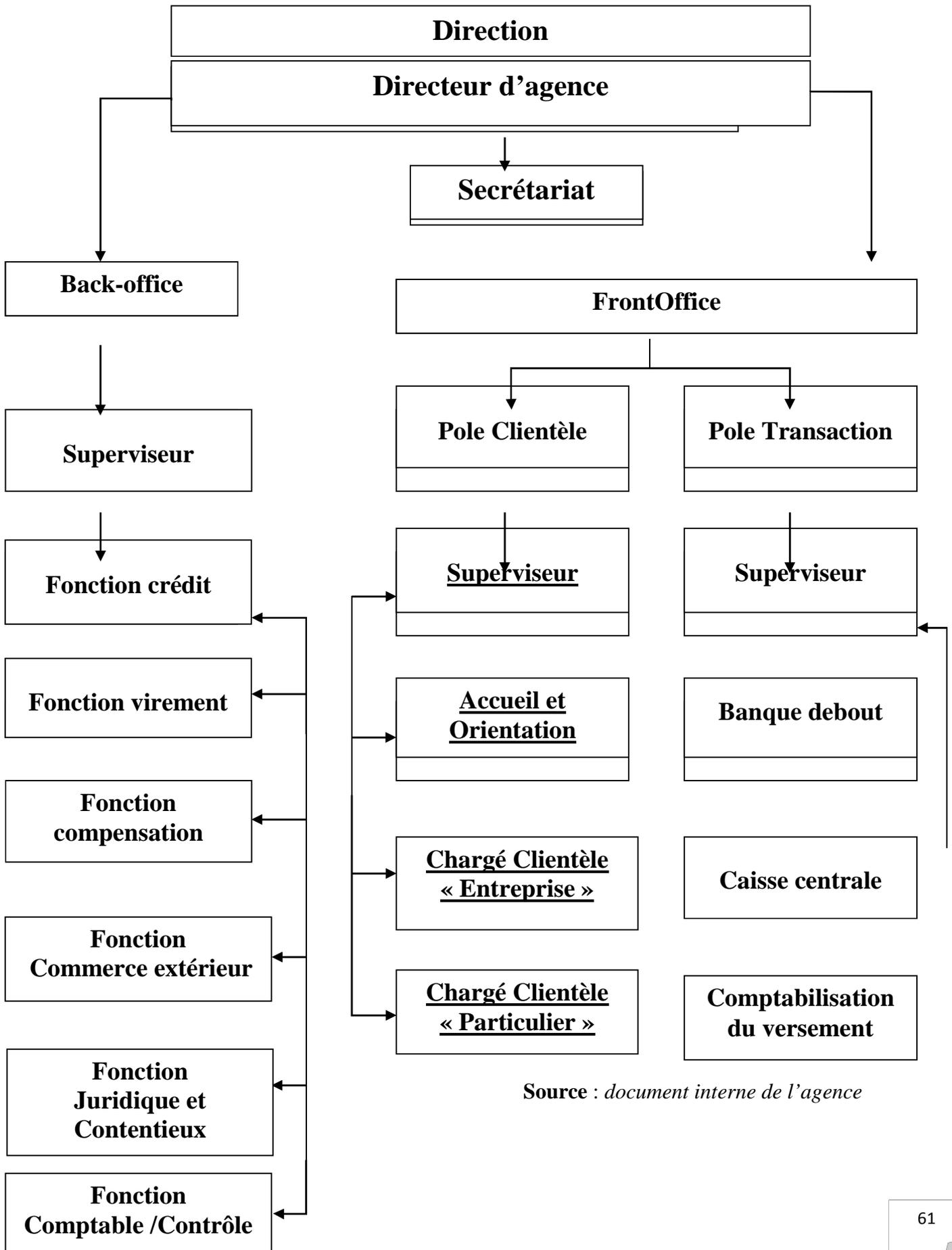
- **Service de change** : a pour mission la prise en charge et l'assistance des clients et la gestion de la caisse devise.

- **Chargés de la clientèle (particuliers)** : les chargés de clientèles en pour mission la gestion, la valorisation et le développement du portefeuille des clients particuliers, en les suivant et en maîtrisant leur risque.

- **Le conseiller** : sa mission est de proposer aux clients des produits bancaires les plus adapter à leur besoin.

- **Chargés de la clientèle (entreprises)** : assurer la gestion du portefeuille financier (les crédits, engagement en compte et sur billets, engagements par signature...etc.), assurer la gestion et le traitement des divers placements de ce segment, suivre l'évolution du risque globale de cette catégorie de clients et leur relation avec la banque.

Schéma n° 2 : Organigramme de l'agence d'accueil BADR 358 AKBOU



Source : document interne de l'agence

SECTION II : essai d'analyse de la situation financière d'une entreprise de gros alimentaire

Dans cette section nous allons présenter l'étude et interpréter les résultats.

II. 1 Présentations de l'entreprise :

Le client X est une entreprise privé créé a pour objectif achats et ventes des produits alimentaires et détergent en gros et de prestation de service de transport ainsi que d'autres services auxiliaires. C'est une entreprise unipersonnelle à responsabilité limité.

Le siège social de l'entreprise est à la rue de marché de gros de la commune AKBOU.

II.1.1 Le projet de l'entreprise :

L'investissement envisagé par l'entreprise consiste en l'acquisition de matériel de transport par un crédit bancaire

II.1.1 Constitution de dossier de crédit :

Les documents qui constituent le dossier de crédit déposé au niveau de la banque regroupent :

- Documents administratifs
- Documents juridiques
- Documents financiers

II.1.1.1 les documents financiers

✓ Bilan (actif) 2011

Tableau n° 08 : tableau actif de l'entreprise pour l'année 2011³²

Actif	N			N-1
	Brut	Amorti- Prov	Net	Net
Actifs non courants				
Ecart d'acquisition –good Will positif ou négatif				
Immobilisation incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrain				
Bâtiment				
Autre immobilisations corporelles	3786923	2216665	1570258	1911283
Immobilisations en concession				
Immobilisation en cours				
Immobilisation financière				
Titre mis en équivalence				
Autre participation et créances rattachées				
Autres titres immobilisé				
Prêt et autres actifs financiers non courants				
Impôt différés actif				

³² Documents interne de l'agence

Total actifs non courants	3786923	2216665	1570258	1911283
Actif courant				
Stocks et encours	20493021		20493021	2135161
Créances et emplois assimilés				
Client				936000
Autre débiteurs	1722381		1722381	326009
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	2852133		2852133	12998172
TOTAL ACTIFS COURANT	25067535		25067535	16395342
TOTAL GENERAL ACTIF	28854458	2216665	26637793	18306625

✓ Bilan (Passif) 2011

Tableau n° 09: bilan passif de l'entreprise pour l'année 2011³³

Passif	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis		
Capital non appelé	5942666	5609160
Primes et réserves-Réserves consolidées		
Ecart de réévaluation		

³³ Document interne de l'agence

Ecart d'équivalence(1)		
Résultat net- Résultat net part du groupe(1)	391709	333506
Autres capitaux propres- Report à nouveau		
Part de la société consolidant (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL 1	6334375	5942666
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes financières	5000000	5000000
Impôts (différés et provisions)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	5000000	5000000
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	14677178	6820677
Impôts	626240	22906
Autres dettes	-	315372
Trésorerie passif		
TOTAL 3	15303418	7158955
TOTAL PASSIF (1+2+3)	26637793	18101621

✓ **Compte de résultat 2011**

Tableau n° 10 : compte de résultat de l'entreprise pour l'année 2011³⁴

Rubriques		N		N-1	
		Débit (DA)	Crédit (DA)	Débit (DA)	Crédit (DA)
Ventes de marchandises			5211736		1275947
Production vendues	Produits fabriqués				
	Présentation de services		780000		1100000
	Ventes de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					2375497
Chiffre d'affaire net de rabais, remise et ristourne			5991736		
Production stockée ou déstockée					
Production immobilisée					
Subvention d'exploitation					
Production de l'exercice					
Achats de marchandises vendues		4653336		1139238	
Matières première		3737		42576	

³⁴ Document interne de l'agence

Autres approvisionnements					
Variation de stocks					
Achat d'études et de prestation de service					
Autres consommations					
Rabais, remise, ristournes obtenus sur achats					
Service extérieurs	Sous-traitance générale				
	Locations				
	Entretien, réparations et maintenances				
	Primes d'assurances	9924			
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	17094		17094	
	Publicité				
	Déplacements, missions, réceptions				
Autres services		-			
Rabais, remise, ristournes obtenus sur service extérieur					
II-consommation de l'exercice		4684091		1198908	

III-valeur ajoutée d'exploitation (I-II)		1307645		1177039
Charges de personnel	453600		483436	
Impôts et taxes et versements assimilés	121311		16466	
IV-Excédents brut d'exploitation		732734		677137
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
Dotation aux amortissements		341025	341025	
Provisions				
Pertes de valeurs				
Reprise sur perte de valeurs et provisions				
V-Résultats opérationnel		391709		336112
Produits financiers				
Charges financières				
VI-Résultats financier				
VII-Résultat ordinaire (V-VI)		391709		336112
Eléments extraordinaires (produits)(*)				
Eléments extraordinaires (charges)(*)			26006	
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigible sur résultats				
Impôts différés (variation sur résultat)				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		391709		333506

✓ Bilan (actif)2012

Tableau n° 11 : bilan actif de l'entreprise pour l'année 2012 ³⁵

Actif	N			N-1
	Brut	Amorti- Prov	Net	Net
Actifs non courants				
Ecart d'acquisition –good Will positif ou négatif				
Immobilisation incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrain				
Bâtiment				
Autre immobilisations corporelles	20353923	2557690	17796233	1570258
Immobilisations en concession				
Immobilisation en cours				
Immobilisation financière				
Titre mis en équivalence				
Autre participation et créances rattachées				

³⁵ Document interne de l'agence

Autres titres immobilisé				
Prêt et autres actifs financiers non courants				
Impôt différés actif				
Total actifs non courants	20353923	2557690	17796233	1570258
Actif courant				
Stocks et encours	44325882		44325882	20493021
Créances et emplois assimilés				
Client	2340000		2340000	
Autre débiteurs	1472602		1472602	1722381
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	1088734		1088734	2852133
TOTAL ACTIFS COURANT	49227218		49227218	25067535
TOTAL GENERAL ACTIF	69581141	2557690	67023451	26637793

✓ Bilan (passif) 2012

Tableau n° 12 : bilan passif de l'entreprise pour l'année 2012³⁶

Passif	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		

³⁶ Document interne de l'agence

Capital émis		
Capital non appelé	24423977	5942666
Primes et réserves-Réserves consolidées		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence(1)		
Résultat net- Résultat net part du groupe(1)	4324459	391709
Autres capitaux propres- Report à nouveau		
Part de la société consolidant (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL 1	28748436	6334375
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes financières	5000000	5000000
Impôts (différés et provisions)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2	5000000	5000000
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	33109013	14677178
Impôts	166002	626240
Autres dettes	-	
Trésorerie passif		
TOTAL 3	33275015	15303418
TOTAL PASSIF (1+2+3)	67023451	26637793

✓ Compte de résultat 2012

Tableau n° 13 : compte de résultat 2012 ³⁷

Rubriques	N		N-1	
	Débit (en dinars)	Crédit (en dinars)	Débit (en dinars)	Crédit (en dinars)
Ventes de marchandises		3671136 4		5211736
Production vendues	Produits fabriqués			
	Présentation de services		2550000	780000
	Ventes de travaux			
Produits annexes				
Rabais, remises, ristournes accordés				
Chiffre d'affaire net de rabais		3926136 4		5991736
Production stockée ou déstockée				
Production immobilisée				

³⁷ Document interne de l'agence

Subvention d'exploitation					
Production de l'exercice					
Achats de marchandises vendues		3277800		453336	
		4			
Matières première		253200		3737	
Autres approvisionnements					
Variation de stocks					
Achat d'études et de prestation de service					
Autres consommations					
Rabais, remise, ristournes obtenus sur achats					
Service extérieurs	Sous-traitance générale				
	Locations				
	Entretien, réparations et maintenances	51250			
	Primes d'assurances	9924		9924	
	Personnel extérieur l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	17094		17094	
	Publicité				
	Déplacements, missions, réceptions				
Autres services		-			

Rabais, remise, ristournes obtenus sur service extérieur				
II-consommation de l'exercice		3310947		468409
		2		1
III-valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			6151892	1307645
	Charges de personnel	701181		453600
	Impôts et taxes et versements assimilés	785227		121311
IV-Excédents brut d'exploitation			4665484	732534
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
Dotation aux amortissements		341025		341025
Provisions				
Pertes de valeurs				
Reprise sur perte de valeurs et provisions				
V-Résultats opérationnel			4324459	391700
Produits financiers				
Charges financières				
VI-Résultats financière				
VII-Résultat ordinaire (V-VI)			4324459	391709
Eléments extraordinaires (produits)(*)				
Eléments extraordinaires (charges)(*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigible sur résultats				
Impôts différés (variation sur résultat)				

IX-RESULTAT	NET	DE		4324459		391709
L'EXERCICE						

✓ Bilan(actif)2013

Tableau n°14 : bilan actif de l'entreprise pour l'année 2013 ³⁸

Actif	N			N-1
	Brut	Amorti- Prov	Net	Net
Actifs non courants				
Ecart d'acquisition –good will positif ou négatif				
Immobilisation incorporelles				
Immobilisation corporelles				
Terrain				
bâtiment				
Autre immobilisations corporelles	37586225	2898715	34687510	17796233
Immobilisations en concession				
Immobilisation en cours				
Immobilisation financière				
Titre mis en équivalence				

³⁸ Document interne de l'agence

Autre participation et créances rattachées				
Autres titres immobilisé				
Prêt et autres actifs financiers non courants				
Impôt différés actif				
Total actifs non courants	37586225	2898715	34687510	17796233
Actif courant				
Stocks et encours	76059456		76059456	44325882
Créances et emplois assimilés				
Client	3194100		3194100	2340000
Autre débiteurs	9264552		9264552	
Impôts et assimilés				
Autres créances et emplois assimilés				
Disponibilités et assimilés				
Placements et autres actifs financiers courants				
Trésorerie	315266		315266	1088734
TOTAL ACTIFS COURANT	88833374		88833374	16395342
TOTAL GENERAL ACTIF	126419599	2898715	123520884	18306625

Bilan (passif)2013

Tableau n°15 : bilan passif de l'entreprise pour l'année 2013³⁹

Passif	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital émis		
Capital non appelé	93948436	24423977
Primes et réserves-Réserves consolidées		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence(1)		
Résultat net- Résultat net part du groupe(1)	6053887	4324459
Autres capitaux propres- Report à nouveau		
Part de la société consolidante (1)		
Part des minoritaires (1)		
TOTAL 1	100002323	28748436
PASSIFS NON COURANTS		
Emprunts et dettes financières		5000000
Impôts (différés et provisions)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL 2		5000000
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés		33109013
Impôts	14510630	166002
Autres dettes	-	

³⁹ Document interne de l'agence

Trésorerie passif	9007931	
TOTAL 3	23518561	33275015
TOTAL PASSIF (1+2+3)	123520884	63023451

Compte de résultat 2013

Tableau n°16 : compte de résultat de l'entreprise pour l'année 2013⁴⁰

Rubriques		N		N-1	
		Débit (en dinars)	Crédit (en dinars)	Débit (en dinars)	Crédit (en dinars)
Ventes de marchandises			125748066		36711364
Production vendues	Produits fabriqués				
	Présentation de services		2100000		2550000
	Ventes de travaux				
Produits annexes					
Rabais, remises, ristournes accordés					
Chiffre d'affaire net de rabais			127848066		39261364
Production stockée ou déstockée					
Production immobilisée					

⁴⁰ Document interne de l'agence

Subvention d'exploitation					
Production de l'exercices					
Achats de marchandises vendues		116347211		32778004	
Matières première		300000		253200	
Autres approvisionnements					
Variation de stocks					
Achat d'études et de prestation de service					
Autres consommations					
Rabais, remise, ristournes obtenus sur achats					
Service extérieurs	Sous-traitance générale				
	Locations				
	Entretien, réparations et maintenances	13000		51250	
	Primes d'assurances			9924	
	Personnel extérieur à l'entreprise				
	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	17094		17094	
	Publicité				
	Déplacements, missions, réceptions				

Autres services		-		
Rabais, remise, ristournes obtenus sur service extérieur				
II-consommation de l'exercice		116677305	33109472	
III-valeur ajoutée d'exploitation (I-II)			11170761	6151892
	Charges de personnel	1099909	701181	
	Impôts et taxes et versements assimilés	2514961	785227	
IV-Excédents brut d'exploitation			7555891	4665484
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
Dotation aux amortissements		341025	341025	
Provisions				
Pertes de valeurs				
Reprise sur perte de valeurs et provisions				
V-Résultats opérationnel			7214866	4324459
Produits financiers				
Charges financières		1160979		
VI-Résultats financier		1160979		
VII-Résultat ordinaire (V-VI)			6053887	4324459
Eléments extraordinaires (produits)(*)				
Eléments extraordinaires				

(charges)(*)				
VIII-Résultat extraordinaire				
Impôts exigible sur résultats				
Impôts différés (variation sur résultat)				
IX-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		6053887		4324459

✓ Bilan des grandes masses

Tableau n°17 : les grandes masses pour l'année 2011⁴¹

Actif	Montant	Passif	Montant
Actifs non courants :	1570258	Capitaux propres :	6334375
Total actifs non courants	1570258	Total capitaux propres	6334375
Actifs courants :		Passifs non courants	5000000
ACE	22215402	Passifs courants :	
ACHE	0	PCE	14677178
TA	2852133	PCHE	626240
		TP	0

⁴¹ Document interne de l'agence

Total actifs courants	25067535	Total passifs courants	15303418
Total actif	26637793	Total passif	26637793

Tableau n°18 les grandes masses pour année 2012

Actif	Montant	Passif	Montant
Actifs non courants :	17796233	Capitaux propres :	28748436
Total actifs non courants	17796233	Total capitaux propres	28748436
Actifs courants :		Passifs non courants	5000000
ACE	48138484	Passifs courants :	
ACHE	0	PCE	33109013
TA	1088734	PCHE	166002
		TP	
Total actifs courants	49227218	Total passifs courants	33275015
Total actif	67023451	Total passif	67023451

Tableau n°19 : les grandes masses pour l'année 2013 ⁴²

Actif	Montant	Passif	Montant
Actifs non courants :	34687510	Capitaux propres :	

⁴² Document interne de l'agence

			100002325
Total actifs non courants	34687510	Total capitaux propres	100002323
Actifs courants :		Passifs non courants	0
ACE	88518108	Passifs courants :	
ACHE	0	PCE	0
TA	315266	PCHE	14510630
		TP	9007931
Total actifs courants	88833374	Total passifs courants	23518561
Total actif	123520884	Total passif	123520884

✓ Les soldes de gestion

Tableau n°20 : les soldes intermédiaires de gestion⁴³

	2011	2012	2013
Vente de marchandises	5211736	36711364	125748066
+ Production vendue			
+ Prestations de services	780000	2550000	2100000
= Chiffre d'affaires	5 991 736	3 926 364	127 848 066
+ Production stockée			
+ Production immobilisée			
= Production de l'exercice	5 991 736	3 926 1364	127 848 066
- Achat de marchandises vendues (subdivision du compte achats consommés)	4653336	32778004	116347211
= Marge commerciale	1 338 400	6 483 360	11 500 855
- Matières premières consommées	3737	253200	300000
- Autres achats consommés et Services extérieurs	27018	78268	30094
= Valeur ajoutée	1 307 645	6 151 892	11 170 761
- Impôts, taxes et versements assimilés	121311	785227	2514961
- Charges de personnels	453600	701181	1099909

⁴³ Document interne de l'agence

Excédent brut d'exploitation	732 734	4 665 484	7 555 891
- Dotations aux amortissements, pertes valeurs et provisions	341025	341025	341025
+ Reprise sur pertes de valeurs et provisions			
(+ / -) Autres produits et charges opérationnelles			
= Résultat opérationnel	391 709	4 324 459	7 214 866
+ Produits financiers			
- Charges financières			1160979
= Résultat ordinaire avant impôts	391 709	4 324 459	6 053 887
+ Produits extraordinaires			
- Charges extraordinaires			
- Impôts sur les bénéfices			
= Résultat de l'exercice	391 709	4 324 459	6 053 887
+ Dotations aux amortissements, perte valeurs et provisions	341025	341025	341025
- Reprise sur pertes de valeurs et provisions			
+ Moins value des éléments d'actif cédés			
- Plus value des cessions d'éléments actifs			
Capacité d'autofinancement	732 734	4 665 484	6 394 912

II.1.2 Etude du dossier

II.1.2.1 Analyse de l'équilibre financier

L'équilibre financier d'une entreprise est fonction de la cohérence qui existe entre ses emplois et ses ressources. Cette cohérence détermine en effet sa solvabilité et sa liquidité. Il est apprécié traditionnellement par l'étude de la relation entre le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

✓ **Calcul du fonds de roulement**• **Par le haut du bilan**

Tableau n°21

Désignation	2011	2012	2013
Capitaux permanents	11 334 375	33 748 436	100 002 323
–			
Actifs immobilisés	1 570 258	17 796 233	34 687 510
Fond de roulement	9 764 117 DA	15 952 203 DA	65 314 813 DA

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

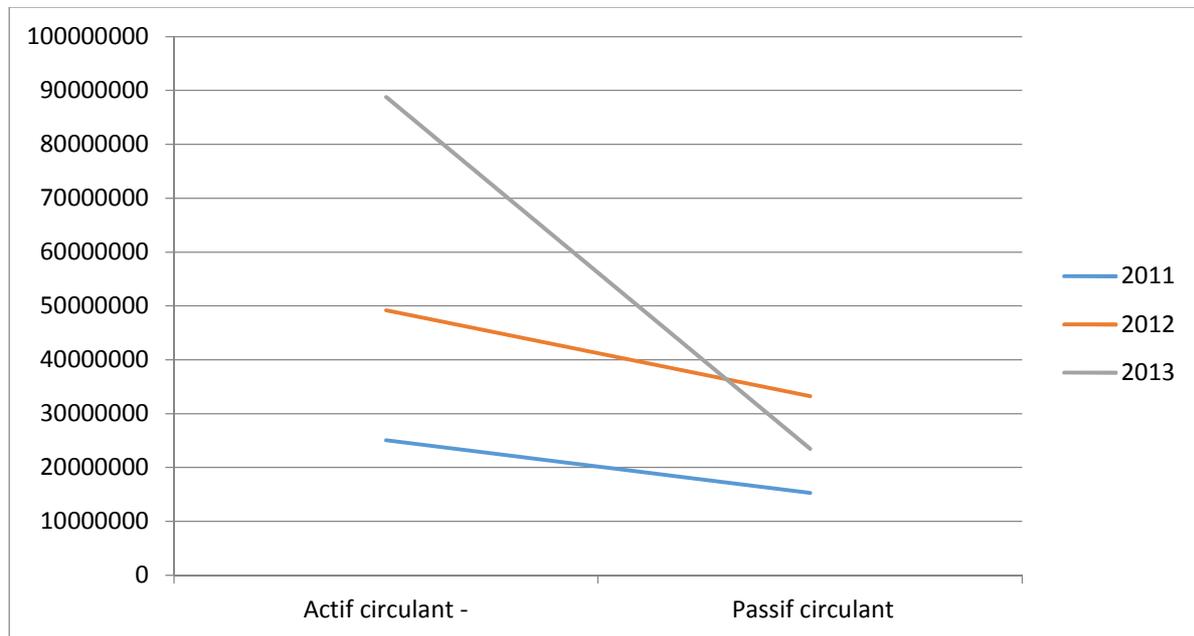
• **Par le bas du bilan**

Tableau n°22

Formule	2011	2012	2013
Actif circulant	25067535	49227218	88833374
–			
Passif circulant	15303418	33275015	23518561
Fond de roulement	9 764 117 DA	15 952 203 DA	65 314 813 DA

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°01 : Présentation graphique de la variation du fond de roulement



Source : élaboration personnel à partir des données

Nous constatons que le fond de roulement est positif $FR > 0$ durant les trois années,

Ce qui signifie que l'entreprise a un surplus de ressources permanentes par rapport aux immobilisations qui pourront être utilisé pour financer d'autre besoin de l'entreprise.

Parmi les facteurs accroissant le fond de roulement :

- Augmentation des capitaux propres, qui se fait par l'augmentation du capital des réserves, des subventions d'investissement
- Augmentation des emprunts et prêts à long terme
- La diminution de l'actif non courant (immobilisation) comme le désinvestissement et cessions d'immobilisation corporelles
- Le remboursement des prêts consentis.

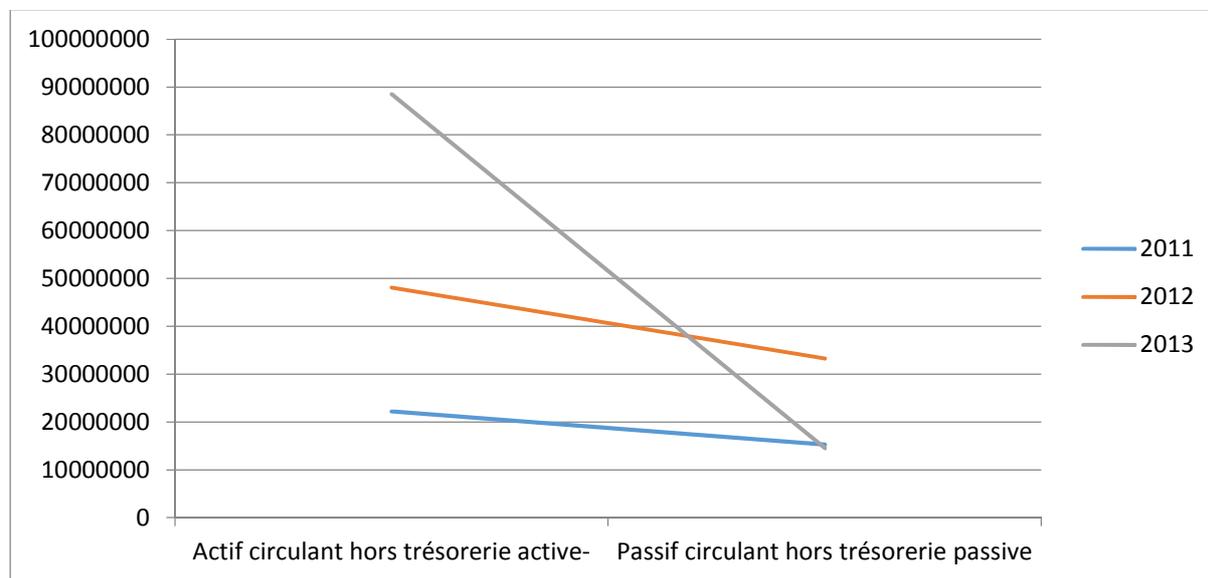
✓ Calcul du besoin en fonds de roulement

Tableau n°23:

Désignation	2011	2012	2013
Actif circulant hors trésorerie active	22 215 402	48 138 484	88 518 108
–			
Passif circulant hors trésorerie passive	15 303 418	33 275 015	14 510 630
Besoin en fond de roulement	6 911 984 DA	14 863 469 DA	74 007 478 DA

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°2 : Présentation graphique de la variation du BFR



Source : élaboration personnel à partir des données

On remarque durant les 3 années un BFR positif, ce qui signifie que l'entreprise est en alerte, elle est en déséquilibre financier, et que les emplois de l'exploitation sont supérieurs aux ressources d'exploitation dont l'entreprise dispose.

Pour réduire le BFR faudra agir :

- Sur l'accroissement des ressources d'exploitation (crédits fournisseurs plus long ou plus important, paiement de la T.V.A par obligation cautionnées, avances clients, concours bancaires).
- Ou sur la réduction des emplois d'exploitation (en essayant d'accélérer la rotation des stocks des créances, en réduisant le cycle, en escomptant d'avantage les effets)

✓ **Calcul de la trésorerie nette**

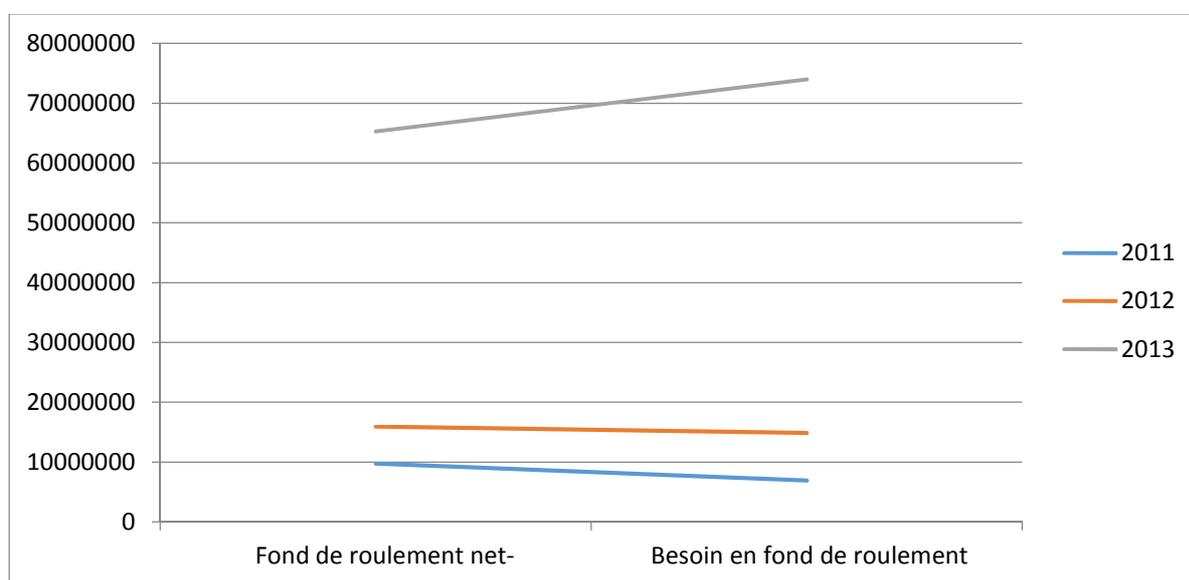
1^{ere} méthode :

Tableau nn24

Désignation	2011	2012	2013
Fond de roulement net	9 764 117	15 952 203	65 314 813
–			-8692665
Besoin en fond de roulement	6 911 984	14 863 469	74 007 478
Trésorerie	2 852 133DA	1 088 734 DA	- 8 692 665 DA

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°3: Présentation graphique de la variation de la trésorerie nette



Source : élaboration personnel à partir des données

2^{ème} méthode :

Tableau n°25

Désignation	2011	2012	2013
Trésorerie active	2 852 133	1 088 734	315 266
—			
Trésorerie passive			9 007 931

Trésorerie	2 852 133DA	1 088 734 DA	- 8 692 665 DA

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On remarque une trésorerie positif dans les deux première années 2011, 2012 , ce qui signifie que les ressources financé par l'entreprise sont suffisantes pour couvrir les besoins de financement à court terme (FR>BFR) donc sa situation financière est saine.

Mais par contre dans sa troisième année 2013, l'entreprise dégage une trésorerie négative, ce qui veut dire que l'entreprise ne dispose pas suffisamment des ressources financières pour combler ses besoins de financement à court terme. L'entreprise est donc en situation de déséquilibre financier à court terme.

Nous concluons que l'entreprise est en bonne santé financière, sauf pour la dernière année, la trésorerie est négative et le BFR est très important, l'entreprise est donc dans la voie d'alerte, le fond de roulement ne couvre pas assez les besoins de financement à court terme, donc dans ce cas-là l'entreprise doit revoir sa politique de financement à court terme en cherchant plus de ressources pour faire face à ses s emplois à court terme, et pour dégagé une trésorerie positive à la fin.

✓ **Calcul de la capacité d'autofinancement**

- **A partir du RNE**

Tableau n°26

Désignation	2011	2012	2013

Résultat net de l'exercice	391709	4324459	6053887
+ Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	341025	341025	341025
- Reprise sur amortissements dépréciation et provisions			
+ Valeur comptables des éléments d'actif cédés			
- Produits des cessions d'éléments d'actifs immobilisés			
- Quote-part des subventions d'investissement			
Capacité d'autofinancement	732 734	4 665 484	6 394 912

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

- **A partir de l'EBE**

Tableau n°27

Désignation	2011	2012	2013
EBE	732734	4 665484	7555891
+ transfert de charges (d'exploitation)			
- autres produits (d'exploitation)			
- autre charges (d'exploitation)			

+/- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
+ Produits financiers (sauf reprise de provision)			1160979
- Charge financière (sauf dotation aux amortissements et aux provisions)			
+ Produit exceptionnels (sauf produits de cession d'immobilisations, subventions d'investissement virée au compte de résultat et reprises sur provisions)			
-Charges exceptionnelles (sauf valeur nette comptable des immobilisations cédées et dotations exceptionnelles)			
-Participation des salariés aux fruits de l'exercice			
-Impôt sur les bénéfices			
Capacité d'autofinancement	732 734	4 665 484	6 394 912

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On constate que la capacité d'autofinancement est positive et progressive pour ces trois (03) exercices consécutifs, ce qui indique que l'entreprise peut s'autofinancer par ces propres ressources et permet ainsi de distribuer les bénéfices en dividendes aux associés.

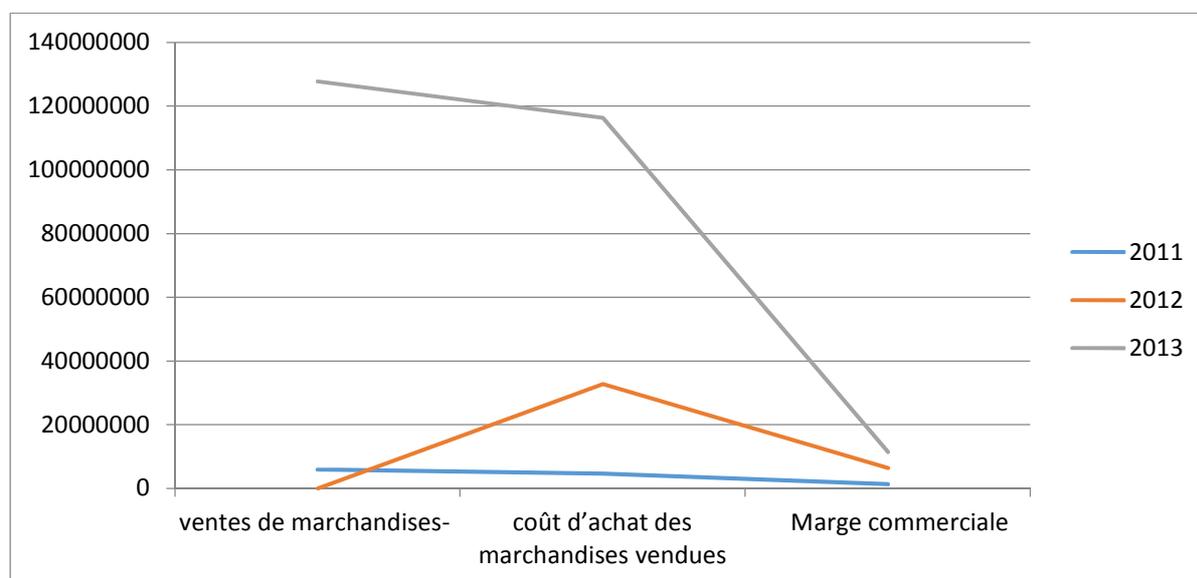
✓ Calcul de la marge commerciale

Tableau n°28

Formule	2011	2012	2013
ventes de marchandises	5 991 736	3 926 1364	127 848 066
– coût d'achat des marchandises vendues	4653336	32778004	116347211
Marge commerciale	1 338 400	6 483 360	11 500 855

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°4 : Présentation graphique de la variation de la marge commerciale



Source : élaboration personnel à partir des

données

On constate sur ce tableau comparatif de la marge commerciale une hausse de 10 162 455 DA de l'année 2011 à 2013, ce qui permet un financement des ressources d'exploitation.

✓ **Calcul par les ratios**

Un ratio financier représente un coefficient calculé par un rapport entre deux (02) bases. Il se base sur des données existantes, il fournit une indication sur la rentabilité d'une entreprise, la structure de ces couts, sa productivité, sa solvabilité, ces liquidités...

- **Les ratios de structures financières**
- **Le ratio de solvabilité**

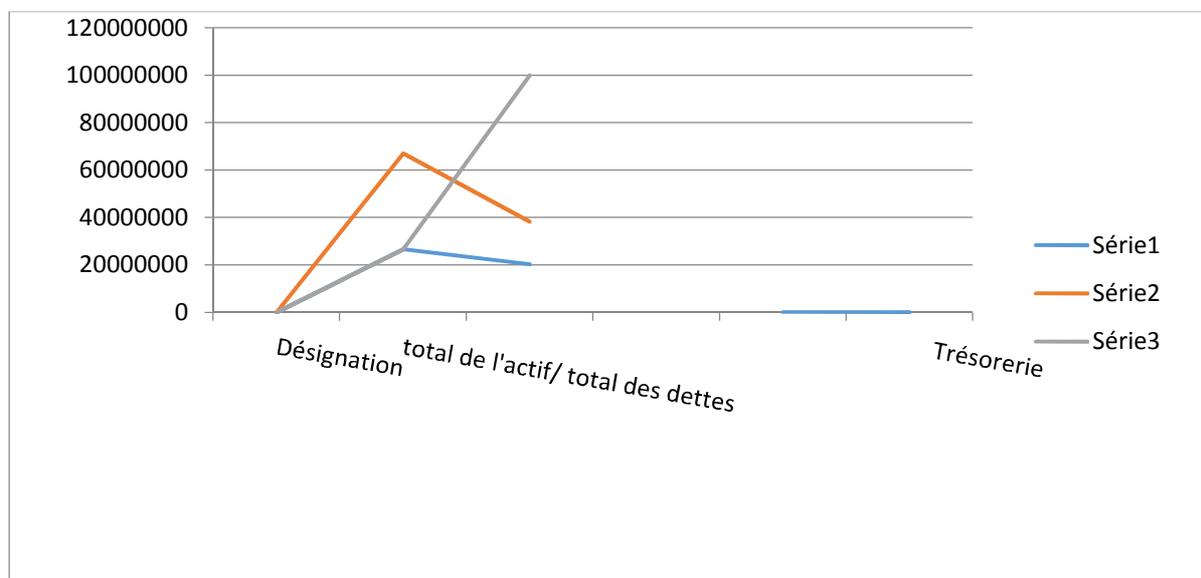
Tableau n°29

Désignation	2011	2012	2013
	26637793	67023451	26637793
	20303418	38275015	100002323
<i>$\frac{\text{total de l'actif}}{\text{total des dettes}}$</i>			
Trésorerie	1.31 %	1.75 %	0.27 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Le ratio de solvabilité est supérieur à 1 Donc l'entreprise est capable d'honoré ses engagements.

Schéma n°5 : présentation graphique du ratio de solvabilité



Source : élaboration personnel à partir des données

- Le ratio d'autonomie financière

Tableau n°30

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{capitaux propre}}{\text{total des dettes}}$	6334375 20303418	28748436 38275015	100002323 100002323
Trésorerie	0.31 %	0.75 %	1 %

Source : élaboration personnel à partir des données de

l'agence

Schéma 6 : Présentation graphique la trésorerie



Source : élaboration personnel à partir des données

On constate dans les deux premières années 2011 et 2012 le ratio d'autonomie financière est inférieure à 1 cela indique que l'entreprise n'est pas indépendante financièrement.

Par contre dans la dernière année 2013 L'entreprise est indépendante financièrement puisque le ratio est égal à 1

- Le ratio de la capacité d'endettement

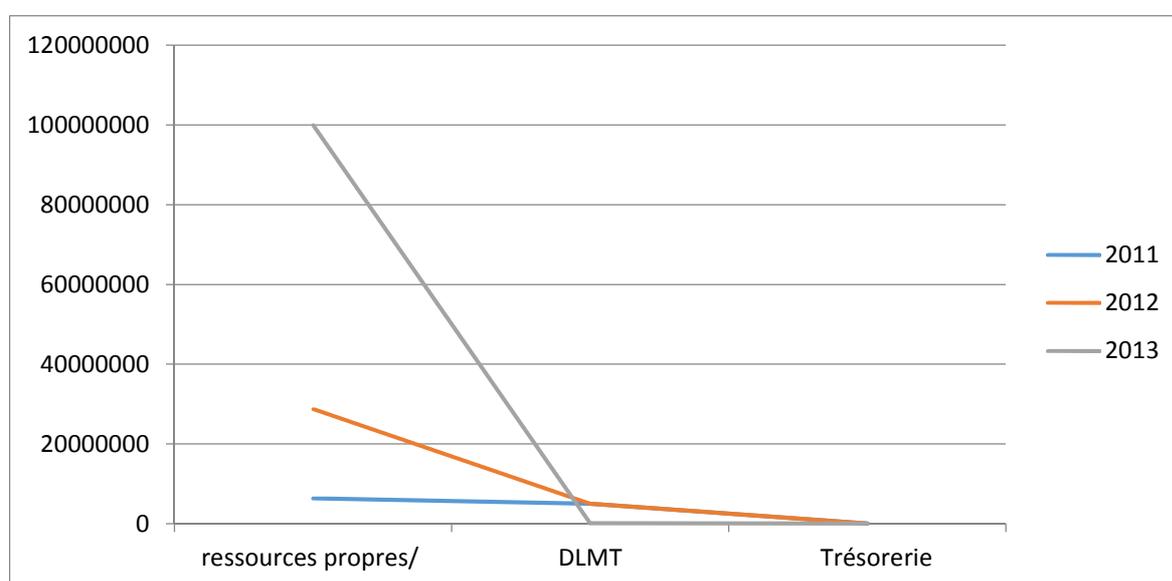
Tableau n°31

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{ressources propres}}{\text{DLMT}}$	6334375 5000000	28748436 5000000	100002323 0

Trésorerie	1.27 %	5.75 %	%

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma 7 : présentation graphique du ration de capacité d'endettement



Source : élaboration personnel à partir des données

On remarque que durant les deux première année 2011, et 2012 le ratio est supérieure à 1 surtout dans l'année 2012 il est très élevé, ce qui veut dire que les ressources stables sont assurées par les associés.

Par contre dans la dernière année 2013 le ratio est inférieur à 1 donc les ressources stables ne sont pas assurées par les associés.

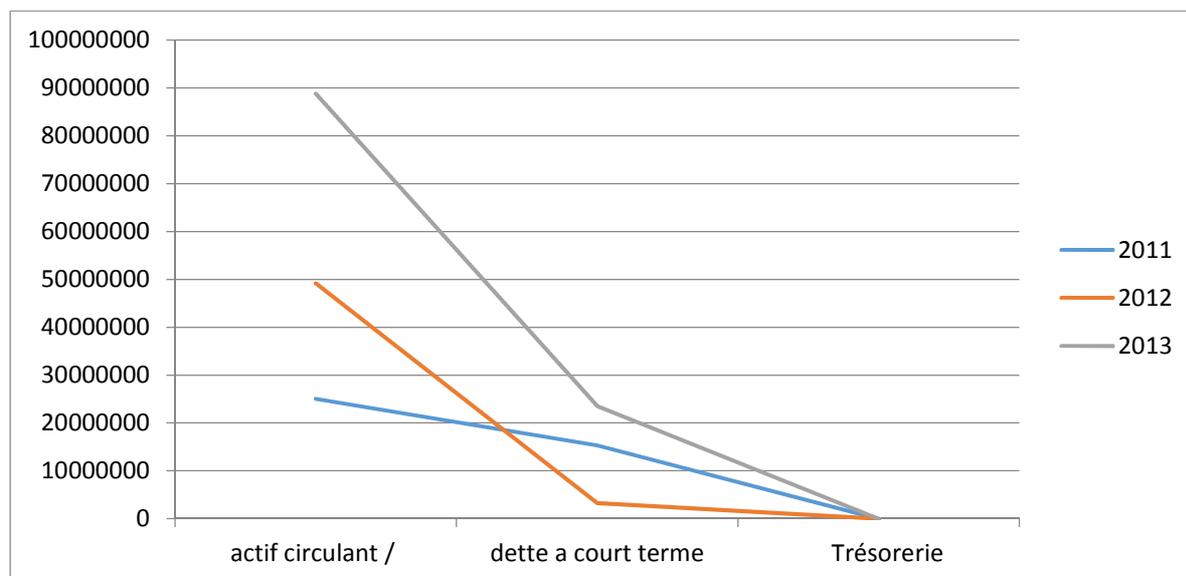
- **Le ratio de liquidité**
- **Le ratio de liquidité générale**

Tableau n°32

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\textit{actif circulant}}{\textit{dettes à court terme}}$	25067535 15303418	49227218 3275015	88833374 23518560
Trésorerie	1.64 %	1.48 %	3.78 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°8 : Présentation graphique du ratio de liquidité générale



Source : élaboration personnel à partir des données

On constate que durant les trois années 2011, 2012, 2013 le ratio de liquidité générale est supérieure à 1 donc plus le ratio est supérieur à 1, plus le besoin en fonds de roulement est élevé et plus les actifs circulant sont susceptibles de couvrir les dettes d'exploitation.

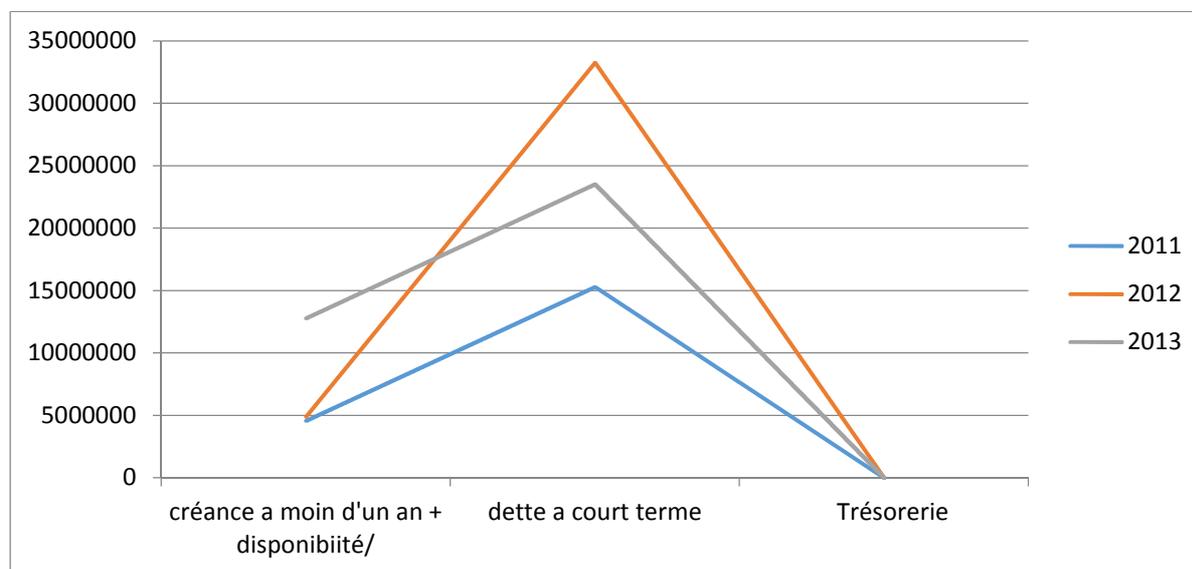
- **Ratio de liquidité restreinte (relative) :**

Tableau n°33

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{creances à moins d'un an} + \text{disponibilités}}{\text{dettes à court terme}}$	$\frac{4574514}{15303418}$	$\frac{4901336}{33275015}$	$\frac{12773918}{23518560}$
Trésorerie	0.29 %	0.15%	0.54%

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°9 : Présentation graphique du ratio de liquidité restreinte



Source : élaboration personnel à partir des données

On constate que durant les trois années 2011, 2012, 2013, le ratio est inférieure à 1, ce qui veut dire que l'ensemble des dettes à court terme ne sont pas couvert par les créances et les disponibilités de l'entreprise.

- **Ratio de liquidité immédiate :**

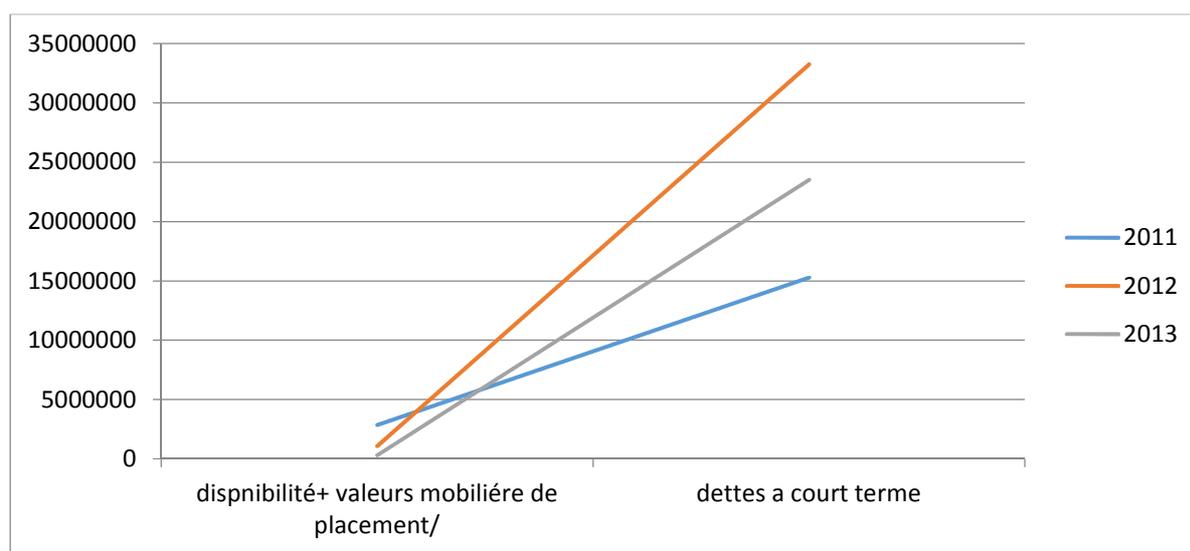
Tableau n°34

Désignation	2011	2012	2013
<u>Disponibilités + Valeurs mobilière de placement</u>	2852133	1088734	315266
<u>dettes à court terme</u>	15303418	33275015	23518560

Trésorerie	0.19 %	0.03 %	0.01 %
------------	--------	--------	--------

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°10 : Présentation graphique du ratio de liquidité immédiate



Source : élaboration personnel à partir des données

On remarque que durant les trois années, ce ratio est inférieur à 1, ce que traduit la trésorerie de l'entreprise est en difficulté, c'est-à-dire le montant que détient l'entreprise en disponibilité ne couvre pas les dettes à court terme.

- Ratio de gestion
- Ratio de stock

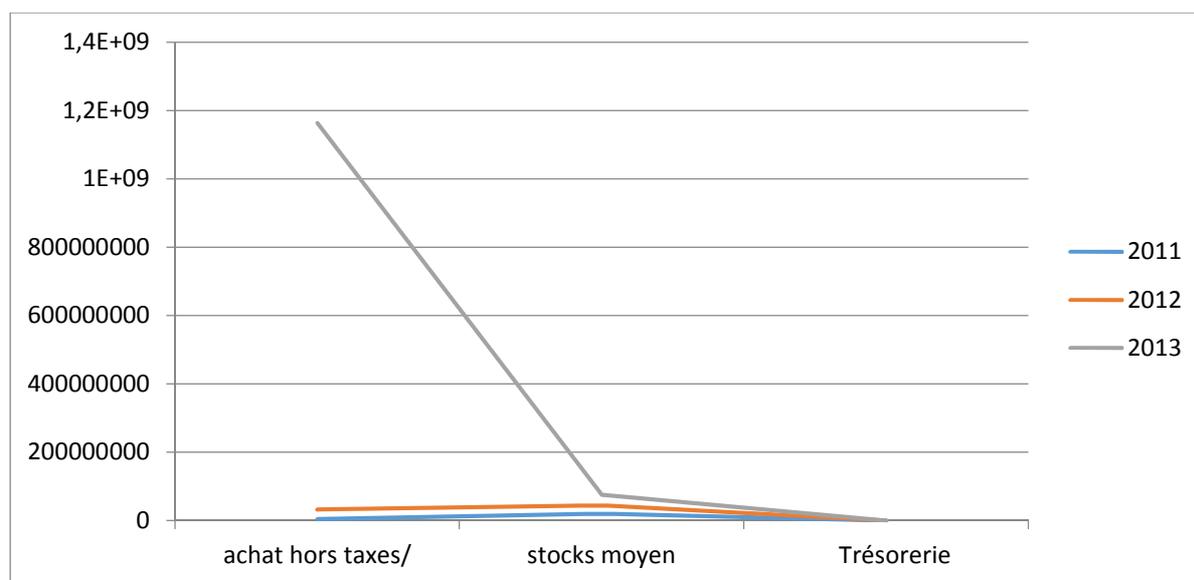
Tableau n°35

Désignation	2011	2012	2013
<i>Achat hors taxes</i>	4653336	32778004	1163447211
<i>stock moyen</i>	20493021	44325882	76059456

Trésorerie	0.23 %	0.74 %	0.15 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°11 : présentation graphique du ratio de stock



Source : élaboration personnel à partir des données

- Ratio de rotation des crédits fournisseurs

Tableau n°36

Désignation	2011	12	2013
<i>fournisseur d'exploitation et compte rattachés</i>	14677178	33109013	0
<i>Achats consommé TTC</i>	884133.84	4517820.75	2210587.09
* 360			

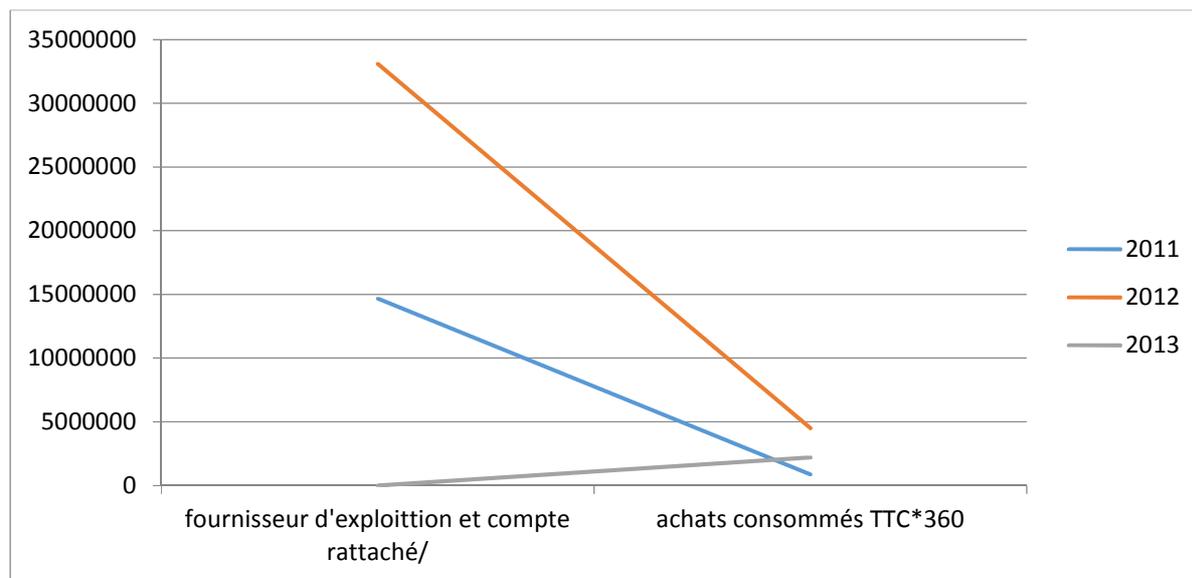
Trésorerie	5376j	2638.08 j	0 j
------------	-------	-----------	-----

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On constate que la durée de stockage des produits ne se renouvèle pas rapidement durant les deux premières années, 5376j en2011, et 2638.08j en 2012.

Par contre dans la dernière année 2013, elle se renouvelle très rapidement, dans le même jour.

Schéma n° 12 ratio de rotation des crédits fournisseurs



Source : élaboration personnel à partir des données

- Ratio de lié à la CAF
- Ratio de capacité de remboursement

Tableau n°37

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{dettes financières}}{\text{CAF}}$	5000000 732734	5000000 4665484	0 6394912

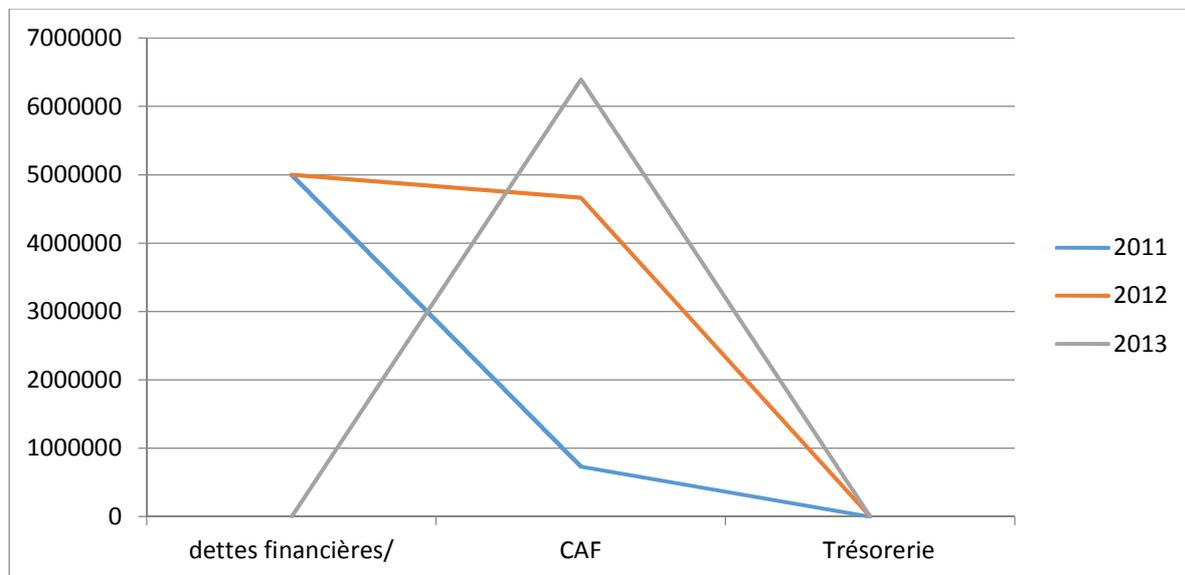
Trésorerie	6.82	1.07	0

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On constate que dans la première année le ratio est supérieure à 4 les dettes a moyen ou a long terme dépasse 6fois plus la capacité d'autofinancement donc l'entreprise a des ressources insuffisante.

Par contre dans la deuxième et la dernière année (2012,2013), on remarque que la capacité d'autofinancement ne dépasse pas les dettes a moyen ou a long terme, le ratio est inférieure à 4 ce qui induit que l'entreprise a généré les ressources suffisantes pour lui permettre de rembourser ponctuellement les emprunts a moyen ou a l'on terme qu'elle a contracté

Schéma n°13 : présentation graphique du ratio de capacité de remboursement



Source : élaboration personnel à partir des données

- Ratios de rentabilité

- Ratios de rentabilité globale d'exploitation

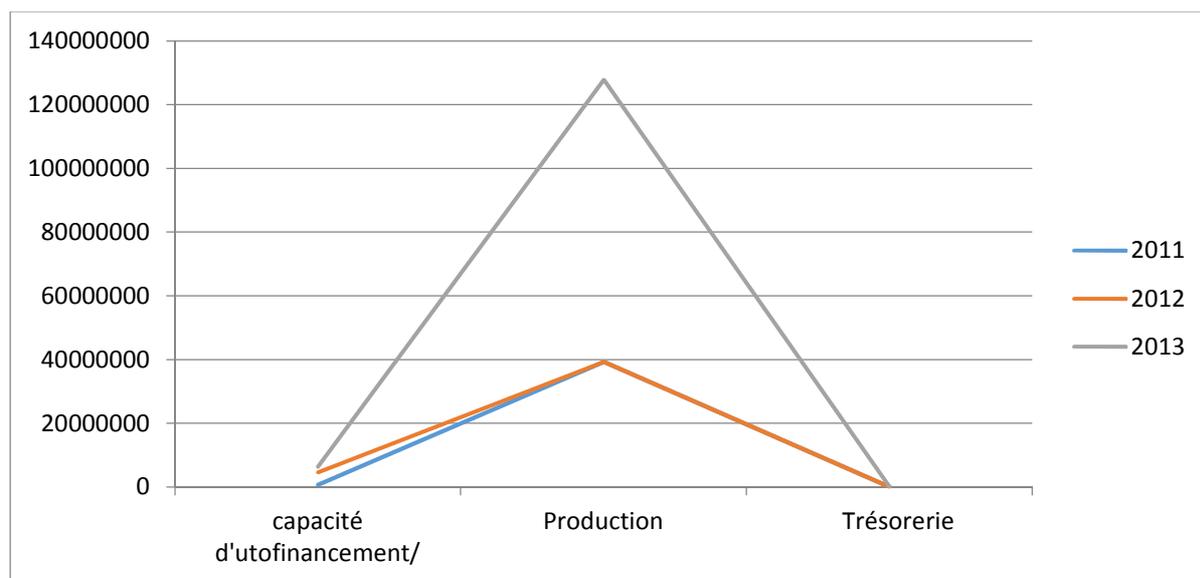
Tableau n°38

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{capacité d'autofinancement}}{\text{production}}$	732734 39261364	4665484 39261364	6394912 127848066
Trésorerie	0.04 %	0.12 %	0.05 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On constate que durant les trois années le ratio est supérieure à 1 donc la rentabilité total de l'entreprise par rapport à son activité est bonne.

Schéma n°14 : Présentation graphique du ratio de rentabilité globale d'exploitation



Source : élaboration personnel à partir des données

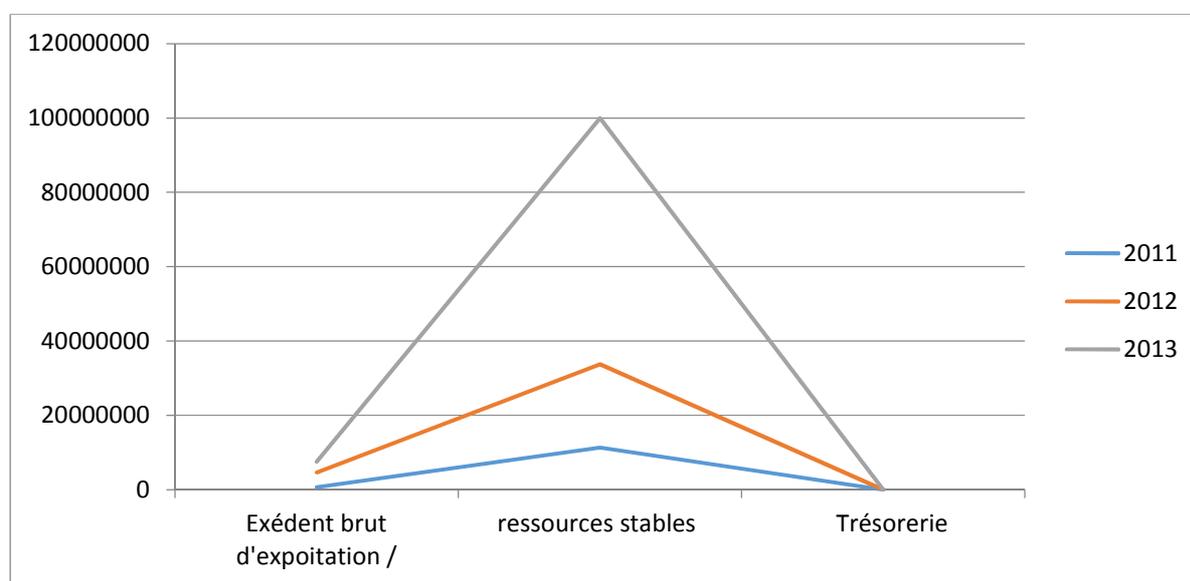
- Ratio de rentabilité économique

Tableau n°39

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Ressource stable}}$	$\frac{732734}{11334375}$	$\frac{4665484}{33748436}$	$\frac{7555891}{100002323}$
Trésorerie	0.07 %	0.14 %	0.07 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

Schéma n°15 : Présentation graphique du ratio de rentabilité économique



Source : élaboration personnel à partir des données

Le ratio de rentabilité économique est positif durant les 3 exercices ce qui signifie que la rentabilité de l'entreprise est satisfaisante.

- Ratio de rentabilité financière :

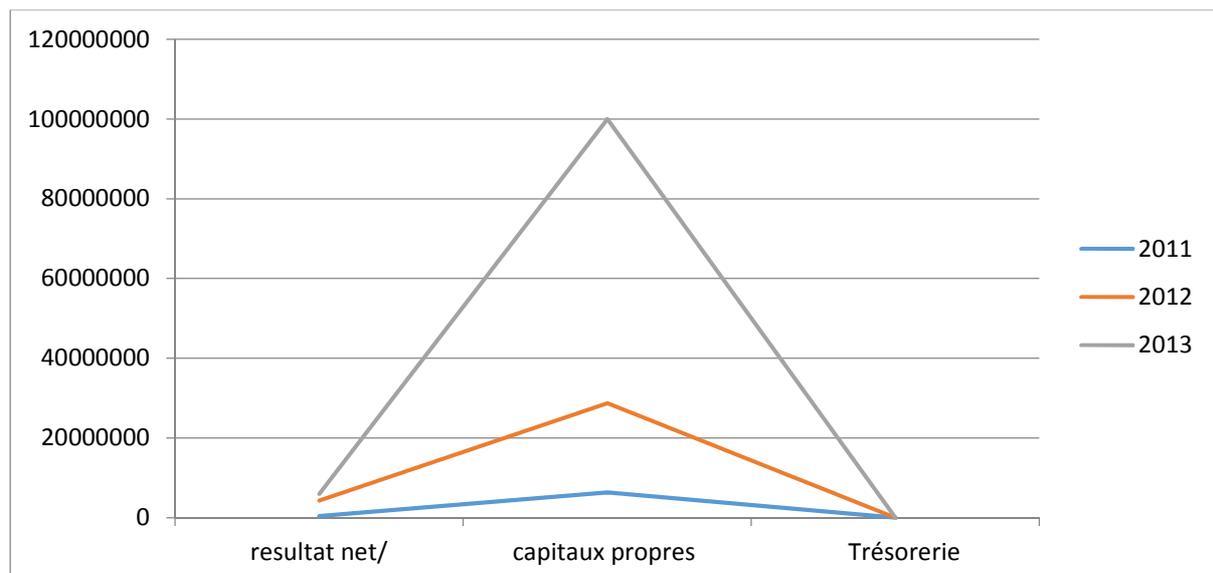
Tableau n°40

Désignation	2011	2012	2013
$\frac{\text{resultat net}}{\text{capitaux propres}}$	391709 6334375	4324459 28748436	6053887 100002323
Trésorerie	0.06 %	0.15 %	0.06 %

Source : élaboration personnel à partir des données de l'agence

On constate que durant les trois années le ratio de rentabilité financière est positif, cela signifie que l'entreprise a une source de financement interne, donc l'entreprise peut se refinancer par ses propres moyens.

Schéma n°16 : Présentation graphique du ratio de rentabilité financière



Source : élaboration personnel à partir des données

Conclusion :

A partir de notre étude financière de l'entreprise agros alimentaire, durant les trois années 2011, 2012, 2013, nous constatons les résultats suivants :

Selon les indicateurs de l'équilibre, on peut induire que l'entreprise est équilibré durant la période d'étude que la trésorerie est positif durant les deux premières années ce qui lui permet d'être solvable sauf a la dernière année 2013 elle ne dispose pas suffisamment des ressources financières pour combler ses besoins de financement à court terme. Et a partir de la méthode des ratios , nous a permis de constater que la structure est solide. Et a partir de l'analyse de son activité et sa rentabilité nous déduisons qu'elle possède une capacité d'autofinancement positive et largement excédentaire, une activité stable et une rentabilité suffisante.

Ce résultat nous permet de dire que l'entreprise en agros alimentaire est en situation financière équilibrée.



Conclusion générale



Conclusion générale

Conclusion générale

La discipline d'analyse financière est un outil de gestion fondamentale pour toute entreprise ayant besoin de porter un jugement sur la situation financière passée, actuelle, et future d'une entreprise.

A fin de bien mener notre travail nous avons procédé au traitement d'un cas pratique au sein de la BADR agence d'Akbou portant sur l'analyse des documents de la société d'agroalimentaire H.M et après avoir terminé notre stage, il est important de souligner l'utilité des documents comptables dans le but d'évaluer la santé financière et diagnostic financier pour la prise de décisions pour la banque.

L'objectif de l'analyse de la situation financière est de découvrir les forces et faiblesses de la société d'agroalimentaire H.M, en s'appuyant sur certains nombres d'outils et techniques, tel que le calcul de l'équilibre financier (FR, BFR, trésorerie), l'analyse par les ratios ce qui nous a permis de porter un jugement sur la situation financière.

D'après l'analyse de l'activité de l'entreprise, nous avons constaté que l'entreprise est performante durant ces deux premières années 2011 et 2012 ce qui signifie qu'elle a une bonne gestion et que les ressources financées par l'entreprise sont suffisantes pour couvrir ces besoins à court terme, et concernant sa trésorerie qui s'est avérée négative dans la troisième année, l'entreprise se voit dans l'obligation de résoudre ce déficit en cherchant plus de ressources pour faire face à ses emplois à court terme car le fond de roulement ne couvre pas assez les besoins de financement à court terme.

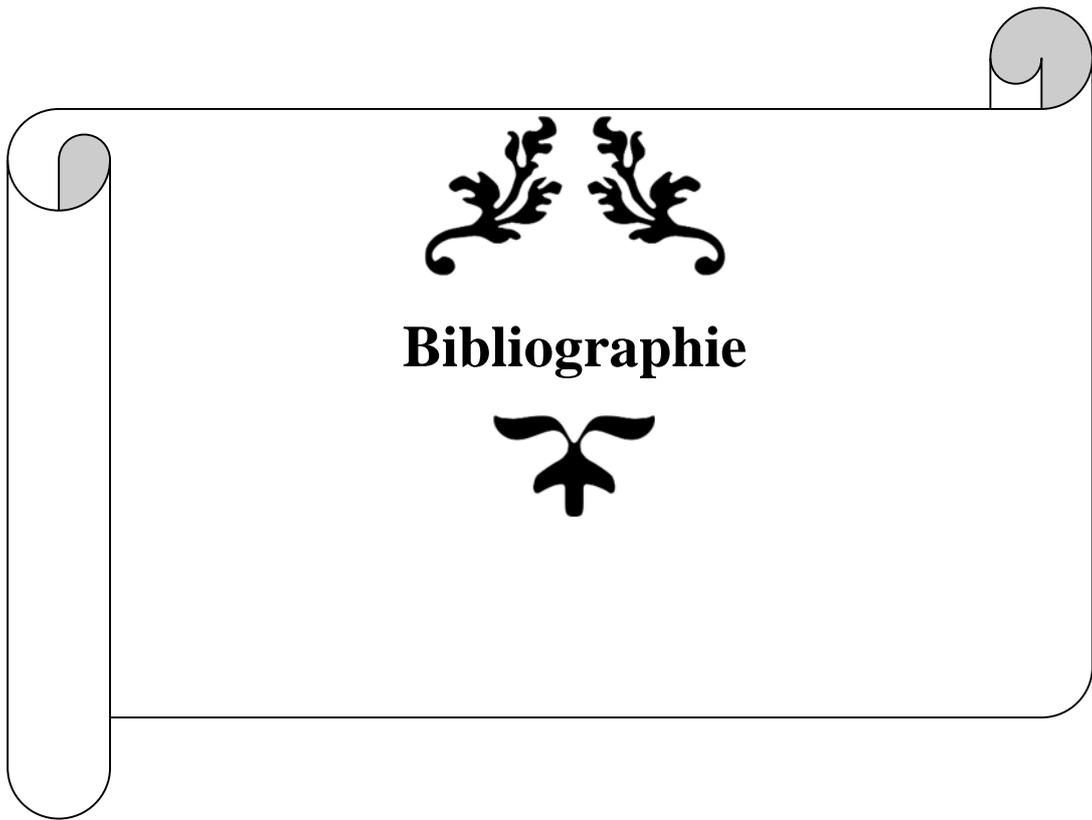
Au terme de cette étude et suite à l'analyse des différents états financiers qui nous a permis de donner une vision très claire de la solvabilité et sa capacité à rembourser ses dettes, le banquier conclut son analyse par une appréciation finale de l'entreprise qui doit faire ressortir les forces et les faiblesses de l'entreprise à travers l'étude du bilan et du compte de résultat, de

Conclusion générale

nombreux éléments d'appréciations sur la solidité financière et sur sa solvabilité seront critiqués par le banquier.

Grâce à ces différentes analyses de l'équilibre financier nous avons constaté que le banquier peut accorder du crédit bancaire à cette entreprise qui est en mesure de faire face à ses besoins de financement, car elle dispose d'une part, d'un fond de roulement positif lui permettant de financer l'intégralité de ses emplois durables, et aussi d'une capacité d'autofinancement qui lui permet de faire face à ses engagements.

Enfin, et après la mise en pratique de toutes nos connaissances théoriques pendant la durée de notre stage au sein de la BADR agence Akbou qui a été bénéfique, l'élaboration de ce travail nous a permis, d'une part d'approfondir les connaissances et le savoir-faire que nous avons acquis durant notre cursus universitaire et d'autre part, de préparer notre intégration à la vie professionnelle dans le domaine bancaire.



La bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

1. AKTOUF, Omar, *Le management entre tradition et renouvellement*, Québec, Presses de L'Université du Québec, 1989.
2. AMELON Jean-Louis, *Gestion financière*, 4eme éd, Edition MAXIMA, Paris, 2004.
3. BAILLY Laurent et COLASSE Bernard, *Comptabilité générale : Questions et applications*, Editions Economica, Paris, 1990.
4. Béatrice et Francis Grandguillot, *comptabilité générale*, 4ème édition, Paris.
5. BOURDEAUXGautier,Sylvie de COUSSERGUES et Thomas PÉРАН, « Gestion de la banque ». DUNOD, 2017.
6. CABANE Pierre, *L'essentiel de la finance à l'usage des managers*, édition EYROLLES, Paris, 2008,
7. Chantal Buissart, *Analyse financière. Enseignement supérieur, BTS, DUT tertiaires*, Foucher, édition, Paris 1999.
8. COLASSE Bernard,*La rentabilité de l'entreprise*, Éditions Dunod, Paris, 1987.
9. COHEN Elie, *Gestion financière de l'entreprise et développement financier*, Edition EDICEF, Paris, 1991
10. Collectif EPBI, *nouveau système comptable financier*, Edition Pages bleues internationales, Algérie, 2010,
11. COURET Alain et HIRIGOYEN Gérard, *Initiation à la gestion*, Éditions Montchrestien, Paris, 1989.
12. *Dictionnaire de gestion d'Elie Cohen (3^{ème} édition)*
13. DOV Ogien, *MAXI FICHES de gestion financière de l'entreprise*, Edition DUNOD, Paris, 2008
14. DUPLAT Claude-Annie, *Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise*, Edition Vuibert, Paris, 2004
15. Elie COHEN, « *Analyse financière* » 5eme édition, ECONOMA, paris, 2004.
16. ETIENNE G, HARB, VERYZHENKO Iryna, MASSET Astrid, MURAT Philippe, *Finance*, édition DUNOD, 2014
17. EVRAERT S., PRAT DIT HAURET C., (2002), *Les documents de synthèse : bilan, compte de résultat*, annexe e-thèque, France
18. GEORGE Legros, « *gestion, finance* »l'évaluation de l'entreprise, 2eme édition, Dunod

La bibliographie

19. GILLET R. et al, (2003), France : finance d'entreprise, finance de marché, diagnostic financier, DALLOZ, Paris
20. GRANDGUILLLOT Béatrice et Francis, Analyse financière, 13eme édition GUALINO, Paris, 2006
21. HONORE L., ROYER Y., (2003), Dictionnaire de la finance d'entreprise, Belin, Paris
22. Hubert de la Bruslerie, 2édition, information financière et diagnostic, Dunod, Paris, 2002
23. Jean-Pierre Lahille, Analyse financière éditions SIREY 2004.
24. J-Y. EGLEM – A. PHILIPPS-C. et C. RAULET, « Analyse comptable et financière », 8eme édition, paris, 2000
25. LASARY « Le bilan », Edition El dar el Othmania, 2004
26. LEVY, Pierre, AJENSTAT, Jacques et FRENETTE, Marcel. "Une ingénierie de la connaissance", *ICO*, Vol. 6, No. 2, février 1990.
27. MANCHON, E, « Analyse bancaire de l'entreprise » 5eme Edition, ECONOMICA, 2001
28. Manuel de gestion financière, ED. Marketing, volume 2, 1999, p.59
29. Manuel Général des Procédure de Crédit « Document de la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) »
30. MARTORY Bernard, *Diagnostic et gestion de la PME africaine*, École Normale Supérieure, 1986.
31. Mehdi Berbagui, « Monopole bancaire sur les opérations de crédit », Article 68
32. MENIER, H « science de gestion, la trésorerie des entreprises » ED. BORDAS, Paris1984,
33. MERCIER, Guy. *Analyse financière*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989. LEVASSEUR, Michel et PIGANIOL, Bernard. *Analyse et gestion financières de l'entreprise*, Paris, Dalloz, 1981.
34. MORISETTE Denis et O'SHAUGHNESSY Wilson. *Décisions financières à court terme, 2e édition*. Trois-Rivières, Les Éditions SMG, 1990.
35. OGIEN D., (2008), *Gestion financière de l'entreprise*, Dunod, Paris
36. Patrice VIZZANOVA, « Gestion financière », 9ème édition, BERTI édition, Alger, 2004
37. Pierre VERNIMMEN, *Finance d'entreprise : Analyse et gestion*, ED. Dalloz, Paris, 1988. P672.
38. POLAK Jacques, *Politique financière et développement*, Éditions OCDE, Paris, 1989. REGNEZ Jacques, 1988, *Les nouveaux produits financiers*, Éditions La Découverte, Paris, 1988

La bibliographie

39. RAIMBAULT G., (1996), comptabilité générale et Analyse financière « outil de gestion », CHIHAB-EYROLLES, Alger
40. RACETTE Nicole. *Intégration des connaissances théoriques et pratiques de l'analyse financière externe et interne dans le but d'un diagnostic de la situation financière*, Sherbrooke, Mémoire à la Maîtrise en administration, Université de Sherbrooke, 1990.
41. RENVERSEZ Françoise, *Éléments d'analyse monétaire*, Éditions Dalloz, Paris, 1988.
42. RICHARD Jacques, *L'audit des performances de l'entreprise*, Éditions La Villeguérin, Paris, 1989.
43. RIVET, Alain. *Gestion financière*. Paris : Ellipses.2003
44. SAINT-ETIENNE Christian, *Financement de l'économie et politique financière*, Éditions Hachette, Paris, 1990.
45. TAIROU Akim A., *analyse et décisions financières*, Edition L'Harmattan, paris, 2006
46. THIBAUT J., (1993), *le diagnostic d'entreprise*, SEIFOR, France.

Mémoire :

1. BELAKEHAL ZAHOUA, TILKOUKT NACERA ; « Analyse de l'équilibre financier et de la rentabilité d'une entreprise cas de ECI BOUDIAB de Bejaia », mémoire fin de cycle de maîtrise en gestion, université de Bejaia 2016.
2. MAZOUNI LYDIA ; « Finance d'entreprise : fonds propres ou endettement ? » ; mémoire de fin d'étude école supérieure de Banque : 2017.
3. FETY Alessandrine Asmina, contribution a l'amélioration de la prise de décision par l'analyse financière, cas de l'imprimerie BOB, mémoire de maîtrise en gestion, finance et comptabilité, université d'Antananarivo, faculté de droit, d'économie, de gestion et sociologie, 2007.

SITES INTERNET :

www.compta-facile.com

<http://www.memoireonline.com>

La bibliographie

<http://www.banque-info.com>

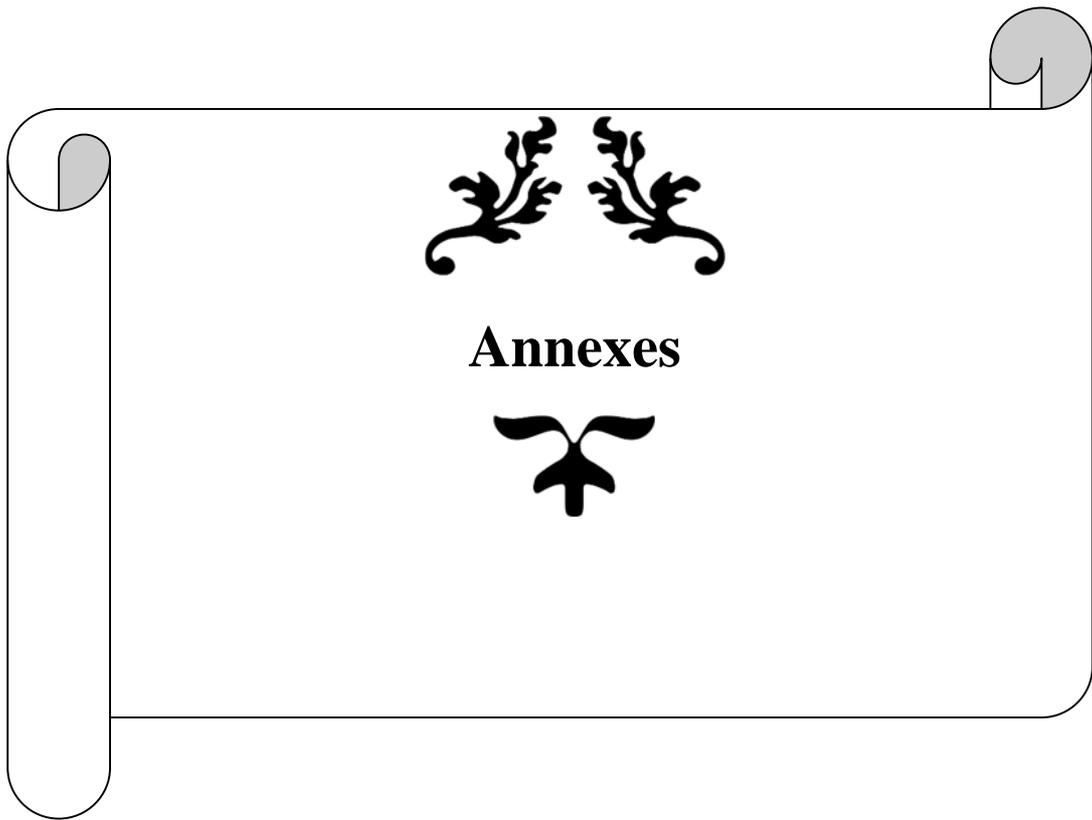


Tableau 01 :

ACTIF du bilan :

ACTIF	BRUT	Amort.-Prov.	NET N	NET N-1
ACTIF NON COURANT				
Ecart d'acquisition (goodwill)				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
– Terrains				
– Bâtiments				
– Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en concession				
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
– Titres mis en équivalence				
– Autres participation et créances rattachées				
– Autre titres immobilisés				
– Prêts et autre actifs financiers non courant				
– Impôts différé actif				
TOTAL ACTIF NON COURANT				
ACTIF COURANT				
Stock et encours				
Créances et emplois assimilés				
-Client				
-Autre débiteurs				
-Impôt différés				
-Autre actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
-Placement et autres équivalents de trésorerie				
-Trésorerie				
TOTAL ACTIF COURANT				

Les annexes

TOTAL GENERAL ACTIF				
PASSIF	N	N-1		

Tableau 02 : passif du bilan

Les annexes

CAPITAUX PROPRES		
Capital émis		
Capital non appelé		
Primes et réserves / Réserves consolidées		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence (1)		
Résultat net 1/ Résultat net par de groupe (1)		
Autres capitaux propres-Report à nouveau		
Part de la société consolidant (1)		
Part de minoritaires (1)		
TOTAL CAPITAUX PROPRES I		
PASSIFS NON-COURANTS		
Emprunts et dettes financières		
Impôts (différés et provisionnés)		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits constatés d'avance		
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS II		
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés		
Impôts		
Autres dettes		
Trésorerie Passif		
TOTAL PASSIFS COURANTS III		
TOTAL GENERAL PASSIF (I+II+III)		

(1) À utiliser uniquement pour la présentation d'états financiers consolidés.

(Tableau 03) : compte de résultat par nature

LIBELLE	Exercice (N)	Exercice (N-1)
Chiffre d'affaires		

Les annexes

Production stockée ou déstockée (Variation de la production + ou -)		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
I – PRODUCTION DE L'EXERCICE		
Achats consommés		
Services extérieurs et autres consommations		
II – CONSOMMATION DE L'EXERCICE		
III VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		
Charges de personnel		
Impôts, taxes et versements assimilés		
IV- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur		
Reprise sur pertes de valeur et provisions		
V-RESULTAT OPERATIONNEL		
Produits financiers		
Charges financières		
VI - RESULTAT FINANCIER		
VII- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V + VI)		
Impôts exigibles sur résultats ordinaires (L'IBS)		
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires		
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORSDINAIRES		
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		
VIII- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		
Eléments extraordinaires - Produits		
Eléments extraordinaires – Charges		
IX- RESULTAT EXTRAORDINAIRE		
X RESULTAT NET DE L'EXERCICE (VIII + IX)		

(1) à utiliser uniquement dans la présentation des états financiers consolidés

Les annexes

(Tableau04) : Tableau des provisions

RUBRIQUES ET POSTES	Notes	Provision cumulées en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions cumulées en fin d'exercice
Provisions passifs non courant					
Provision pour pension et obligation similaires					
Provision pour impôts					
Provision sur litiges					
TOTAL					

Provisions passifs non courant					
Provision pour pension et obligation similaires					
Provision pour impôts					
Provision sur litiges					
TOTAL					

(Tableau05) : Tableau d'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

RUBRIQUES ET POSTES	Notes	A un an au plus	A plus d'un an et 5ans au plus	A plus de 5 ans	TOTAL
CREANCES					
Prêts					
Clients					
Impôts					
Autres débiteurs					
TOTAL					

Les annexes

DETTES					
Emprunts					
Autres dettes					
Fournisseurs					
Impôts					
Autres crédateurs					
TOTAL					

(Tableau06) : Bilan financier

EMPLOIS	V. Réal	RESSOURCES	V. Réal
Valeur immobilisées (VI)		Capitaux propres	
Immobilisation incorporelles		Capital émis	
Immobilisations corporelles		Réserves	
Immobilisations financières			
Valeurs d'exploitations (VE)		Dettes à long et moyen termes (DLMT)	
Stocks et encours		Emprunts et dettes financières	
Valeurs réalisables (VR)		Dettes à court termes (DCT)	
Créances et emplois assimilés		Dettes fournisseurs	
Valeurs disponibles (VD)		Trésoreries passif	
Placement et autres actifs financiers courant			
Trésoreries			
TOTAL		TOTAL	

Les annexes

Tableau des soldes intermédiaires de gestion (Tableau 07)

Désignation	Année N
Vente de marchandises + Production vendue + Prestations de services	
= Chiffre d'affaires	
Production vendue + Production stockée + Production immobilisée	
= Production de l'exercice	
- Achat de marchandises vendues (subdivision du compte achats consommés)	
= Marge commerciale	
Production + Marge commerciale - Consommation de l'exercice en provenance des tiers : Achat stockés de MP et d'autres approvisionnements - variation des stocks de MP et autres - autres achats et charges externes	
= Valeur ajoutée	
+ Subventions d'exploitation - Impôts, taxes et versements assimilés - Charges de personnels	
Excédent brut d'exploitation (EBE)	
- Dotations aux amortissements, pertes valeurs et provisions + Reprise sur pertes de valeurs et provisions + Transferts de charges d'exploitation (+ / -) Autres produits et charges opérationnelles	
= Résultat opérationnel	
RO + opérations faites en commun + Produits financiers - Charges financières	
= Résultat courant	
(+ / -) résultat exceptionnel - participation des salariés aux fruits de l'expansion - Impôts sur les sociétés	
= Résultat de l'exercice	

Les annexes

L'emprunteur s'engage à rembourser le crédit en principal et intérêt par tranches conformément aux échéances fixées au tableau d'amortissement établi conformément aux conditions particulières de la présente convention.

Toute modification du taux d'intérêt tel qu'arrêté par les conditions particulières entraînera, en conséquence, le réajustement du tableau d'amortissement.

ARTICLE 8 GARANTIES

Pour garantir le paiement en capital, intérêts, frais et commissions du prêt, objet de la présente convention, l'emprunteur s'engage à affecter au profit de la banque les garanties indiquées dans les conditions particulières.

Les frais d'enregistrement et autres liés au recueil des garanties citées ci-dessus sont à la charge exclusive de l'emprunteur. Le détournement, la vente partielle ou totale des biens corporels ou incorporels affectés en garantie au profit de la banque expose l'emprunteur, conformément aux présentes conditions, en plus de l'annulation du crédit, à des poursuites judiciaires.

L'utilisation du prêt est subordonnée au recueil effectif des garanties.

ARTICLE 9 REMBOURSEMENT ANTICIPE

L'emprunteur a la faculté de rembourser partiellement ou intégralement et par anticipation le prêt. Le remboursement partiel sera imputé sur les échéances les plus éloignées.

ARTICLE 10 AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'emprunteur donne autorisation à la banque en vue du prélèvement d'office sur son compte des sommes suffisantes pour le remboursement du montant des échéances en capital et intérêts et de toutes les sommes qui seront devenues exigibles (commissions, frais, taxes...).

ARTICLE 11 CLAUSES RESOLUTOIRES

En cas de non-remboursement des sommes devenues exigibles en capital, intérêts et autres frais et accessoires, la banque se réserve le droit d'exiger le paiement de la totalité de la créance.

La banque peut exiger le remboursement immédiat de la totalité des fonds utilisés, notamment dans les cas suivants :

- fausse déclaration de l'emprunteur,
- paiement de dépenses n'entrant pas dans le cadre de la réalisation du projet retenu au titre de la présente convention,
- détournement de l'objet initial du prêt
- non-respect d'un quelconque engagement souscrit par l'emprunteur,
- toute modification relative à la situation financière et juridique de l'emprunteur pouvant éventuellement affecter le remboursement du prêt,
- vente partielle ou totale des biens corporels et incorporels affectés en garantie au profit de la banque,
- non respect des clauses de la présente convention ; l'emprunteur prendra à sa charge tous les coûts encourus par la banque du fait de l'exigibilité anticipée.

ARTICLE 12 CONTROLE DU PRET

Pour permettre à la banque un contrôle régulier de l'utilisation du prêt, l'emprunteur s'engage à :

- fournir tous états et documents que la banque jugera utile d'exiger,
- remettre les copies certifiées conformes de ses bilans annuels, documents comptables et annexes et éventuellement du rapport du commissaire aux comptes,
- faciliter toutes visites effectuées par les agents de la banque ainsi que l'accès aux locaux et autres installations,
- la banque pourra également s'assurer sur place et sur pièces de la conformité des documents fournis.

ARTICLE 13 OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, tant qu'il sera débiteur en vertu de la présente convention, l'emprunteur s'engage à :

- ne constituer au profit d'autres créanciers sur ses biens présents ou futurs et jusqu'à remboursement effectif du prêt aucune garantie sureté ou engagement ayant pour effet de privilégier un autre créancier,
- faire tout ce qui est nécessaire pour maintenir et protéger sa capacité juridique et ses moyens de production et/ou de services,
- assurer son matériel mobilier et ses biens immobiliers et à maintenir cette assurance et à payer les primes stipulées au contrat ; en cas de sinistre, total ou partiel, avant complète libération de l'emprunteur, la banque exerce sur l'indemnité d'assurance les droits résultant à son profit conformément aux clauses prévues dans l'acte de garantie conclu en application de la présente convention,
- confier à la banque l'intégralité du chiffre d'affaires réalisé par le projet financé dès son entrée en production ou en service.

ARTICLE 14 PENALITE DE RETARD

Tout retard dans le paiement des sommes dues par l'emprunteur entraînera, sans mise en demeure et à titre de pénalités, le prélèvement d'un intérêt de retard.

Le taux de pénalité de retard applicable est indiqué aux conditions particulières.

ARTICLE 15 COMMISSION ET FRAIS

L'emprunteur s'engage à payer trimestriellement la commission d'engagement et les frais du dossier figurant aux conditions particulières.

ARTICLE 16 REGLEMENT DE LITIGE

Tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera, à défaut de règlement à l'amiable, porté devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 17 ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile aux adresses respectives indiquées dans la présente convention.

Fait à AKBOU le 30/07/2015

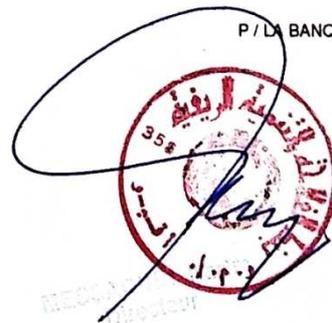
LE DEBITEUR (1)

lu et approuvé

COMMERCE DE GROS
PRODUITS ALIMENTAIRES
Ets. HAMDIOUCHE
RUE DU MARCHÉ DE GROS AKBOU
BEJAIA R.C N° 05 A 0934852
TEL 034 35 51 24 MOB 07 73 16 48 33

31 mai 2015
1.700 00
1070
38996

P / LA BANQUE



(1) La signature de l'emprunteur doit être précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"

Séria G. n° 11 (2009)

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الرقم الاحصائي :
أذكر في الخانة المقابلة حرف ورقم مادة إخضاعك
للضريبة المعدة :

بمعنوان السنة السابقة.
التصريح بالأرباح الصناعية والتجارية
الضريبة على الدخل الإجمالي
الأرباح الصناعية والتجارية والحرفية
(نظام الربح الحقيقي)
الرسم على النشاط المهني
النشاط الصناعي والتجاري

إدارة الضرائب
ولاية
Bejaia
بلدية
Aboucou

تصريح يقدم قبل 1 أبريل
إلى مفتش ممارسة
النشاط، أو المؤسسة
الرئيسية.
ينبغي تخطيط المطرود إذا
أرسل عن طريق البريد.

سلسلة (1) رقم 11
106252186104

سنة
نشاط سنة
أو السنة المالية المختتمة في 2011.12.31

اسم ولقب المصرح : **HAMDOUCHE Mourad.**

تاريخ الميلاد : **1970 à Aboucou**

طبيعة الصناعة، التجارة أو المهنة : **Gros en produits alimentaires localisés**

مقر مديرية المؤسسة أو مكان المؤسسة الرئيسية في الجزائر :
Rue Hibouche Aboucou

- إلى 1 جانفي
- إلى 1 جانفي

(في حالة تغيير العنوان خلال السنة)

عنوان إقامة المصرح أو الشركاء - الأشخاص والرقم الاحصائي لكل منهم :

الرقم الاحصائي	العنوان (1)	حصة الأرباح	الأسماء والألقاب

(1) في حالة تغيير العنوان خلال السنة أذكر أيضا العنوان القديم :

مكان مسك المحاسبة : **Rue Hibouche Aboucou**

اسم وعنوان الخبير والمحاسب أو الخبراء والمحاسبين الذين استعمل المصرح خدماتهم بين إن كان هؤلاء المحاسبون مستخدمين المؤسسة الأجراء، واذكر الرقم الجبائي لكل منهم :

Non Salarié

1970 06 2500 399 26

الخبير المحاسب
Commis
Cabinet de Comptabilité et de
CABINET DE COMPTABILITE ET DE

Les annexes

AGENCE AKBOU
DATE : 06-SEP-21

IFIS SAMIR AGA ASSUR
PERSONNES 4190
AVENUE 01 NOVEMBRE
AKBOU
BEJAIA

AVIS DE DEBIT

N° CLIENT : 001017617
N° COMPTE : 358000018730066
DESCRIPTION COMPTE : 358009049300000

NOUS VOUS INFORMONS QUE NOUS DEBITONS VOTRE COMPTE DU MONTANT
DE LA TRANSACTION SUIVANTE

NATURE DU CONTRAT: VIREMENT SORTANT
NUM REFERENCE CONTRAT : 358VIS0212490004
NUM REFERENCE UTILISATEUR : 358SOVI212490003
MACIRVIE SPA

DATE VALEUR	DEWISE	MONTANT
-------------	--------	---------

06-SEP-21	DZD	383041.09
-----------	-----	-----------

TROIS CENT QUATRE-VINGT-TROIS MILLE QUARANTE, UN Dinars NEUF Centimes



SIGNATAIRES AUTORISÉS

HAMDOUCHE Adal
Chargé des Op. Bancaires

بنك الفلاحة والتنمية الريفية



شركة مساهمة ذات رأسمال قدره 54.000.000.000 دج س.ت. رقم 00 ب 0011640 الجزائر العاصمة
مقرها الرئيسي بالجزائر- 17 شارع العقيد عميروش

G.R.E DE BEJAIA '006'

BEJAIA, le 21/02/2021

S/D.S.R.C.P

Ref : N° ٨٥٦٩/2021

A . L . E AKBOU '358'

Objet : Mainlevée sur gages
Relation : Mr HAMIDOUCHE Mourad
(CMT EQUIPEMENT)
ID : 000 975 800.



Ref : V/Envoi N°316 du 15/02/2021.

Consécutivement à votre envoi sus-référencé, traitant de l'objet cité, et eu égard au remboursement de la totalité du crédit (CMT EQUIPEMENT) par la relation, nous vous marquons l'accord pour la délivrance de la mainlevée sur gage des véhicules financés, et ce conformément à la D.R traitant des orientations générales en matière de crédit.

Aussi, la mainlevée doit être conforme au modèle contenu dans le recueil des suretés réelles année 2015.

Nous rendre destinataire d'une copie.

Salutations.

LE DIRECTEUR DU G.R.E

M. HARRID



LE S/DIRECTEUR S.R.C.P

K. ATMANI



بنك الفلاحة والتنمية الريفية
BANQUE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



CONVENTION DE PRET

(ANNEXE N° 11 DU MANUEL DE GESTION DES CREDITS / AVRIL 1994)

Entre les soussignés,

la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (B.A.D.R), société par actions au capital de trente trois milliards de dinars (33.000.000.000 DA) ayant son siège social à Alger sis 17, Boulevard Colonel Amirouche, désignée ci-après la Banque, représentée par :

M. MESSAOUDI KARIM EN SA QUALITE DE : DIRECTEUR
ADRESSE : RUE LARBI TOUATI - AKBOU 06200 (Alger) 34. 35. 90. 71/72 FAX 35. 91. 47

et M. MHAMLIKOUCHE MOURAD BEN LOUNES CITE DES 460 LOGES AKBOU

(nom, prénom ou raison sociale, adresse ou siège social, nature juridique selon le cas, etc.) désigné (e) ci-après l'emprunteur.

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

OBJET DE LA CONVENTION :

Par la présente convention, la banque accorde à l'emprunteur désigné ci-dessus un prêt aux conditions particulières et générales ci-après définies.

I. CONDITIONS PARTICULIERES DU PRET

NUMERO DU PRET :	15-1100004	TAUX DU PRET :	05,50 % VARIABLE
NATURE DU PRET :	CREDIT MOYEN TERME EQUIPEMENT	TAUX DE BASE :	05,25 %
OBJET DU PRET :	ACQUISITION DE MATERIEL ET EOU	TAUX DE LA MARGE :	00,25 %
MONTANT DU PRET :	*****3.626.000,00 DA	TAUX BENEFICE :	00,00 %
DUREE DU PRET :	060 MOIS	TAUX PENALITE :	02,00 %
PERIODICITE :	TRIMESTRIELLE	TAUX INT. RETARD :	07,50 %
MONTANT ECHEANCE:	DEGRESSIF	COMMIS. ENGAGEM. :	00,50 %
DIFFERE (INCLUS):	000 MOIS NEANT	FRAIS DE DOSSIER HT :	9.000,00 DA
I. INTERCALAIRES :	IERE ECHEANCE	FRAIS CAUTIONNEMENT :	10.000 DA
COMPTE REMBOURS. :	358-112329-300-0-00	FRAIS DE GAGE :	0,00 DA
COMPTE DE PRET :	358-112329-234-0-00	DEBUT D'UTILISATION :	15/01/2015
TAUX DE DIFFERE :	5,50 %	FIN D'UTILISATION :	11/01/2016

II. CONDITIONS GENERALES DU PRET

ARTICLE 1 MONTANT DU PRET

La banque accorde par la présente convention à l'emprunteur un prêt dont le montant figure dans les conditions particulières.

ARTICLE 2 OBJET DU PRET

Conformément à la demande de financement formulée par l'emprunteur, le prêt objet de la présente convention sera destiné au financement du projet indiqué dans les conditions particulières et ce, en application de la structure de financement arrêtée d'un commun accord.

ARTICLE 3 DUREE DU PRET

Le prêt est consenti pour la durée et la période de différé indiquées dans les conditions particulières. Si le prêt, objet de la présente convention, n'a pas enregistré un début de consommation à la date limite indiquée dans les conditions particulières, la présente convention est réputée nulle si la banque n'accepte pas sa prorogation.

ARTICLE 4 TAUX D'INTERET VARIABLE

Le taux d'intérêt applicable aux utilisations du prêt est constitué d'un taux de base révisable périodiquement conformément aux conditions de banque en vigueur majoré de la marge indiquée aux conditions particulières. Le taux de base indiqué aux conditions particulières ci-dessus est soumis, en conséquence, à une révision périodique. L'emprunteur sera informé de toute modification du taux de base. L'emprunteur déclare accepter sans restriction ni réserve toute modification.

ARTICLE 5 TAXES ET COMMISSIONS

Toutes les taxes et commissions liées à la mise en place et l'utilisation du prêt sont à la charge de l'emprunteur ainsi que toutes autres taxes et commissions qui viendraient s'y ajouter en vertu des textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 6 MODALITES D'UTILISATION DU PRET

Le prêt, objet de la présente convention, sera utilisé par le débit du compte de prêt ouvert par la banque auprès de l'agence domiciliaire de l'emprunteur sous le numéro indiqué dans les conditions particulières.

Les utilisations du prêt seront autorisées en fonction des besoins de financement sur présentation de justificatifs dont la validité relève de l'appréciation de la banque et de la signature concomitante de billets à ordre. La preuve de la réalisation du prêt de même que celle des remboursements résultera des écritures passées par la banque.

ARTICLE 7 MODALITES DE REMBOURSEMENT

A la fin de la période d'utilisation qui ne saurait dépasser celle indiquée dans les conditions particulières, les consommations effectives du prêt seront constatées par la banque et un calendrier d'amortissement en principal et intérêts lorsque les conditions particulières prévoient un taux fixe sera établi sur la base de ce constat, matérialisé par des billets à ordre. Ces billets viendront en remplacement de ceux prévus à l'article 6 sus-visé.

بنك الأملانة والتنمية الريفية



شركة مساهمة ذات رأسمال قدره 33.000.000.000 دج س.ت. رقم 00 ب 0011640 الجزائر العاصمة
مقرها الرئيسي بالجزائر - 17 شارع العقيد عميروش

LETRE D'ACCEPTATION

REF : 93/15

Akhou, le 15/07/2015.

- Agence domiciliaire : Akbou 358
- Numéro du compte client : 358 112329 300 82
- Numéro de dossier : 15-1100004
- Nom ou raison sociale de l'emprunteur : HAMIDOUCHE MOURAD
- Adresse ou siège social de l'emprunteur : RUE DU MARCHÉ DE GROS Akbou W-Bejaia
- Activité : Commerce de gros produits alimentaires

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande de financement, nous avons le plaisir de vous informer que notre Etablissement est disposé à vous octroyer le crédit suivant :

- Type de prêt : CMT EQUIPEMENT (11-00)
- Montant : DA 3.626.000,00
- Taux : 5,50%
- Date limite d'utilisation : 31/01/2016
- Durée d'amortissement : 60 mois
- Période de différé (éventuel) : néant

Cependant, nous attirons votre aimable attention sur le fait que ce crédit ne pourra connaître de début d'utilisation que lorsque les réserves bloquantes citées ci dessous auront été levées.

- Engagement de gage du matériels roulant à financer et de souscription d'une assurance tous risques avec avenant de subrogation au profit de la BADR
- Procuration de renouvellement d'assurance

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

- COPIE : GRE BEJAIA

COMMERCE DE GROS
PRODUITS ALIMENTAIRES
Ets. HAMIDOUCHE
RUE DU MARCHÉ DE GROS AKBOU
BEJAIA (C.N° 03 A 0934882
TEL. 034 35 51 24) MOBL. 07 73 16 48 33

Banque de l'Agriculture et du Développement Rural

S. S. : 17, Bd. Colonel Amirouche - ALGER / Tél : 021 64.72.64 à 70 / 72.72.88 / 72.72.90 / Téléc : 55078

Page 1 sur 1

www.badr-bank.dz

Les annexes

Série G. n° 11 (2009)

إدارة الضرائب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الرقم الاحصائي :

أذكر في الخانة المقابلة حرف ورقم مادة إخضاعك
للتضريبة المعدة :

باعتبار السنة السابقة

التصريح بالأرباح الصناعية والتجارية
الضريبة على الدخل الإجمالي
الأرباح الصناعية والتجارية والحرفية
(نظام الربح الحقيقي)
الرسم على النشاط المهني
النشاط الصناعي والتجاري

ولاية
Bejaia
بلدية
Akbou

تصريح يقدم قبل 1 أفريل
إلى مفتش ممارسة
النشاط، أو المؤسسة
الرئيسية.
ينبغي تخلص المظروف إذا
أُرسل عن طريق البريد.

سنة
نشاط سنة
أو السنة المالية المختمة في 2012 / 2013

تاريخ الترخيص
08/05/13

اسم ولقب المصرح : Hamidouche Mourad

تاريخ الميلاد : 1970 à Akbou

طبيعة الصناعة، التجارة أو المهنة : Gros en Produits Alimentaires

مقر مديرية المؤسسة أو مكان المؤسسة الرئيسية في الجزائر :
Rte du marché de Gros Akbou

- إلى 1 جانفي
- إلى 1 جانفي

(في حالة تغيير العنوان خلال السنة)

عنوان إقامة المصرح أو الشركاء، الأشخاص والرقم الاحصائي لكل منهم :

الرقم الاحصائي	العنوان (1)	عصبة الأرباح	الأسماء والألقاب

(1) في حالة تغيير العنوان خلال السنة أذكر أيضا العنوان القديم :

مكان مسك المحاسبة Rte du marché de Gros Akbou

اسم وعنوان الخبير والمحاسب أو الخبراء والمحاسبين الذين استعمل المصرح خدماتهم بين إن كان هؤلاء التقنيون جزءا من مستخدمي المؤسسة الأجراء، وأذكر الرقم الحسابي لكل منهم :

Non Salariés



Liste des schémas



Liste des schémas

Liste des schémas

Schéma 01 Présentation graphique de la variation du fond de roulement	86
Schéma 02 Présentation graphique de la variation du besoin de fond de roulement.....	87
Schéma 03 Présentation graphique de la variation de la trésorerie nette	89
Schéma 04 Présentation graphique de la variation de la marge commerciale	93
Schéma 05 Présentation graphique du ratio de solvabilité	94
Schéma 06 présentation graphique de la trésorerie	95
Schéma 07 Présentation graphique du ratio de capacité d'endettement	96
Schéma 08 Présentation graphique du ratio de liquidité générale	98
Schéma 09 Présentation graphique du ratio de liquidité restreinte.....	99
Schéma 10 Présentation graphique du ratio de liquidité immédiate.	100
Schéma 11 Présentation graphique du ratio de stock	101
Schéma 12 Présentation graphique du ratio de rotation des crédits fournisseurs	102
Schéma 13 Présentation graphique du ratio de capacité de remboursement	103
Schéma 14 Présentation graphique du ratio de rentabilité globale d'exploitation.....	104
Schéma 15 Présentation graphique du ratio de rentabilité économique	105
Schéma 16 Présentation graphique du ratio de rentabilité financière	106

Liste des tableaux

Liste des tableaux

(Tableau 01) Modèle de présentation du bilan (actif)	117
(Tableau 02) Modèle de présentation du bilan (passif)	118
(Tableau 03) Présentation du compte de résultat	119
(Tableau 04) Tableau des provisions	121
(Tableau 05) Tableau d'état des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice.....	121
(Tableau 06) Bilan financier	122
(Tableau 07) Tableau des soldes intermédiaires de gestion	123
(Tableau 08) Bilan (actif) de l'entreprise x (l'année 2011)	63
(Tableau 09) Bilan (passif) de l'entreprise x (l'année 2011)	64
(Tableau 10) Le compte de résultat exercice	66
(Tableau 11) Bilan (actif) de l'entreprise x (l'année 2012)	69
(Tableau 12) Bilan (passif) de l'entreprise x (l'année 2012)	70
(Tableau 13) Le compte de résultat exercice (l'année 2012).....	72
(Tableau 14) Bilan (actif) de l'entreprise x (l'année 2013)	75
(Tableau 15) Bilan (passif) de l'entreprise x (l'année 2013)	76
(Tableau 16) Le compte de résultat exercice (l'année 2013).....	77
(Tableau 17) Bilan des grandes masses (2011)	81
(Tableau 18) Bilan des grandes masses (2012)	81
(Tableau 19) Bilan des grandes masses (2013)	82
(Tableau 20) Tableau des soldes intermédiaires de gestion	83
(Tableau 21) Tableau de calcul du fond de roulement par le haut du bilan.....	85
(Tableau 22) Tableau de calcul du fond de roulement par le bas du bilan.....	85
(Tableau 23) Tableau de calcul du besoin de fond de roulement	87
(Tableau 24) Tableau de calcul de la trésorerie première méthode.....	88
(Tableau 25) Tableau de calcul de la trésorerie deuxième méthode.....	89
(Tableau 26) Tableau de calcul de la capacité d'autofinancement	90
(Tableau 27) Tableau de l'excédent brut d'exploitation (EBE)	91
(Tableau 28) Tableau de calcul de la marge commerciale.....	92

Liste des tableaux

(Tableau 29) Tableau du ratio de solvabilité.....	94
(Tableau 30) Tableau du ratio d'autonomie financière.....	95
(Tableau 31) Tableau du ratio de la capacité d'endettement.....	96
(Tableau 32) Tableau du ratio de liquidité générale	97
(Tableau 33) Tableau du ratio de liquidité restreinte.....	99
(Tableau 34) Tableau du ratio de liquidité immédiate.....	99
(Tableau 35) Tableau du ratio de stock.....	100
(Tableau 36) Tableau du ratio des crédits fournisseurs	101
(Tableau 37) Tableau du ratio de capacité de remboursement.....	102
(Tableau 38) Tableau du ratio de rentabilité globale d'exploitation	103
(Tableau 39) Tableau du ratio de rentabilité économique	104
(Tableau 40) Tableau du ratio de rentabilité financière.....	105



Tables des matières



Table des matières	
Remerciements	
Liste d'abréviations	
Liste des tableaux	
Liste des schémas	
Sommaire	
Introduction générale	01
Chapitre I : approche théorique de la situation financière	
Introduction au chapitre I	06
Section I : Diagnostic de l'analyse financière	06
I.1 Définition du diagnostic financier	06
I.2 les objectifs de l'analyse financière	07
I. 3 la différence entre, diagnostic financier, audit financier et analyse financière	07
I.3. Audit financier	07
I.3.2 L'analyse financière	08
I.3.3Diagnostic financier	09
I.4 le à qui sert l'analyse financière	09
I.5les types d'analyse financière	09
I.5.1L'analyse statique	10
I.5.2 L'analyse dynamique.....	10
Section II : présentation des principaux états financiers.....	10
II.1 L'analyse financière et ses sources d'information.....	11
II.1.1 Le bilan comptable	11
II.1.1.1 Définition du bilan comptable	11

II.1.1.2 Les postes du bilan	11
II 1.2 le compte de résultat	14
II.1.2.1 Le compte de résultat par nature	14
II.1.2.2 Les annexes comptables.....	15
II.1.3 Elaboration du bilan financier	16
II.1.3.1 Les retraitements.....	16
II.1.3.2 Les reclassements	17
Conclusion au chapitre I.....	18
 Chapitre II : Analyse des indicateurs de l'équilibre financier	
Introduction au chapitre II.....	20
Section I : les différents outils de l'analyse financière.....	20
I.1 L'analyse par l'équilibre financier.....	20
I.1.1 le fonds de roulement	21
I.1.1.1 Définitions.....	21
I.1.1.2 Calcul du fonds de roulement.....	22
I.1.1.3 Interprétation du fonds de roulement	23
I.1.1.4 Besoin en fonds de roulement (BFR).....	24
I.1.1.5 La trésorerie nette (TN).....	27
I.2 L'analyse par les soldes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'autofinancement (CAF).....	28
I.2.1 Les soldes intermédiaires de gestion (les SIG)	29
I.2.1.1 Chiffre d'affaire	29
I.2.1.2 la marge commerciale.....	29
I.2.1.3 La production de l'exercice	30

I.2.1.4 La valeur ajoutée d'exploitation (VA)	30
I.2.1.5 L'excédent brut d'exploitation (L'EBE)	31
I.2.1.6 Résultat opérationnel (RO) ou résultat d'exploitation.....	31
I.2.1.7 Résultat courant	31
I.2.1.8 Résultat ordinaire avant impôt (ROAI)	32
I.2.1.9 Résultat net des activités ordinaires (RNAO)	32
I.2.1.10 Résultat extraordinaire (RE)	32
I.2.1.11 Résultat net de l'exercice (RNE)	32
I.2.2 Les défauts du compte de résultat pour le banquier.....	33
I.2.3 La capacité d'autofinancement (CAF).....	34
I.2.3.1 L'autofinancement.....	35
I.2.3.2 Calcul de la CAF	36
SECTION II : L'analyse par la méthode des ratios.....	39
II.1 Définition d'un ratio.....	39
II.2 L'intérêt de l'analyse par ratios.....	40
II.2.1 Ratio de structure financière.....	40
II.2.1.1 Ratio de financement permanent	40
II.2.1.2 Ratio des fonds de roulement	40
II.2.2 Ratio de solvabilité générale	41
II.2.2.1 Ratio d'autonomie financière	41
II.2.2.2 Ratio de la capacité d'endettement	41
II.2.3 Les ratios de liquidité	41
II.2.3.1 Ratio de liquidité générale	42

II.2.3.2 Ratio de liquidité restreinte (relative)	42
II.2.3.3 Ratio de liquidité immédiate	42
II.2.4 Les ratios de gestion	43
II.2.4.1 Le ratio de stocks	43
II.2.4.2 le ratio de rotation des créances commerciales	43
II.2.4.3ratio de rotation du crédit fournisseurs	44
II.2.5 Ratios de rentabilité.....	44
II.2.5.1 Rentabilité d'exploitation.....	44
II.2.5.2 Rentabilité économique.....	45
II.2.5.3 Rentabilité financière	45
Section III : l'octroi du crédit.....	47
III.1 Définition du crédit	47
III. 2 Présentation du service crédit	47
III.2.1 Relations fonctionnelles	47
III.2.2 Relations hiérarchiques	48
III.3 Typologies de crédits	49
III .3.1 Le crédit à moyen et à long terme.....	49
III.3.1.1 Le crédit d'investissement	49
III.3.1.2 Le crédit d'exploitation	50
III.3.1.3 Le crédit par signature	51
III.3.1.4 Le crédit à la consommation	51
III.4 Les garanties	52
III.4.1 Les garanties réelles	52
III.4.2 Les garanties personnelles	52

III.5 Les démarches à suivre pour solliciter un crédit	53
Conclusion au chapitre II.....	54
Chapitre III : Cas pratique « étude du diagnostic financier d’une entreprise établie par le banquier »	
Introduction au chapitre III.....	57
Section I : présentation du cas d’étude.....	57
I.1 présentation de la banque BADR.....	58
I.1.1 historique.....	58
I.1.2 Les trois grandes étapes qui caractérisent l’évolution de la BADR.....	58
I.2 présentation de l’agence BADR 358 d’Akbou.....	59
I.2.1 L’organisation de l’agence BADR 358 d’Akbou.....	59
SECTION II : étude et l’analyse de la situation financière d’une entreprise agroalimentaire.....	62
II. 1 Présentations de l’entreprise.....	62
II.1.1 Le projet de l’entreprise	62
II.1.1 Constitution de dossier de crédit.....	62
II.1.1.1 les documents financiers.....	63
II.1.2 Etude du dossier	85
II.1.2.1 Analyse de l’équilibre financier	85
Conclusion au chapitre III.....	107
Conclusion générale.....	109
Bibliographie	112
Annexes.....	117

Table des matières.....

Résumé

Résumé :

Le banquier conclue son analyse par une appréciation finale de l'entreprise qui doit faire ressortir les forces et les faiblesses de l'entreprise. L'objectif du banquier est d'apprécier les risques et de s'assurer du bien-fondé économique du crédit. Ces éléments d'évaluations ont été développés dans ce mémoire. Notre cas d'étude qui s'est déroulé au sein de la banque « BADR », nous a permis d'exploiter les bilans financiers et tableaux de compte de résultats, et d'autres indicateurs de l'équilibre financier (fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, et la trésorerie), et la méthode des ratios et une autre analyse de l'activité (les soldes intermédiaire de gestion, la capacité d'autofinancement et la rentabilité). Ainsi, nous avons pu cerner l'objet du diagnostic financier comme déterminant essentiel dans la prise de décision de financer ou non une entreprise.

الملخص

يختتم المصرفي تحليله بتقييم نهائي للعمل الذي يجب أن يسلب الضوء على نقاط القوة والضعف في العمل. موقف المصرف من مخاطر الشركة وإمكانية تكييف دعمه المالي بأخذ الضمانات.

وفي هذا الصدد، يجب توضيح أن البنك ليس سمسار رهن ، وظيفته ليست منح القروض كأساس للضمانات ، حتى لو كانت ضرورية في بعض الأحيان هدفها هو تقييم المخاطر وضمان المزاي الاقتصادية للانتماء

على أي حال ، يجب تبرير الانتماء المصرفي بأخذ ضمانات. وبخلاف ذلك ، فإن مهنته كممول ستحول عن اهتمامه الرئيسي بتحليل مخاطر العمل.

في الواقع ، خلال فترة تدريبنا التي تمت داخل بنك "بدر" ، حاولنا إجراء دراسة للبيانات المالية وجدول بيان الدخل ، ومؤشرات الرصيد المالي (رأس المال العامل ، ومتطلبات رأس المال العامل ، والتدفق النقدي) ، وطريقة النسبة وتحليل آخر للنشاط (أرصدة الإدارة الوسيطة ، التدفقات النقدية والربحية).

Abstract:

The banker concludes his analysis with a final assessment of the business which should highlight the strengths and weaknesses of the business. The banker's goal is to appreciate the risks and to ensure the economic soundness of the credit. These elements of evaluations have been developed in this thesis. Our case study, which took place within the "BADR" bank, enabled us to use the financial statements and income statement tables, and other indicators of financial balance (working capital, working capital requirement, and cash flow), and the ratio method and another analysis of the activity (intermediate management balances, cash flow and profitability). Thus, we were able to identify the object of the financial diagnosis as an essential determinant in the decision-making of whether or not to finance a business.